

RAPPORT ANNUEL 2021

Porté par l'excellence



wsp



Sur la couverture

Nouveau pont au-dessus de la rivière Richmond, à Broadwater.
Projet : Réfection du Pacific Highway entre Woolgoolga et Ballina, Australie. Voir page 17.
Image : Transport for NSW

Message du président du conseil

J'ai le plaisir d'annoncer que WSP a continué sur sa lancée en 2021. En effet, tous nos secteurs d'activités mondiaux ont affiché un bon rendement, et malgré l'incertitude qui règne dans le monde, nous pouvons être fiers que WSP soit bien positionnée pour affermir son succès.

Je crois fermement que notre plan stratégique mondial 2019-2021, et les décisions qui en découlent expliquent notre rendement en 2021. C'est dans ce contexte que nous amorçons un nouveau cycle de planification stratégique, fort d'un bilan solide et de secteurs d'activités bien établis en Transport et infrastructure, Sciences de la Terre et environnement, et Bâtiment.

L'année dernière, nous avons poursuivi la consolidation de notre plateforme, nous nous sommes engagés à atteindre l'objectif « zéro émission nette » dans notre chaîne de valeur d'ici 2040, nous avons accueilli nouveaux collègues issus de diverses acquisitions et nous avons fait avancer notre programme *Conçu pour l'avenir*^{MC}.

Au nom du conseil d'administration, je tiens à exprimer ma sincère reconnaissance aux membres de la direction et aux employés pour les efforts inlassables déployés pour faire de WSP une entreprise aussi remarquable.

Une entreprise dynamique en pleine croissance

Le succès de WSP repose entièrement sur ses employés. Notre réussite est directement liée à l'ingéniosité, l'expertise et la passion dont ils font preuve. Dans ce contexte, nous nous réjouissons de l'intégration de Golder et d'autres entreprises au sein de la famille WSP.

“ Le succès de WSP repose entièrement sur ses employés. Notre réussite est directement liée à l'ingéniosité, l'expertise et la passion dont ils font preuve.



Ces acquisitions ont permis de consolider nos capacités dans de nombreux marchés, en particulier dans celui des Sciences de la Terre et environnement, et ont insufflé une énergie positive à l'ensemble de WSP. Notre entreprise repose sur le partage de connaissances et, aujourd'hui plus que jamais, ce principe s'applique aux services-conseils liés à la gestion des changements climatiques, au développement durable, ainsi qu'à la décarbonation et aux facteurs ESG.

Nous sommes aujourd'hui une entreprise dynamique en pleine croissance, reconnue pour la maturité et l'entrepreneuriat dont elle fait preuve dans le cadre de son rôle de leader mondial.

* Conçu pour l'avenir^{MC} est une marque de Groupe WSP Global Inc.

“ Nous sommes aujourd’hui une entreprise dynamique en pleine croissance, reconnue pour la maturité et l’entrepreneuriat dont elle fait montre dans le cadre de son rôle de leader mondial.

Gouvernance

En tant que gardien de WSP, le conseil d’administration s’est assuré de soutenir et aussi de questionner la direction de façon responsable, tout au long de 2021.

Nous bénéficions d’une structure de gouvernance solide qui appuie et protège avec succès notre culture d’innovation. Nous garderons le cap sur cette dynamique essentielle à mesure que notre croissance se poursuit.

Gestion des risques

Les 24 derniers mois ont démontré sans l’ombre d’un doute que la société en général, et les entreprises de toute sorte, doivent être en mesure de prévoir l’imprévisible. Les événements les plus improbables peuvent engendrer des risques élevés, et c’est pourquoi nous reconnaissons qu’il est impératif de maintenir un haut niveau de gouvernance pour soutenir nos multiples activités, notre agilité et notre résilience.

Notre culture d’entreprise et notre gérance garantissent une vigilance de premier ordre pour toutes les questions liées à la conformité, ce qui permet d’assurer le bien-être de tous nos intervenants.

Leadership

Tous les acteurs du marché s’attendent à ce que nous soyons des leaders au sein de l’industrie, et nous nous efforçons de répondre à cette attente qui sous-tend nos ambitions stratégiques globales. Nous avons toujours remis en question le statu quo et nous croyons que notre expertise peut faire la différence pour façonner l’avenir. Selon moi, les meilleures entreprises dans le monde post-pandémie seront des entreprises citoyennes, qui agiront avec détermination et intégrité.

Sous la direction d’Alexandre L’Heureux au poste de président et chef de la direction, la dernière année a été empreinte de cohérence, de stabilité et d’une force accrue. L’équipe de la haute direction est demeurée essentiellement la même, avec l’ajout de nominations clés découlant

principalement d’avancements professionnels à l’interne et de l’intégration de talents provenant d’acquisitions et du recrutement.

Planification stratégique

Dernière année de notre cycle de planification stratégique, 2021 a été marquée par de nombreux jalons. Nous nous étions fixé des objectifs ambitieux que nous avons finalement atteints, et ce, même si nous n’avions pas prévu en 2018, lors de l’élaboration du plan, qu’une pandémie viendrait compliquer les choses.

Les plans stratégiques nous tiennent à cœur, et le cycle 2022-2024 ne fait pas exception. Plusieurs intervenants de divers marchés et différentes zones géographiques ont participé au processus de planification. Conscient du temps et de l’énergie investis, j’aimerais remercier tous ceux et celles (employés, clients, investisseurs et partenaires) qui ont pris part à ce processus.

L’évolution réussie de WSP est le fruit de leurs efforts. C’est en mettant nos connaissances à profit que nous faisons une différence, et c’est en nous appuyant sur des bases solides que nous pouvons poursuivre notre croissance.

Notre approche Conçu pour l’avenir^{MC} nous permet de nous distinguer de la concurrence. Grâce à elle, nous examinons les tendances futures, prédisons leurs incidences sur notre travail et cherchons des solutions qui auront des impacts positifs sur les prochaines générations. Nous continuerons à investir dans nos connaissances tout en partageant notre savoir-faire professionnel et en le rendant disponible dans le monde entier.

Porté par l’excellence

Le titre de ce rapport annuel, Porté par l’excellence, est une description éloquente qui résume parfaitement ce qui nous caractérise. Plus que jamais, WSP est considérée comme une firme mondiale de premier plan en matière de services-conseils, et pour laquelle les employés sont fiers de travailler à l’élaboration de solutions durables.

Nous disposons de la plateforme appropriée pour poursuivre notre parcours jalonné de succès.

Je tiens à remercier nos employés, nos actionnaires, nos investisseurs et toutes nos parties prenantes de faire confiance à WSP.



CHRIS COLE
PRÉSIDENT DU CONSEIL

Message du président et chef de la direction

Je suis heureux de partager avec vous ce portrait de 2021. Durant l'année, nous avons poursuivi notre approche disciplinée en matière d'acquisitions, renforcé nos objectifs liés aux facteurs ESG et au développement durable, et intensifié notre soutien à nos clients et nos communautés.

L'année 2021 a également marqué la clôture de notre plan stratégique 2019-2021 intitulé « Élargir nos horizons ». Et malgré les événements mondiaux des dernières années, j'ai le plaisir d'annoncer que nous avons réussi à concrétiser cette idée de voir plus grand.

En 2019, nos activités se concentraient essentiellement dans deux principaux secteurs d'activités (Transport et infrastructure et Bâtiment) et sur nos services d'ingénierie et de conception. Grâce à une diversification judicieuse, à une croissance organique et à des acquisitions ciblées, nous avons réussi à établir une plateforme plus résiliente et à étendre notre champ d'action, nos services et notre expertise pour mieux servir nos clients.

Forte de six autres acquisitions en 2021, WSP a poursuivi l'expansion de sa pratique Sciences de la Terre et environnement, le chef de file dans le domaine. Aujourd'hui, notre entreprise est plus diversifiée que jamais grâce à un meilleur équilibre entre nos services d'ingénierie, de conception et de services-conseils stratégiques.



En 2021, nous avons par ailleurs continué à faire d'importants progrès quant à nos quatre piliers stratégiques (Clients, Employés et culture, Expertise et Excellence opérationnelle) et réaffirmé notre engagement à bâtir un futur durable.

“ En 2021, nous avons continué à faire d'importants progrès quant à nos quatre piliers stratégiques et réaffirmé notre engagement à bâtir un futur durable.

Aujourd'hui, nous adoptons une approche commune qui tient compte des futures générations, et nous nous efforçons de bien préparer nos clients et nos communautés pour l'avenir. Au vu des discussions mondiales sur les répercussions de la pandémie, on peut dire que notre philosophie unique a déjà fait ses preuves.

Renforcer notre leadership en matière de facteurs ESG

Le développement durable est au cœur de notre stratégie d'affaires. En avril 2021, nous nous sommes engagés à atteindre zéro émission nette dans notre chaîne de valeur d'ici 2040. Nous avons aussi fixé des objectifs de réduction des gaz à effet de serre fondés sur des données scientifiques, qui remplacent ceux de notre plan stratégique mondial 2019-2021 et respectent l'objectif le plus ambitieux de l'Accord de Paris. Pour nous, il était essentiel que l'engagement de WSP soit ambitieux, crédible et fondé sur des données scientifiques, et il devait aussi trouver écho auprès de nos clients, nos employés et nos parties prenantes.

Notre expertise nous offre la chance de contribuer de manière significative à la réduction des émissions de GES provenant de l'environnement bâti grâce à nos conceptions et nos services-conseils. Nous croyons qu'en intégrant notre approche Conçu pour l'avenir^{MC} à notre processus de livraison de projets, nous pourrions avoir une grande incidence sur l'atténuation des changements climatiques tout en aidant nos clients à faire la transition vers une économie à faible empreinte carbone.

Nous continuons de faire progresser notre programme ESG et sommes remplis de fierté lorsque nos efforts soutenus sont reconnus. En 2021, WSP a été nommée parmi les 50 meilleures entreprises citoyennes du Canada et, pour la troisième année consécutive, elle a été reconnue comme l'entreprise la plus engagée en matière de développement durable dans l'industrie de l'ingénierie par le World Finance Magazine. WSP s'est également qualifiée pour faire partie du Sustainability Yearbook 2022 de S&P et s'est démarquée par la réception de la distinction Industry Mover, le tout sur la base de son évaluation de 2021 en matière de développement durable.

“ Notre expertise nous offre la chance de contribuer de manière significative à la réduction des émissions de GES provenant de l'environnement bâti grâce à nos conceptions et nos services-conseils

Placer nos employés au cœur de nos préoccupations

Les environnements de travail et les attentes des employés en général ont grandement évolué depuis le début de la pandémie. Il est plus que jamais important de nous concentrer sur le recrutement et la rétention des meilleurs talents.

À la lumière des changements auxquels nos employés de partout dans le monde ont été confrontés, nous avons lancé en 2021 un sondage mondial sur leur engagement. Un taux de participation dépassant 80 % a été atteint pour ce dernier, ce qui est représentatif de notre culture prônant l'ouverture : nos employés ont droit à une grande autonomie, ils se sentent en sécurité et soutenus par leurs gestionnaires et leurs collègues, et s'estiment habilités à réaliser leur travail.

WSP place l'humain au centre de ses préoccupations. En investissant dans les réussites personnelles et professionnelles de nos employés, nous contribuons à l'avancement de nos propres objectifs opérationnels. En 2021, plus de 80 % des postes de direction ont été pourvus avec des candidats internes, que ce soit par avancement professionnel ou par l'intégration de talents provenant d'entreprises acquises, dépassant ainsi notre objectif de 75 %. Outre le développement et l'adoption d'une architecture commune des postes, nous avons mis en place un parcours type afin d'aider les employés qui recherchent des conseils en matière d'avancement professionnel et qui désirent découvrir comment évoluer au sein de WSP.

“ Nous stimulerons la transition énergétique et la mise en œuvre de mesures pour faire face aux changements climatiques en offrant des solutions résilientes et durables à nos clients.

Répondre aux besoins de nos clients

Nos clients sont le moteur de notre organisation. Le développement de relations solides et une interaction réelle avec ces derniers sont les deux clés de notre succès.

Plus que jamais en 2021, l'offre de conseils avisés, d'une expertise de pointe et de conceptions intelligentes a ouvert la voie à une expérience client de premier ordre. Nous avons réussi à développer nos comptes clés et à augmenter la satisfaction de nos clients en nous concentrant sur les plus importants. Nous avons également atteint un taux de recommandation net favorable ou excellent dans nos principales régions.

Pour nous, il ne fait aucun doute qu'une des meilleures façons de mesurer notre efficacité passe par les services et les conseils que nous offrons à nos clients pour les aider dans leur transition vers un monde à faible émission de carbone. Nous stimulerons la transition énergétique et la mise en œuvre de mesures pour faire face aux changements climatiques en offrant des solutions résilientes et durables à nos clients.

Croître grâce aux acquisitions

Nous avons réalisé six acquisitions en 2021, et avons entamé l'intégration transformatrice de Golder. Grâce à cette dernière, notre pratique environnementale a doublé de taille et compte plus de 14 000 experts dédiés à l'accélération de la transition écologique dans le monde entier. Nous remportons de plus en plus de projets, et ce, dans tous les pays et secteurs d'activités dans lesquels nous œuvrons. Mettant à profit nos pratiques exemplaires, nous sommes maintenant mieux outillés pour aider nos clients à relever leurs plus grands défis.

Les autres acquisitions réalisées en 2021 nous ont permis de renforcer notre position de leader sur le marché et d'accroître notre présence géographique aux États-Unis (tk1sc, EarthCon, Knight et Englekirk) et en Suisse (b+p baurealisation).

Conformément aux objectifs clés de notre plan stratégique mondial 2019-2021, nous avons ainsi accueilli 17 nouvelles entreprises dans la famille WSP durant cette période, tout en renforçant nos capacités existantes et en étendant géographiquement nos activités. Nous sommes plus que jamais aptes à fournir un large éventail de services à des clients partout dans le monde.

Atteindre nos objectifs financiers

Nous avons enregistré d'excellents résultats en 2021. La croissance organique de nos activités a atteint ou dépassé les perspectives de la direction pour l'année, et ce, dans tous les secteurs d'activités. Nous avons également réalisé les objectifs financiers établis dans notre plan stratégique mondial 2019-2021.

En effet, nos produits des activités ordinaires et nos produits des activités ordinaires nets* pour l'année ont atteint 10,3 milliards de dollars et 7,9 milliards de dollars, soit une hausse de 16,8 % et 14,7 % respectivement par rapport à 2020. Notre carnet de commandes* de 10,4 milliards de dollars représente 11,8 mois de revenus, soit une hausse de 23,8 % par rapport à l'année précédente. Dépassant nos attentes, nous avons aussi enregistré un BAIIA ajusté* de 1,32 milliard de dollars, soit une hausse de 25,5 % comparativement à 1,05 milliard de dollars en 2020. Notre marge du BAIIA ajusté* est passée de 15,4 % en 2020 à 16,8 % en 2021. Enfin, nos résultats avant charges de financement nettes et impôt ont connu une hausse de 57,7 %, pour atteindre un chiffre de 724,6 millions de dollars.

* Les mesures financières non conformes aux Normes internationales d'information financière (IFRS) et les autres mesures financières qui n'ont pas de signification normalisée prescrite en vertu des IFRS pourraient ne pas être comparables aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs. Consultez la partie 4 des perspectives financières qui se trouvent à la page M-8 du Rapport de gestion, ainsi que la section 22, « Glossaire des mesures sectorielles, des mesures financières non conformes aux IFRS et des autres mesures financières », à la page M-57 du rapport de gestion pour des références aux rapprochements quantitatifs des mesures financières non conformes aux IFRS avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables, ainsi qu'à des explications sur la composition et l'utilité des mesures financières non conformes aux IFRS et d'autres mesures financières. Le Rapport de gestion est également disponible sur SEDAR à www.sedar.com sous le profil de WSP.

	Objectifs 2019-2021	Résultats
Produits des activités ordinaires nets	8 à 9 G\$	✓
Croissance annuelle des produits des activités ordinaires nets (organique et acquisitions)	>10 %	✓
Marge du BAIIA ajusté	14,0 à 15,0 %	✓
Délai moyen de recouvrement (DMR)*	Moins de 80 jours	✓
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté*	1 à 2 fois	✓

Quant aux autres indicateurs, nous sommes heureux d'annoncer que nous avons maintenu un délai moyen de recouvrement des créances de 66 jours, soit bien en dessous de nos prévisions de 73 à 77 jours. Notre flux de trésorerie disponible* pour l'année a atteint 641,1 millions de dollars, ce qui représente 1,4 fois le résultat net attribuable aux actionnaires. Les entrées de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont chiffrées à 1,06 milliard de dollars pour l'exercice qui s'est terminé le 31 décembre 2021, contre 1,13 milliard de dollars en 2020.

Un nouveau cycle stratégique

En 2021, nous n'avons ménagé aucun effort pour préparer notre prochain cycle stratégique. Pour ce faire, nous avons suivi les tendances importantes du marché et discuté avec nos parties prenantes, que ce soit les employés, les dirigeants régionaux, les clients ou les investisseurs. La publication de notre plan d'action stratégique mondial 2022-2024, le 9 mars 2022, a d'ailleurs été rendue possible grâce à leur soutien et leurs commentaires.

Nous amorçons donc ce nouveau cycle stratégique animés d'un élan favorable. Forts de nos succès et d'une vision à long terme qui est claire, nous continuerons de nous appuyer sur nos bases solides. Notre vision à long terme

nous donne une destination ambitieuse qui mise sur les tendances transformatives du marché.

Dans ce contexte, je crois fermement que nous sommes en bonne position pour jouer un rôle important au sein des communautés locales et mondiales alors que notre climat, nos ressources et nos sociétés prennent un tournant collectif décisif.

Je vous invite à consulter notre plan d'action stratégique mondial 2022-2024 pour en savoir plus sur notre vision à long terme et sur le plan d'action triennal.

Je tiens à remercier nos clients, nos parties prenantes et le conseil d'administration de WSP pour leur confiance et leur soutien continu. À nos 55 300 employés, merci pour votre dévouement sans faille envers notre organisation et pour votre travail qui permet d'améliorer nos communautés. Je me réjouis de poursuivre cette aventure avec vous et de saisir les occasions qui nous attendent.



ALEXANDRE L'HEUREUX
PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

* Les mesures financières non conformes aux Normes internationales d'information financière (IFRS) et les autres mesures financières qui n'ont pas de signification normalisée prescrite en vertu des IFRS pourraient ne pas être comparables aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs. Consultez la partie 4 des perspectives financières qui se trouvent à la page M-8 du Rapport de gestion, ainsi que la section 22, « Glossaire des mesures sectorielles, des mesures financières non conformes aux IFRS et des autres mesures financières », à la page M-57 du rapport de gestion pour des références aux rapprochements quantitatifs des mesures financières non conformes aux IFRS avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables, ainsi qu'à des explications sur la composition et l'utilité des mesures financières non conformes aux IFRS et d'autres mesures financières. Le Rapport de gestion est également disponible sur SEDAR à www.sedar.com sous le profil de WSP.

Revue de l'année 2021

En 2021, nous avons conservé notre approche disciplinée en matière d'acquisitions, renforcé nos ambitions par rapport aux facteurs ESG et à la durabilité, et rehaussé notre soutien aux clients et aux communautés.

27 JANVIER |

Acquisition de tk1sc aux États-Unis

Cette transaction vient renforcer les activités de WSP dans l'ouest des États-Unis et dans des marchés complexes du secteur du bâtiment, comme les soins de santé, et en science et technologie.

25 MARS |

Attestation Compliance Leader

Verification de l'institut Ethisphere

WSP obtient cette reconnaissance convoitée de l'Institut Ethisphere pour 2021-2022, ce qui témoigne de notre engagement à mettre en place un programme d'éthique et de conformité de premier ordre.

8 AVRIL |

Clôture de l'acquisition de Golder

Avec l'intégration de Golder, WSP a augmenté ses effectifs d'environ 7 000 personnes et s'est idéalement positionnée comme un chef de file dans le secteur de l'environnement avec environ 14 000 professionnels qui se consacrent à accélérer la transition écologique dans le monde.

| 22 FÉVRIER

Acquisition de Earth Consulting Group

L'acquisition d'EarthCon aux États-Unis ajoute une expertise technique hautement spécialisée dans le domaine de l'assainissement aux services existants de WSP.

| 7 AVRIL

Nomination de Marie-Claude Dumas à titre de présidente et cheffe de la direction de WSP au Canada

Marie-Claude Dumas a fait ses preuves en tant que dirigeante dans le domaine du génie et de la construction à l'échelle mondiale, avec plus de 20 ans d'expérience en gestion multidisciplinaire et en consultation auprès de plusieurs multinationales.

| 15 AVRIL

Placement privé

WSP annonce avoir fixé le prix d'un placement d'un capital total de 500 millions de dollars de billets non garantis de premier rang à 2,408 %.

21 AVRIL |

Engagement à atteindre zéro émission nette

WSP annonce d'ambitieuses mesures en matière de changements climatiques en s'engageant à atteindre l'objectif « zéro émission nette » dans sa chaîne de valeur d'ici 2040, avec des objectifs de réduction des émissions de GES fondés sur la science

21 JUIN |

Acquisition de Knight Partners aux États-Unis

Cette transaction permet de renforcer notre offre en matière de Transport et infrastructure aux États-Unis grâce à la force de la marque Knight, notamment dans la région de Chicago. La transaction permet à l'équipe expérimentée de Knight, qui offre des services de gestion de programme/construction, de planification et de conception à toutes les étapes des projets pour tous les types de clients, d'unir ses forces à celles de WSP.

7 JUILLET |

Reconnaissance du magazine World Finance

WSP a été nommée l'entreprise la plus engagée en matière de développement durable dans le secteur du génie par le magazine World Finance, qui a reconnu nos engagements envers les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

5 OCTOBRE |

Nomination d'Eric Peissel au poste de directeur mondial, Transport et infrastructure

Après une longue et fructueuse carrière dans nos activités canadiennes, Eric devient responsable de la mise en œuvre de la stratégie mondiale de Transport et infrastructure.

| 21 AVRIL

Acquisition de b+p baurealisation en Suisse

L'acquisition de cette société basée à Zurich permet d'étendre l'offre de services de WSP dans les domaines du conseil stratégique, en plus d'accroître notre empreinte géographique en Suisse.

| 6 JUILLET

Nomination parmi les 50 meilleures entreprises citoyennes du Canada

WSP se classe 24^e sur 271 entreprises canadiennes, ce qui démontre notre engagement envers les questions ESG et notre contribution aux objectifs de développement durable des Nations Unies.

| 10 AOÛT

Classement ENR

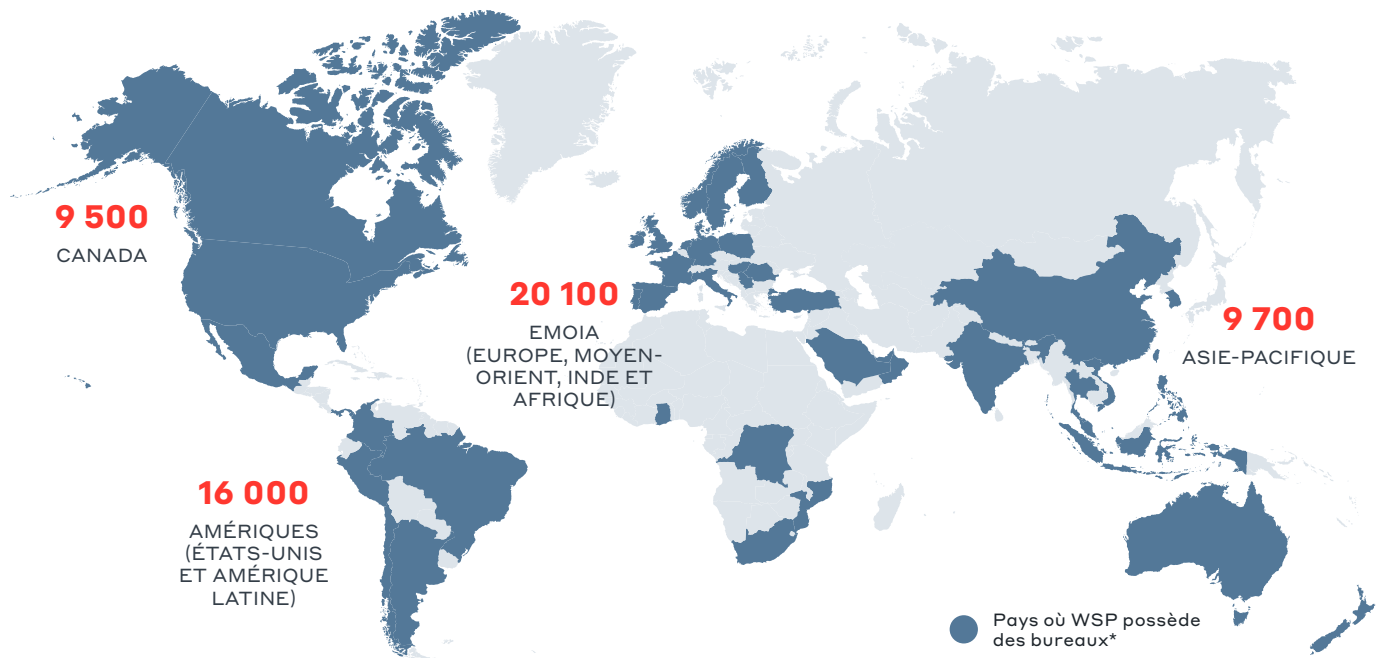
Pour la première fois depuis 2017, WSP termine au premier rang de la liste des 225 meilleures firmes de conception internationale de *Engineering News-Record Magazine*, et conserve la position #1 dans les classements des secteurs Bâtiment et Transport & Infrastructure.

| 7 OCTOBRE

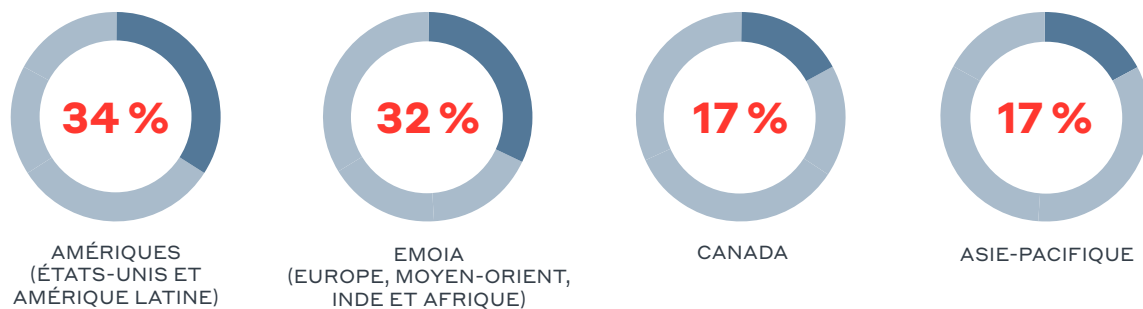
Acquisition de Englekirk aux États-Unis

Grâce à l'expertise d'Englekirk dans la conception de structures dans les zones à fort risque sismique, cette transaction renforce nos capacités en ingénierie structurale dans le secteur du bâtiment, tout en développant la pratique d'ingénierie structurale de WSP sur la côte ouest.

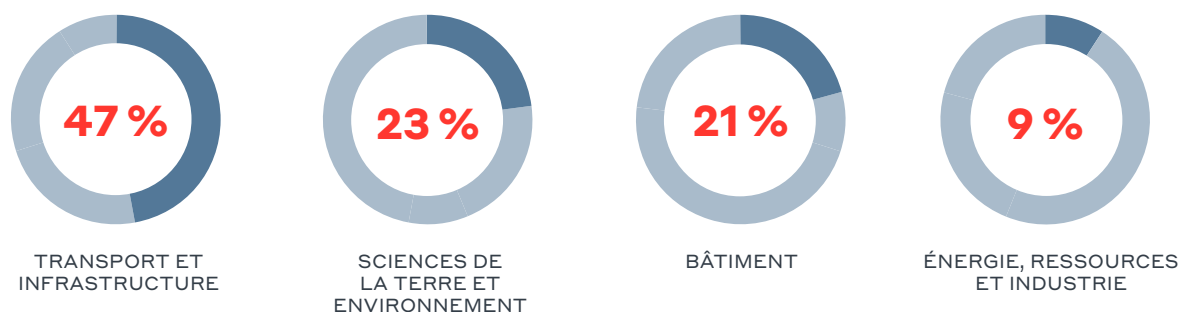
WSP aujourd'hui



Produits des activités ordinaires par région



Produits des activités ordinaires par secteur d'activité



* En date du 31 décembre 2021.

Faits saillants financiers



10,3 G\$

Produits des activités ordinaires (\$CA)

7,9 G\$

Produits des activités ordinaires nets (\$CA)

3,3 %

Croissance interne des produits des activités ordinaires nets

473,6 M\$

Résultat net attribuable aux actionnaires (\$CA)

4,07 \$

Résultat net de base par action attribuable aux actionnaires (\$CA)

1,32 G\$

BAIIA ajusté (\$CA)

724,6 M\$

Résultat avant charges de financement nettes et impôt

16,8 %

Marge du BAIIA ajusté

66 jours

Délai moyen de recouvrement (DMR)

10,4 G\$

Carnet de commandes (\$CA)

Nous avons des objectifs ambitieux, et grâce à l'ingéniosité de nos employés, nous sommes heureux d'annoncer d'excellents résultats financiers, conformes ou supérieurs aux prévisions de la direction pour l'année.

Plan d'action stratégique mondial 2022-2024

Le 9 mars 2022, WSP a dévoilé son plan d'action stratégique mondial 2022-2024 qui guide la prochaine phase de notre évolution, et permet de tracer la voie vers une vision à long terme ambitieuse.

Vision à long terme

Nous souhaitons être reconnus comme le chef de file incontesté de l'industrie. Au-delà de 2024, nous aspirons à doubler notre taille, à soutenir une croissance organique entre le milieu et l'extrémité supérieure de l'intervalle de croissance à un chiffre et à réaliser des marges du BAIIA ajusté supérieures à 20 %.

Agent de changement

Nous insufflons un changement positif et ambitieux dans nos communautés.

Partenaire de confiance

Nos professionnels, nos clients, nos fournisseurs et nos actionnaires veulent s'associer à nous.

Employeur de choix

Nous attirons les esprits les plus brillants afin de relever les défis les plus complexes de nos clients.

Ambassadeur de la diversité

Nous soutenons et reflétons la diversité de nos communautés.



Objectifs liés aux facteurs ESG et au développement durable pour 2024

Les engagements que nous avons pris en faveur des facteurs ESG sont fondamentaux et non négociables.

40 %

diminution en valeur absolue des émissions de GES de catégories 1 et 2 (opérations) basées sur le marché

5 %

augmentation annuelle de la représentation des femmes et des groupes sous-représentés

15 %

diminution en valeur absolue des émissions de catégorie 3 (chaîne de valeur)

100 %

intégration des critères ESG dans la rémunération des dirigeants mondiaux

>50 %

revenus propres, définis comme ayant un impact positif sur l'environnement et soutenant les objectifs de développement durable des Nations unies

10 %

diminution du taux total d'incidents enregistrés par année

Objectifs financiers pour 2024

Nous souhaitons augmenter nos produits des activités ordinaires nets, notre BAIIA ajusté et nos résultats nets ajustés par action.

>10 G\$

Produits des activités ordinaires nets (\$CA)

Entre 1x et 2x

Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

>5 %

Croissance annuelle interne des produits des activités ordinaires nets

>100 %

Flux de trésorerie disponible par rapport aux résultats nets

17,5-18,5 %

Marge du BAIIA ajusté

150-200 M\$

Investissements en outils et systèmes numériques (\$CA)

Notre plan d'action stratégique mondial 2022-2024 expose comment nous allons progresser vers notre vision à long terme en faisant évoluer nos piliers stratégiques.



Employés et culture

Encourager l'ingéniosité de nos employés

- ✓ Créer un environnement de travail inclusif propice à l'épanouissement
- ✓ Investir dans l'avancement et le développement professionnels
- ✓ Tirer parti de notre talent collectif



Expertise

Diriger grâce à l'excellence technique et l'innovation

- ✓ Faire progresser nos principaux secteurs et développer les secteurs de croissance
- ✓ Accélérer notre expertise et nos solutions numériques
- ✓ Poursuivre notre approche disciplinée en matière d'acquisitions



Clients

Rehausser la norme en matière d'expérience client

- ✓ Développer notre programme clients à l'échelle de l'entreprise
- ✓ Offrir un engagement et une expérience client de premier ordre
- ✓ Harmoniser notre plateforme et nos processus



Excellence opérationnelle

Générer un rendement et une efficacité de premier plan

- ✓ Simplifier notre manière de travailler
- ✓ Transformer la prestation de projets
- ✓ Renforcer notre plateforme numérique et faire évoluer nos lieux de travail

Pour obtenir plus d'information sur notre plan d'action stratégique mondial 2022-2024, consulter le site de [wsp.com](https://www.wsp.com)

Nos Projets



Notre expertise est portée par une passion à résoudre les défis de nos clients grâce à nos solutions d'ingénierie novatrices et à nos services-conseils de premier plan. Voici notre sélection de grands projets réalisés dans le monde entier.



Image: Water Supplies Department, HKSAR Government

Fournir de l'eau potable

USINE DE DESSALEMENT DE TSEUNG KWAN O, HONG KONG

Les ingénieurs de WSP travaillent actuellement à la réalisation d'une usine de dessalement conçue pour fournir 135 000 m³ d'eau douce par jour à la ville de Hong Kong, améliorant ainsi sa résilience aux changements climatiques. En collaboration avec la coentreprise AJC et le service d'approvisionnement en eau de Hong Kong (Water Supplies Department), WSP fournit un vaste éventail de services conçus pour l'avenir. L'innovation est notre mot d'ordre, comme en font foi les mesures prises pour réduire les effets sur le mur de protection et limiter les risques d'inondation. Les caractéristiques écologiques de l'usine, comme l'utilisation d'énergie renouvelable, la collecte des eaux de pluie, les panneaux solaires, l'éclairage public intelligent et les jardins de toit, contribuent à la création d'un environnement bâti durable. +

Rendre les voyages plus sûrs

RÉFECTION DU PACIFIC HIGHWAY ENTRE WOOLGOOLGA ET BALLINA, AUSTRALIE

En coentreprise avec Laing O'Rourke, sous le nom de Pacific Complete, WSP était un partenaire de réalisation pour la réfection du tronçon entre Woolgoolga et Ballina, dernière étape de la transformation du Pacific Highway en autoroute à quatre voies. Effectué sous la supervision de Transport for NSW, le tronçon de 155 km de long comprend neuf échangeurs, 170 ponts et 350 passages fauniques. En plus d'améliorer grandement la sécurité routière, cette réfection réduit les temps de déplacement et améliore les installations à la disposition des communautés voisines. Nous avons contribué à obtenir une grande participation des communautés autochtones; 300 membres de ces communautés ont travaillé l'équivalent d'un million d'heures au projet. Le projet a en outre remporté un prix de l'International Road Federation en géotechnique. +



Image: Transport for NSW



Créer une nouvelle merveille

ADDRESS RESIDENCES JUMEIRAH RESORT
DUBAI , ÉMIRATS ARABES UNIS

WSP a été retenu par Mirage Leisure & Development à titre de consultant principal, d'architecte délégué, d'ingénieur en structures, de consultant en sécurité ainsi qu'en sécurité incendie et sécurité des personnes pour le projet Address Residences Jumeirah Resort. WSP a également aidé à résoudre les défis d'ingénierie du projet, conçu par Killa Architectural Design, notamment le hissage d'une passerelle de 650 tonnes au-dessus de la structure du bâtiment de 77 étages. Inauguré en 2021, l'Address Residences Jumeirah Resort possède la plus haute piscine à débordement du monde. L'immeuble offre une vue à couper le souffle sur les points d'intérêts emblématiques de Dubaï, comme la Jumeirah Beach Residence et les îles Palm Jumeirah et Bluewaters. +



Concevoir la santé

HÔPITAL NEW DUNEDIN, NOUVELLE-ZÉLANDE

En offrant les services de génie civil, de conception des dispositifs de retenue parasismiques et de surveillance de construction pour le plus grand projet d'hôpital de Nouvelle-Zélande, WSP démontre son savoir-faire en ingénierie de projets hautement complexes du domaine de la santé. L'équipe doit entre autres s'assurer que les réseaux d'égout sanitaire et pluvial en place puissent répondre à une hausse de la demande, et pour y arriver, elle a intelligemment intégré un aménagement paysager vert. De plus, puisque le nouvel établissement doit posséder une autonomie de 72 heures en cas de séisme, il faut aussi prévoir des réservoirs pour le stockage d'eau. Ce projet est à l'étape de la conception. +

Travailler pour la sécurité

INSTALLATION DE GESTION DES RÉSIDUS MINIERES POUR LE PROJET QB2, CHILI

WSP Golder a conçu l'installation de gestion des résidus de la phase 2 du projet Quebrada Blanca (QB2) de Teck Resources, au Chili, et fournit les services d'assurance de la qualité de la construction. QB2 est l'une des plus grandes réserves de cuivre non exploitées au monde. L'installation 140 000 tpj comprend un barrage initial de 120 mètres de hauteur, qui atteindra 310 mètres à la fin des 25 ans d'exploitation. La conception robuste de l'installation est conforme aux normes de l'industrie mondiale en matière de sécurité. +



Image: Teck



Soutenir l'avenir

APPUI STRATÉGIQUE – PARC ÉOLIEN DU SUD DU KATTEGAT, SUÈDE

En tant qu'expert-conseil en environnement, WSP a fourni un appui stratégique à Vattenfall au cours du processus de consultation et d'obtention de permis pour le projet de parc éolien maritime, situé dans le sud du Kattegat (sud-ouest de la Suède). Ce projet est appelé à devenir le plus important parc éolien d'Europe du Nord avec une capacité qui équivaut actuellement à 2,3 % de la production énergétique totale de la Suède. WSP a préparé les documents nécessaires au processus de consultation et d'obtention de permis, notamment les évaluations environnementales pour le projet de parc éolien et pour Natura 2000, un regroupement de sites désignés de préservation de la nature, soutenu par l'Union européenne et voué à la protection des espèces rares ou en voie de disparition. Des études sur l'écologie du poisson et sur la pêche commerciale ont également été menées. +



Image: HS2

Trouver le bon chemin

CONCEPTION DE LA GARE OLD OAK COMMON POUR LE COMPTE DE HS2, ROYAUME-UNI

Conçue par WSP et la firme d'architecte WilkinsonEyre, la gare Old Oak Common du nord-ouest de Londres deviendra un carrefour de transport multimodal, assurant la correspondance avec le centre-ville de Londres, l'aéroport de Heathrow, la ligne de train haute vitesse HS2 et les principales lignes ferroviaires allant jusqu'en Écosse. L'utilisation novatrice de la réalité virtuelle pour ce projet marque un tournant dans le domaine. En effet, des dessins réalisés en CAO ont servi à créer un environnement immersif reproduisant l'aménagement de la gare. On a ensuite invité des membres du public à se promener dans ce « jumeau numérique » de la gare, où ils se voyaient entourés de 5 000 personnes virtuelles. Ce projet a fait la démonstration du pouvoir transformateur de la réalité virtuelle. +



Décarboner les bâtiments

MODERNISATION DU SYSTÈME ÉNERGÉTIQUE COLLECTIF DE LA RÉGION DE LA CAPITALE NATIONALE, CANADA

Dans le cadre du consortium de partenaires privés Innovate Energy, WSP effectue la conversion du système de chauffage à la vapeur de 80 bâtiments gouvernementaux de la région de la capitale nationale en un système de distribution d'eau chaude à basse température, plus écoénergétique. Le projet a pour objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans la région d'Ottawa-Gatineau. Construit il y a 50 à 100 ans, le système original utilisait des technologies désuètes. Innovate Energy est responsable de la conception et de la construction du nouveau système, en plus d'assurer le fonctionnement des installations existantes durant toute la période de construction (qui s'étendra jusqu'en 2025). Une fois le projet achevé, les émissions de gaz à effet de serre seront réduites de 63 %. +

Restaurer la qualité de l'eau

GESTION DES EAUX PLUVIALES
DANS LES EVERGLADES, EN FLORIDE,
ÉTATS-UNIS

En novembre 2021, le South Florida Water Management District (SFWMD) déclarait l'achèvement du projet du réservoir C-44 et de la zone de traitement des eaux pluviales, conçu afin de restaurer et de préserver la qualité de l'eau des Everglades et ses environs. WSP était responsable de la gestion de construction et de la gestion de programme de ce projet majeur, la plus grande initiative de restauration environnementale de toute l'histoire des États-Unis. La solution mise de l'avant combine des structures techniques et des solutions naturelles à grande échelle. Le système, qui comprend des terres humides, 51 km de digues, 48 km de canaux et 63 structures de contrôle des eaux, permet d'éliminer les polluants, d'améliorer la qualité de l'eau, d'améliorer l'écologie du secteur, et de soutenir la santé et la vitalité économique des communautés de la région. +



Groupe WSP Global Inc.

Rapport de gestion

Quatrième trimestre et exercice
clos le 31 décembre 2021



À PROPOS

L'une des plus grandes firmes de services professionnels au monde, WSP fournit des services de consultation stratégique, d'ingénierie et de conception à des clients de différents secteurs : transport et infrastructures, sciences de la terre et de l'environnement, bâtiment, énergie, ressources et industries. L'équipe mondiale d'experts de WSP regroupe des conseillers, ingénieurs, spécialistes de l'environnement, scientifiques, techniciens, architectes et urbanistes, ainsi que des professionnels en conception et en gestion de programme. Nos employés de talent sont bien positionnés pour réaliser des projets durables et de grande qualité, partout où nos clients ont besoin de nous.

SIÈGE SOCIAL
GROUPE WSP GLOBAL INC.
1600, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST, 11E ÉTAGE
MONTRÉAL (QUÉBEC) H3H 1P9
CANADA

wsp.com

TABLE DES MATIÈRES

1	RAPPORT DE GESTION	M-4
2	MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES	M-4
3	SURVOL DE LA SOCIÉTÉ	M-5
4	PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES	M-8
5	SOMMAIRE	M-9
6	PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS	M-10
7	REVUE DES ACTIVITÉS DES SECTEURS D'EXPLOITATION	M-13
8	REVUE FINANCIÈRE	M-18
9	SITUATION DE TRÉSORERIE	M-26
10	SOMMAIRE DES HUIT DERNIERS TRIMESTRES	M-30
11	PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES ANNUELLES	M-31
12	GOVERNANCE	M-32
13	ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES	M-33
14	PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES	M-33
15	INSTRUMENTS FINANCIERS	M-34
16	TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES	M-34
17	ARRANGEMENTS HORS BILAN	M-34
18	ENGAGEMENTS CONTRACTUELS	M-35
19	ÉNONCÉS PROSPECTIFS	M-35
20	FACTEURS DE RISQUE	M-36
21	INFORMATION ADDITIONNELLE	M-56
22	GLOSSAIRE DES MESURES SECTORIELLES, DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS ET DES AUTRES MESURES FINANCIÈRES	M-57

1 RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion qui suit se veut une analyse de la situation financière consolidée et des résultats d'exploitation consolidés de Groupe WSP Global Inc. (la « Société » ou « WSP »), est daté du 9 mars 2022 et a été préparé en vue d'aider les lecteurs à comprendre le contexte d'affaires, les stratégies et le rendement de la Société, ainsi que les facteurs de risque auxquels celle-ci est exposée. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société et les notes annexes pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Tous les montants présentés dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Toute l'information trimestrielle présentée dans le présent rapport de gestion est non auditée.

Le présent rapport de gestion porte sur les résultats annuels et trimestriels de la Société pour l'exercice et le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2021. Les deuxième et troisième trimestres de la Société comptent toujours 13 semaines. Toutefois, le nombre de semaines des premier et quatrième trimestres varie d'un exercice à l'autre, puisque l'exercice de la Société se termine obligatoirement le 31 décembre chaque année. Les résultats du quatrième trimestre couvrent la période du 26 septembre 2021 au 31 décembre 2021 et les résultats comparatifs du quatrième trimestre rendent compte de la période du 27 septembre 2020 au 31 décembre 2020.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « Société », « nous », « notre », « nos », « WSP » ou « WSP Global » font référence à Groupe WSP Global Inc. Selon le contexte, ce terme peut également inclure les filiales et les entreprises associées.

2 MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

La Société présente ses résultats financiers conformément aux IFRS. WSP utilise un certain nombre de mesures financières pour évaluer ses résultats et mesurer sa performance globale. Certaines de ces mesures financières ne sont pas calculées conformément aux IFRS. Le *Règlement 52-112 sur l'information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières* (le « Règlement 52-112 ») prescrit les obligations d'information qui s'appliquent aux types de mesures suivantes utilisées par la Société :

- i. les mesures financières non conformes aux IFRS;
- ii. les ratios non conformes aux IFRS;
- iii. le total des mesures sectorielles;
- iv. les mesures de gestion du capital;
- v. les mesures financières supplémentaires.

Dans le présent rapport de gestion, les mesures financières non conformes aux IFRS et autres mesures financières suivantes sont utilisées par la Société : les produits des activités ordinaires nets, le total du BAIIA ajusté par secteur; le total de la marge du BAIIA ajusté par secteur; le BAIIA ajusté; la marge du BAIIA ajusté; le résultat net ajusté; le résultat net par action ajusté; le carnet de commandes; les flux de trésorerie disponibles; le délai moyen de recouvrement des créances clients (le « délai de recouvrement »); et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté. Ces mesures sont définies dans la rubrique 22, « Glossaire des mesures sectorielles, des mesures financières non conformes aux IFRS et des autres mesures financières », et un rapprochement avec des mesures conformes aux IFRS est présenté à la rubrique 8, « Revue financière » et à la rubrique 9, « Situation de trésorerie ».

La direction de la Société (la « direction ») estime que ces mesures financières non conformes aux IFRS et autres mesures financières fournissent des renseignements utiles aux investisseurs au sujet de la situation financière et des résultats d'exploitation de la Société, puisqu'elles constituent des indicateurs clés supplémentaires de sa performance. Ces mesures financières non conformes aux IFRS et autres mesures financières ne sont pas comptabilisées en vertu des IFRS, n'ont aucune signification normalisée prescrite par les IFRS, peuvent différer des mesures portant des noms similaires présentées par d'autres émetteurs et pourraient donc ne pas être comparables à celles-ci. Ces mesures ne doivent pas être considérées comme un substitut aux informations financières correspondantes établies conformément aux IFRS.

3 SURVOL DE LA SOCIÉTÉ

L'une des plus grandes firmes de services professionnels au monde, WSP offre des services-conseils stratégiques, des services en génie et en conception à des clients dans de nombreux secteurs : transport et infrastructures, sciences de la terre et environnement, bâtiments, énergie, ressources et industrie. Son équipe d'experts regroupe des conseillers, des ingénieurs, des spécialistes de l'environnement, des scientifiques, des techniciens, des architectes et des planificateurs, ainsi que des spécialistes de la conception et de la gestion de programmes. Forte d'environ 55 300 employés de talent à l'échelle mondiale, WSP occupe une position favorable pour réaliser des projets durables partout où des clients ont besoin d'elle.

Le modèle d'affaires de la Société est centré sur le maintien d'une position de chef de file dans chaque région et chaque marché où elle évolue, grâce à un engagement solide envers les collectivités et les clients locaux et nationaux, et à la prise en compte de leurs besoins. WSP offre une variété de services tout au long de l'exécution du projet, soit de la phase des études initiales de planification et de développement jusqu'aux phases de gestion, de conception, de gestion de la construction, de mise en service et d'entretien du projet ou du programme.

Un tel modèle d'affaires se traduit par l'implantation de bureaux régionaux offrant une gamme complète de services à toutes les étapes de l'exécution d'un projet. Sur le plan fonctionnel, les leaders des divers segments de marché travaillent en collaboration avec les leaders régionaux au développement et à la coordination des marchés desservis, jumelant les connaissances et les relations locales à une expertise reconnue à l'échelle nationale. La Société a développé une approche d'équipe multidisciplinaire dans le cadre de laquelle les employés travaillent en étroite collaboration avec les clients à l'élaboration de solutions.

La Société croit avoir des capacités et des compétences assez vastes pour transformer la vision de ses clients en réalité durable, tant d'un point de vue commercial, technique et social qu'environnemental.

Les secteurs de marché dans lesquels la Société exerce ses activités sont décrits ci-dessous.

- Transport et infrastructures :** Les experts de la Société conseillent, planifient, conçoivent et gèrent des projets d'infrastructures ferroviaires, maritimes et urbaines ainsi que des projets d'infrastructures d'aviation, d'autoroutes, de ponts, de tunnels et d'eau. Des clients des secteurs publics et privés ainsi que des entrepreneurs en construction et d'autres partenaires de tous les coins du globe font appel à l'expertise de WSP pour élaborer des stratégies de transport et d'infrastructures à moyen et à long terme, ainsi que pour les guider et les appuyer pendant tout le cycle de vie d'une vaste gamme de projets et d'actifs. La Société tire une grande fierté de sa capacité à résoudre les problèmes les plus complexes de ses clients, à qui elle propose des solutions complètes, innovatrices et à valeur ajoutée afin de leur permettre d'atteindre les résultats souhaités. WSP offre une gamme complète de services locaux tout en possédant une longue feuille de route jalonnée de projets couronnés de succès à l'échelle internationale. De plus, la Société aide ses clients à relever les défis et à faire face aux nouveaux enjeux de mobilité, d'adaptation, de décarbonisation, d'équité sociale ainsi que de projets et de conception numériques.
- Sciences de la terre et environnement :** La Société compte des spécialistes qui travaillent avec des entreprises et des gouvernements et les conseillent sur tous les principaux aspects du volet sciences de la terre et environnement, y compris les questions environnementales, sociales et de gouvernance (« ESG »). Ces experts fournissent une vaste gamme de services environnementaux ayant trait notamment à l'air, au sol, à l'eau, à la

santé et aux changements climatiques. Ils travaillent avec les clients et les conseillent sur des questions environnementales allant de la diligence raisonnable, des approbations de permis et de la conformité réglementaire, à la consultation sur la gestion des déchets et des matières dangereuses, l'assainissement des terres, la géotechnique, les évaluations d'impact environnemental et social et la santé et la sécurité des employés. La réputation de WSP repose sur le fait qu'elle aide ses clients du monde entier à atténuer les risques, à gérer et à réduire les impacts et à maximiser les opportunités liées à la durabilité, aux changements climatiques, à la consommation d'énergie et à l'environnement. Les services sont offerts à chacune des étapes d'un projet ou du cycle de vie d'un actif - de la planification à la mise hors service - et couvrent divers types de services, notamment la collecte de données sur le terrain et les services sur le site, ainsi que des services-conseils pour aider nos clients à prendre les meilleures décisions relativement aux mesures ESG.

- **Bâtiment** : WSP est l'un des principaux fournisseurs mondiaux de services-conseils et de services techniques, avec une expérience reconnue lorsqu'il s'agit de réaliser des bâtiments de la plus grande qualité qui soit. Il arrive que WSP participe à chacune des phases du cycle de vie d'un projet, depuis l'étude de cas jusqu'à la conception et la construction, en passant par la gestion de l'actif et la remise en état. La Société dispose d'équipes d'experts techniques dans le monde entier qui fournissent des services d'ingénierie et de conseil allant des stratégies de décarbonisation et de la conception numérique de bâtiments à la conception structurelle et l'ingénierie de la mécanique, de l'électricité et de la plomberie. La Société possède l'expertise nécessaire pour permettre à ses clients de maximiser le résultat de leurs projets dans des secteurs allant des tours d'habitation aux soins de santé, des stades aux gares et du commercial à la culture.
- **Ressources** : La Société a l'envergure et l'expertise nécessaires pour soutenir ses clients mondiaux du secteur des ressources. Dans le secteur minier, les experts de WSP épaulent les clients tout au long du cycle de vie de la mine - de la prospection à la mise en valeur, jusqu'à l'exploitation et à la fermeture. L'expertise minière de WSP couvre les principaux domaines à savoir la géologie des ressources, l'ingénierie minière, les résidus miniers, la stabilité, l'eau d'exhaure, l'environnement minier, le traitement des minerais, l'infrastructure minière et la fermeture de la mine. Dans le secteur pétrogazier, WSP fournit des services d'ingénierie et d'expertise en environnement à des sociétés exerçant des activités de prospection et de production en amont, de transport et de stockage intermédiaires ou de raffinage et de distribution en aval. La Société accompagne ses clients tout au long du cycle de vie des projets, depuis l'obtention des permis à l'assainissement et à la mise hors service des actifs, en passant par la planification et la conception.
- **Énergie** : La Société offre à ses clients du secteur de l'énergie des solutions complètes pour tous les aspects de leurs projets, qu'il s'agisse de centrales énergétiques de grande envergure, d'installations plus petites sur le site même ou de programmes de mise aux normes et d'efficacité. Elle les aide ainsi à réduire leur consommation d'énergie tout en leur proposant des solutions pour bâtir un avenir durable. Les experts de WSP peuvent fournir des conseils et collaborer à tous les stades d'un projet, depuis les études de pré-faisabilité jusqu'à la conception, en passant par l'exploitation, l'entretien et le déclassement. Ils offrent des services de soutien de gestion opérationnelle à long terme dès les premières études de faisabilité, donnent des conseils sur divers aspects de nature technique, financière et environnementale d'un projet, jusqu'à la conception technique et les simulations énergétiques pendant la phase de construction.
- **Industrie** : La Société travaille dans presque tous les secteurs d'activité, notamment ceux des aliments et des boissons, de la pharmaceutique et de la biotechnologie, de l'automobile et des produits chimiques. Les experts de WSP offrent une combinaison hors pair de compétences grâce à leur connaissance approfondie des processus industriels et de production d'énergie, ainsi que l'expertise en ingénierie requise pour assurer la planification, la conception, la construction et l'exploitation d'une nouvelle usine, ou pour automatiser l'équipement d'installations industrielles existantes. Ils offrent une vaste gamme de services de consultation et d'ingénierie dans de nombreux champs d'activité, couvrant toutes les étapes d'un projet, soit les études stratégiques, la conception et l'analyse de la productivité, jusqu'à jouer le rôle d'ingénieur auprès d'un propriétaire pour chacune des étapes d'un contrat de services d'ingénierie, d'approvisionnement, de construction et de gestion de projets.

En plus de ces secteurs, la Société offre les services-conseils stratégiques hautement spécialisés énumérés ci-dessous :

- **Services de planification et services-conseils** : La Société aide ses clients à prendre des décisions éclairées à toutes les étapes du cycle de vie d'un projet, en prenant en considération les changements économiques et environnementaux, les facteurs sociaux, les priorités des gouvernements ainsi que des technologies émergentes. Afin de demeurer concurrentielles et de gérer et d'aménager efficacement leurs infrastructures et leurs biens immobiliers, les organisations du secteur public et du secteur privé cherchent à avoir accès à des données plus précises et aux « leçons apprises » d'experts qui contribuent à mener les clients au succès partout dans le monde. En plus de son expertise à l'échelle locale, la Société offre des modèles de référence internationaux ainsi que des solutions fondées sur les pratiques exemplaires en tirant parti de sa vaste expérience. L'équipe de WSP marie les compétences techniques de son réseau mondial et un sens aigu des affaires axé sur les résultats pour fournir des stratégies durables et efficaces qui contribuent également à l'avancement des collectivités où elle est présente.
- **Services de gestion** : Les professionnels de la Société évaluent et comprennent les objectifs des clients ainsi que les réalités techniques, environnementales et commerciales auxquelles ils sont confrontés. Associée à l'offre de services entièrement intégrés de la Société, cette approche holistique permet à WSP d'établir des relations stratégiques avec ses clients. Elle soutient ainsi leurs intérêts tout au long des étapes de la planification, de la mise en œuvre et de la mise en service de leurs projets, y compris en cas d'urgence. En mettant l'accent sur les coûts, le calendrier, la qualité et la sécurité, et en utilisant les meilleurs processus et techniques de gestion qui soient, WSP est en mesure de mobiliser la bonne équipe à l'échelle de l'organisation, partout dans le monde, pour exécuter des projets de différentes tailles et de complexité variée.
- **Services technologiques et durables** : Les professionnels de la Société travaillent tout au long du cycle de vie d'un projet à offrir des solutions novatrices fortement axées sur la gestion du changement et l'engagement des cadres. Tandis que d'importants progrès technologiques sont à même d'améliorer notre façon de vivre, de nous rendre au travail et de nous déplacer, il apparaît que les propriétaires d'immeubles et d'infrastructures doivent non seulement se faire aux changements, mais les adopter de plain-pied. Dans cette optique, les experts en services technologiques de WSP intègrent l'utilisation de solutions logicielles et numériques pour optimiser les projets touchant le génie, l'infrastructure, les bâtiments et l'environnement. De plus, dans un contexte où le monde entier fait face à d'importants défis liés à la croissance démographique, à la demande et aux contraintes en termes de ressources et aux phénomènes météorologiques extrêmes – qui ont tous une incidence sur la résilience et la durabilité de nos collectivités, la Société demeure déterminée à intégrer les principes de la durabilité dans son travail de planification, de conception et de gestion, tant pour les biens immobiliers que pour les infrastructures.

4 PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

(en millions de dollars, sauf les pourcentages, les données par action, le délai de recouvrement et les ratios)	Quatrièmes trimestres clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Produits des activités ordinaires	2 891,0 \$	2 248,3 \$	10 279,1 \$	8 803,9 \$
Produits des activités ordinaires nets ¹⁾	2 147,4 \$	1 688,3 \$	7 869,6 \$	6 859,1 \$
Résultat avant charges de financement nettes et impôt	185,2 \$	105,3 \$	724,6 \$	459,4 \$
BAIIA ajusté ²⁾	361,2 \$	262,1 \$	1 322,5 \$	1 053,7 \$
Marge du BAIIA ajusté ³⁾	16,8 %	15,5 %	16,8 %	15,4 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de Groupe WSP Global Inc.	126,7 \$	68,9 \$	473,6 \$	276,0 \$
Résultat net de base par action attribuable aux actionnaires	1,08 \$	0,61 \$	4,07 \$	2,51 \$
Résultat net ajusté ^{2), 4)}	171,7 \$	93,0 \$	592,9 \$	394,6 \$
Résultat net ajusté par action ^{3), 4)}	1,46 \$	0,82 \$	5,09 \$	3,59 \$
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	513,2 \$	381,8 \$	1 060,1 \$	1 125,1 \$
Flux de trésorerie disponibles ²⁾	369,9 \$	264,5 \$	646,1 \$	735,3 \$
Aux			31 décembre 2021	31 décembre 2020
Carnet de commandes ⁵⁾			10 425,6 \$	8 421,3 \$
Délai de recouvrement ⁵⁾			66 jours	63 jours
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté ⁶⁾			0,6	0,1

- ¹⁾ Total des mesures sectorielles. Se reporter à la rubrique 8.1, « Produits des activités ordinaires nets » pour obtenir des rapprochements des produits des activités ordinaires.
- ²⁾ Les mesures financières non conformes aux IFRS, qui n'ont aucune signification normalisée selon les IFRS, pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Se reporter aux rubriques 8.3, « BAIIA ajusté », 8.8, « Résultat net ajusté », 9.1, « Activités d'exploitation et flux de trésorerie disponibles », et 22, « Glossaire des mesures sectorielles, des mesures financières non conformes aux IFRS et des autres mesures financières », pour un rapprochement quantitatif avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables, ainsi que des explications sur la composition et l'utilité de ces mesures financières non conformes aux IFRS.
- ³⁾ Ratio non conforme aux IFRS qui n'a aucune signification normalisée selon les IFRS et pourrait ne pas être comparable à des ratios similaires présentés par d'autres émetteurs. La marge du BAIIA ajusté est définie comme le BAIIA ajusté exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires nets. Le résultat net ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation pour la période. Se reporter à la rubrique 22, « Glossaire des mesures sectorielles, des mesures financières non conformes aux IFRS et des autres mesures financières », pour connaître les mesures financières non conformes aux IFRS qui composent ces ratios non conformes aux IFRS et l'utilité de ces ratios non conformes aux IFRS.
- ⁴⁾ La direction a modifié sa définition du résultat net ajusté, en date du 1^{er} janvier 2021, afin d'exclure la dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Les chiffres des périodes comparatives ont été retraités. Se reporter à la rubrique, 8.8, « Résultat net ajusté » pour des explications détaillées.
- ⁵⁾ Mesure financière complémentaire. Le carnet de commandes représente les produits futurs découlant de contrats signés à exécuter. Le délai de recouvrement représente le nombre moyen de jours nécessaires pour convertir en trésorerie les créances clients de la Société (déduction faite des taxes de vente) et l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation, déduction faite de l'excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus.
- ⁶⁾ Cette mesure de gestion du capital correspond au ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté sur 12 mois continus. La dette nette est définie comme étant la dette à long terme, y compris les parties courantes, excluant l'obligation locative, et déduction faite de la trésorerie.

5 SOMMAIRE

WSP a enregistré d'excellents résultats pour 2021, avec une croissance interne des produits des activités ordinaires nets dans l'ensemble des secteurs et une importante croissance du carnet de commandes (croissance interne de 10,1 %), du BAIIA ajusté (en hausse de 25,5 %, ou 140 points de base) ainsi que du résultat net par action ajusté (en hausse de 41,8 %).

Faits saillants financiers du quatrième trimestre de 2021

- Produits des activités ordinaires de 2,9 G\$ et produits des activités ordinaires nets de 2,1 G\$ pour le trimestre, en hausse respectivement de 28,6 % et de 27,2 % par rapport au quatrième trimestre de 2020. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets s'est accrue de 9,7 % au cours du trimestre.
- Carnet de commandes de 10,4 G\$ au 31 décembre 2021, et des commandes importantes de 3,3 G\$ pour le trimestre.
- BAIIA ajusté de 361,2 M\$ pour le trimestre, en hausse de 37,8 %, par rapport à 262,1 M\$ au quatrième trimestre de 2020.
- Marge du BAIIA ajusté de 16,8 % pour le trimestre, contre 15,5 % au quatrième trimestre de 2020, en hausse de 130 points de base, attribuable au solide rendement de la plateforme et à l'excellent apport des acquisitions récentes.
- Résultat avant charges de financement nettes et impôt de 185,2 M\$ pour le trimestre, en hausse de 79,9 M\$, ou 75,9 %, par rapport au quatrième trimestre de 2020, attribuable surtout à l'augmentation du BAIIA ajusté.
- Résultat net ajusté de 171,7 M\$ pour le trimestre, ou 1,46 \$ par action, en hausse respectivement de 78,7 M\$ et de 0,64 \$ par rapport au quatrième trimestre de 2020. Les hausses respectives de 84,6 % et de 78,0 % de ces valeurs sont principalement attribuables à l'augmentation du BAIIA ajusté.
- Résultat net attribuable aux actionnaires se chiffrait à 126,7 M\$ pour le trimestre, ou 1,08 \$ par action, en hausse respectivement de 83,9 % et de 77,0 % par rapport au quatrième trimestre de 2020. La hausse est attribuable principalement à l'augmentation du BAIIA ajusté, qui a été contrebalancée en partie par l'augmentation de la dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et des charges de financement nettes.
- Dividendes déclarés pour le trimestre de 0,375 \$ par action, ou 44,2 M\$, et taux de participation au régime de réinvestissement des dividendes de 51,5 %.

Faits saillants financiers de l'exercice 2021

- Produits des activités ordinaires de 10,3 G\$ et produits des activités ordinaires nets de 7,9 G\$ pour l'exercice, en hausse respectivement de 16,8 % et de 14,7 % par rapport à 2020. L'acquisition de Golder a été le principal vecteur de la croissance des produits des activités ordinaires nets de 15,3 %, tandis que la croissance interne de 3,3 % des produits des activités ordinaires nets était conforme aux attentes de la direction précédemment communiquées.
- Au 31 décembre 2021, le carnet de commandes s'établissait à 10,4 G\$, et correspondait à 11,8 mois de produits des activités ordinaires, ce qui représente une hausse de 23,8 % au cours de l'exercice. En devises constantes, le carnet de commandes a affiché une croissance interne de 10,1 % par rapport au 31 décembre 2020.
- BAIIA ajusté de 1,32 G\$ pour l'exercice, en hausse de 25,5 % par rapport à 1,05 G\$ en 2020. Le BAIIA ajusté a dépassé la limite supérieure de la fourchette de perspectives la plus récente de la direction.
- Marge du BAIIA ajusté en hausse à 16,8 % en 2021, comparativement à 15,4 % en 2020, une augmentation de 140 points de base. L'amélioration de la marge du BAIIA ajusté est attribuable au solide rendement de la plateforme et à l'excellent apport des acquisitions récentes.

- Résultat avant charges de financement nettes et impôt de 724,6 M\$ en 2021, en hausse de 57,7 %, par rapport à 2020, attribuable surtout à l'augmentation du BAIIA ajusté et à la diminution des coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation.
- Résultat net ajusté de 592,9 M\$ en 2021, ou 5,09 \$ par action, en hausse de 198,3 M\$, ou de 1,50 \$ par action, par rapport à 2020. Les augmentations respectives de 50,3 % et de 41,8 % de ces valeurs sont principalement attribuables à l'augmentation du BAIIA ajusté.
- Résultat net attribuable aux actionnaires se chiffrant à 473,6 M\$ en 2021, ou 4,07 \$ par action, en hausse de 197,6 M\$, ou de 1,56 \$ par action, par rapport à 2020. L'accroissement est attribuable principalement à l'augmentation du BAIIA ajusté et à la diminution des coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation, qui ont été compensées en partie par la hausse de la dotation aux amortissements.
- Délai de recouvrement s'établissant à 66 jours au 31 décembre 2021, contre 63 jours au 31 décembre 2020, ce qui est bien en deçà de la plus récente fourchette des attentes de la direction qui est de 73 à 77 jours.
- Flux de trésorerie disponibles de 646,1 M\$ pour l'exercice, ce qui représente 1,4 fois le résultat net attribuable aux actionnaires.
- Entrées de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 1,06 G\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, en comparaison de 1,13 G\$ en 2020. L'écart est attribuable essentiellement au fait que les flux de 2020 avait bénéficié d'un report d'impôt et d'autres remises dans certains territoires.
- Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté de 0,6 fois, comparativement à 0,1 fois au 31 décembre 2020 en raison principalement de l'acquisition de Golder Associates. Le ratio est largement inférieur à la cible de 1,0 à 2,0 établie par la direction, et ce, en raison des importants flux de trésorerie disponibles en 2021.
- Dividendes déclarés pour l'exercice complet de 1,50 \$ par action, ou 174,9 M\$, et dividende en trésorerie de 81,9 M\$, ou 46,8 %, du fait de la participation au RRD.

6 PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS

Les faits saillants pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 2021 et le 9 mars 2022, date du rapport de gestion de l'exercice clos le 31 décembre 2021, sont présentés dans les paragraphes qui suivent.

Pandémie de COVID-19

La Société continue de suivre de près la pandémie de COVID-19, et est en mesure de poursuivre ses activités sans interruptions majeures. Alors que certains sites de WSP restent à différents stades de confinement, des signes de normalité reviennent dans un certain nombre de sites. Nos équipes de gestion régionales déploient des programmes hybrides de retour au bureau et nos équipes ont repris un horaire de déplacements modifié. Nous nous concentrons sur l'élaboration d'environnements de travail compétitifs, flexibles, agiles, mais structurés, qui tirent parti des leçons que nous avons apprises sur la productivité d'une main-d'œuvre travaillant largement à distance, tout en maximisant l'engagement de l'équipe en personne. WSP conserve comme objectif principal d'assurer la santé, la sécurité et le bien-être de ses employés, de leur famille, de ses clients et des collectivités où elle exerce ses activités, tout en restant concentrée sur ses objectifs de répondre aux besoins des clients et de rechercher de nouveaux mandats.

Acquisition de Golder

Le 7 avril 2021, WSP a finalisé l'acquisition d'Enterra Holdings Ltd., la société de portefeuille de Golder Associates (« Golder » et l'« acquisition de Golder »). Golder est une société de services d'ingénierie et de services-conseils qui compte 60 ans d'expérience dans le secteur des sciences de la terre et des conditions environnementales. Golder fournit des

services liés à l'ingénierie, à l'assainissement, à la réglementation et à la conformité, à la conception et à l'environnement à des clients des secteurs des mines, de la fabrication, du pétrole et du gaz, de l'énergie et des infrastructures. Golder compte 155 bureaux et environ 7 000 employés dans plus de 30 pays à travers le monde. La contrepartie en espèces totale versée pour l'acquisition de Golder s'est élevée à 1,2 G\$ US (1,5 G\$ CA).

Placements privés et ententes de financement

Le 14 janvier 2021, la Société a conclu les financements par voie de placement privé de reçus de souscription pour financer une partie du prix d'achat de l'acquisition de Golder. La Société a émis un total de 3 333 898 reçus de souscription (les « reçus de souscription ») sur le capital autorisé, au prix de 92,98 \$ le reçu de souscription, dans le cadre d'un placement privé auprès de GIC Pte. Ltd. (« GIC ») et de British Columbia Investment Management Corporation (« BCI »), pour un produit brut global d'environ 310,0 M\$ (les « placements privés »). À la réalisation de l'acquisition de Golder, le 7 avril 2021, GIC et BCI ont reçu chacune une action ordinaire de WSP pour chaque reçu de souscription détenu, plus un montant par action ordinaire correspondant à tout dividende payable par WSP sur les actions ordinaires entre la date d'émission des reçus de souscription et la clôture de l'acquisition de Golder.

Les coûts liés à l'acquisition de Golder et les autres coûts de transaction ont été financés au moyen du produit tiré des placements privés de la Société et de nouveaux emprunts bancaires à terme conclus le 29 janvier 2021.

Le 19 avril 2021, WSP a émis des billets de premier rang non garantis échéant le 19 avril 2028 (les « billets ») à leur valeur nominale pour un produit brut total de 500 M\$. Les billets portent intérêt au taux fixe de 2,408 % par année, payable semestriellement le 19 avril et le 19 octobre de chaque année à compter du 19 octobre 2021, jusqu'à l'échéance. Les billets ont obtenu de DBRS Morningstar une note de BBB (élevé), avec une tendance stable. Le 23 avril 2021, la Société a affecté le produit net du placement au remboursement de la dette existante.

Autres acquisitions

En janvier 2021, WSP a acquis tk1sc, une société de génie spécialisée en mécanique, en électricité et en plomberie comptant 240 employés et établie en Californie, aux États-Unis. L'acquisition de tk1sc accroît davantage les capacités de WSP dans le secteur du bâtiment dans les marchés complexes des soins de santé et des sciences et de la technologie aux États-Unis.

En février 2021, WSP a acquis Earth Consulting Group, Inc. (« EarthCon »), une société de services-conseils en environnement et en ingénierie comptant 90 employés et établie aux États-Unis. L'acquisition d'EarthCon ajoute à la gamme de services existants de WSP une expertise technique hautement spécialisée en remédiation et renforce les capacités de WSP en matière de services stratégiques en génie de l'environnement et de services-conseils, de conformité, de vérification diligente et de gestion de données, tout en accroissant sa présence géographique dans le sud-est des États-Unis.

En avril 2021, WSP a fait l'acquisition de b+p baurealisation (« b+p »), une firme d'ingénierie et d'experts-conseils de 100 employés située à Zurich, en Suisse. La société b+p offre principalement des services de gestion de projets et de construction et de gestion des coûts à des clients des secteurs public et privé.

En juin 2021, WSP a acquis Knight Partners, LLC (« Knight »), une société d'ingénierie et de services-conseils comptant 150 employés et établie en Illinois, aux États-Unis. L'acquisition de Knight complète l'offre de services de WSP dans le secteur du transport, avec des services de planification, de conception ainsi que de gestion de programmes et de projets de construction à différentes étapes de projet pour divers types de clients.

En octobre 2021, WSP a acquis Englekirk Structural Engineers, société de services-conseils de 90 employés basée en Californie, aux États-Unis. Cette acquisition élargit ainsi de manière significative les capacités de WSP en matière d'ingénierie structurelle dans le secteur du bâtiment, avec l'ajout d'une expertise dans la conception de structures dans des régions hautement sismiques, tout en développant sa pratique d'ingénierie structurelle sur la côte ouest des États-Unis.

Ces cinq acquisitions ont été financées au moyen de la trésorerie et des facilités de crédit disponibles de WSP.

Annonces de l'équipe de direction

En avril 2021, Marie-Claude Dumas a été nommée présidente et cheffe de la direction de WSP au Canada. Depuis son arrivée à WSP en janvier 2020, M^{me} Dumas a occupé le poste de directrice mondiale, Projets et programmes majeurs et dirigeante de marché, Québec, travaillant en étroite collaboration avec les équipes de direction et d'exploitation canadiennes et mondiales.

En mai 2021, Megan Van Pelt a été nommée cheffe des Ressources humaines. M^{me} Van Pelt est entrée au service de WSP en 2017 en tant que cheffe des Ressources humaines pour WSP aux États-Unis. Comptant plus de 20 ans d'expérience dans les ressources humaines, elle apporte une expertise avérée dans la direction des programmes de ressources humaines.

Wendy Stoveland a été nommée directrice mondiale et première vice-présidente, Communications, en juin 2021. M^{me} Stoveland compte trois décennies d'expérience dans le domaine et a été la directrice mondiale, Communications de Golder de 2016 à 2021.

En septembre 2021, Dean McGrail a été nommé chef de la direction de WSP au Moyen-Orient, en remplacement de Greg Kane qui est devenu chef de l'exploitation de WSP en Australie. M. McGrail occupait précédemment le poste de directeur général du secteur Bâtiments au Moyen-Orient.

En octobre 2021, WSP a nommé deux successeurs pour remplacer M. Magnus Meyer, qui occupait à la fois le poste de chef de la direction, Pays nordiques et celui du chef de la direction, Europe centrale. Anna-Lena Öberg-Högsta a été nommée cheffe de la direction, Pays nordiques, et Eric van den Broek, chef de la direction, Europe centrale. M^{me} Öberg-Högsta occupait auparavant le poste de présidente régionale de Golder pour l'Europe et les pays nordiques. M. van den Broek a récemment occupé et continuera d'occuper le poste de directeur général, Pays-Bas.

En octobre 2021, Eric Peissel a été nommé directeur mondial, Transport et infrastructures. Depuis qu'il est entré au service de WSP en 2001, M. Peissel a occupé de nombreux postes de direction dans le secteur du transport partout au Canada; jusqu'à récemment, il était vice-président exécutif, Canada, et directeur mondial, Réseaux de transport et d'infrastructures.

7 REVUE DES ACTIVITÉS DES SECTEURS D'EXPLOITATION

Les secteurs à présenter de la Société sont les suivants : Canada, Amériques (États-Unis et Amérique latine), EMOIA (Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique) et Asie-Pacifique (Asie, Australie et Nouvelle-Zélande). Le rendement d'un secteur est mesuré à partir des produits des activités ordinaires nets et de la marge du BAIIA ajusté par secteur.

CANADA

(en millions de dollars, sauf les pourcentages et le nombre d'employés)

	Quatrièmes trimestres clos les			Exercices clos les		
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	Variation	31 décembre 2021	31 décembre 2020	Variation
Produits des activités ordinaires nets	360,6 \$	224,7 \$	60,5 %	1 304,5 \$	952,1 \$	37,0 %
Croissance interne			13,8 %			8,1 %
Croissance découlant des acquisitions			46,7 %			31,9 %
Incidence du désinvestissement			— %			(3,0)%
BAIIA ajusté par secteur	76,6 \$	51,0 \$	50,2 %	272,0 \$	183,2 \$	48,5 %
Marge du BAIIA ajusté par secteur	21,2 %	22,7 %	(150) pb	20,9 %	19,2 %	170 pb
Aux				31 décembre 2021	31 décembre 2020	Variation
Carnet de commandes				1 817,3 \$	1 022,4 \$	77,7 %
Croissance interne du carnet de commandes pour l'exercice						13,6 %
Nombre approximatif d'employés				9 500	7 000	35,7 %

pb : points de base

Produits des activités ordinaires nets

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, les produits des activités ordinaires nets au Canada se sont chiffrés à 360,6 M\$, ce qui correspond à une augmentation de 135,9 M\$, ou 60,5 %, par rapport au trimestre correspondant de 2020. La croissance découlant des acquisitions et la croissance interne se sont établies à 46,7 % et à 13,8 %, respectivement.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les produits des activités ordinaires nets au Canada se sont chiffrés à 1,3 G\$, ce qui correspond à une augmentation de 352,4 M\$, ou 37,0 %, par rapport à 2020. La croissance découlant des acquisitions et la croissance interne se sont établies à 31,9 % et à 8,1 %, respectivement.

La croissance interne s'est située dans le haut de la fourchette des hypothèses sous-tendant les attentes de la direction d'un intervalle de croissance à un chiffre en 2021. Cette saine amélioration est principalement attribuable à l'élan positif continu que connaît la majorité des secteurs.

La croissance découlant des acquisitions est attribuable à l'acquisition de Golder Associates (l'« acquisition de Golder ») menée à terme en avril 2021. La réorganisation d'une entreprise en coentreprise au troisième trimestre de 2020 a entraîné une incidence du désinvestissement de 3,0 % en 2021.

Les secteurs transport et infrastructures, sciences de la terre et environnement ainsi que bâtiments représentaient 89 % des produits des activités ordinaires nets pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Pour la même période, les clients du secteur public ont représenté 33 % des produits des activités ordinaires nets.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes a augmenté considérablement par rapport au 31 décembre 2020 en raison de l'acquisition de Golder et de la croissance interne de 13,6 %.

Marge du BAIIA ajusté

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, la marge du BAIIA ajusté du secteur Canada a diminué de 150 points de base en raison principalement des subventions gouvernementales reçues au quatrième trimestre de 2020 et de l'assouplissement, en 2021, de mesures liées à la COVID-19, telles que les fermetures forcées des bureaux et les restrictions de voyage. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, la marge du BAIIA ajusté du secteur Canada a augmenté de 170 points de base du fait surtout de l'accroissement de la productivité et d'une marge plus élevée sur les activités de Golder.

AMÉRIQUES

(en millions de dollars, sauf les pourcentages et le nombre d'employés)

	Quatrièmes trimestres clos les			Exercices clos les		
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	Variation	31 décembre 2021	31 décembre 2020	Variation
Produits des activités ordinaires nets	763,3 \$	578,8 \$	31,9 %	2 709,2 \$	2 372,8 \$	14,2 %
Croissance interne*			9,9 %			2,6 %
Croissance découlant des acquisitions*			27,1 %			19,6 %
Incidence des variations des cours du change**			(5,1)%			(8,0)%
BAIIA ajusté par secteur	148,3 \$	111,0 \$	33,6 %	533,1 \$	436,2 \$	22,2%
Marge du BAIIA ajusté par secteur	19,4 %	19,2 %	20 pb	19,7 %	18,4 %	130 pb
Aux				31 décembre 2021	31 décembre 2020	Variation
Carnet de commandes				4 536,5 \$	4 017,8 \$	12,9 %
Croissance interne du carnet de commandes pour l'exercice						7,6 %
Nombre approximatif d'employés				16 000	12 900	24,0 %

* La croissance interne et la croissance découlant des acquisitions sont calculées en fonction des monnaies locales.

** L'incidence des variations des cours du change représente l'effet de la conversion, en dollars canadiens, des produits des activités ordinaires nets libellés dans les monnaies locales, déduction faite de la croissance interne, de la croissance découlant des acquisitions et de l'incidence du désinvestissement.

pb : points de base

Produits des activités ordinaires nets

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, les produits des activités ordinaires nets du secteur à présenter Amériques se sont chiffrés à 763,3 M\$, en hausse de 184,5 M\$, ou 31,9 %, par rapport au trimestre correspondant de 2020. La croissance découlant des acquisitions et la croissance interne ont été respectivement de 27,1 % et de 9,9 %, en devises constantes.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les produits des activités ordinaires nets du secteur à présenter Amériques se sont établis à 2,7 G\$, ce qui représente une augmentation de 336,4 M\$, ou 14,2 %, par rapport à 2020. La croissance découlant des acquisitions et la croissance interne ont été respectivement de 19,6 % et de 2,6 %, en devises constantes.

Au quatrième trimestre et pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, une croissance interne légèrement inférieure aux hypothèses sous-tendant les attentes de la direction a été constatée pour les activités aux États-Unis et en Amérique latine en raison de retards dans les dépenses d'infrastructure du secteur public pour nos activités aux États-Unis. La croissance interne des deux périodes a été partiellement contrebalancée par l'incidence négative du change, principalement en raison de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.

La croissance découlant des acquisitions pour le trimestre et l'exercice s'explique principalement par l'acquisition de Golder en avril 2021, de kW Mission Critical Engineering en décembre 2020, de tk1sc en janvier 2021, d'Earthcon en février 2021, de Knight en juin 2021 et d'Englekirk Structural Engineers en octobre 2021.

Les secteurs transport et infrastructures, sciences de la terre et environnement, ainsi que bâtiment représentaient 95 % des produits des activités ordinaires nets pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Pour la même période, les clients du secteur public ont représenté 60 % des produits des activités ordinaires nets.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes du secteur Amériques a affiché une croissance par rapport au 31 décembre 2020, en raison de la croissance découlant des acquisitions et de la croissance interne, facteurs qui ont été annulés en partie par l'incidence négative des cours du change. Le carnet de commandes a affiché une croissance interne de 7,6 % au cours de l'exercice, du fait principalement des commandes importantes prises aux États-Unis au quatrième trimestre.

Marge du BAIIA ajusté

La marge du BAIIA ajusté du secteur Amériques a augmenté de 20 pb points de base pour le trimestre clos le 31 décembre 2021 comparativement au trimestre correspondant de 2020, en raison surtout d'une marge plus élevée sur les activités de Golder aux États-Unis et en Amérique latine et nos autres acquisitions récentes aux États-Unis.

La marge du BAIIA ajusté du secteur Amériques a augmenté de 130 points de base pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 comparativement à 202,0 du fait principalement d'une marge plus élevée sur les activités de Golder aux États-Unis et en Amérique latine et nos autres acquisitions récentes aux États-Unis, de l'augmentation de la productivité ainsi que des profits réalisés sur les couvertures de change en 2021 par rapport aux pertes de 2020.

EMOIA

(en millions de dollars, sauf les pourcentages et le nombre d'employés)

	Quatrièmes trimestres clos les			Exercices clos les		
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	Variation	31 décembre 2021	31 décembre 2020	Variation
Produits des activités ordinaires nets	658,1 \$	600,8 \$	9,5 %	2 528,4 \$	2 378,4 \$	6,3 %
Croissance interne*			5,9 %			2,5 %
Croissance découlant des acquisitions*			8,3 %			5,6 %
Incidence du désinvestissement*			(0,2)%			(0,3)%
Incidence des variations des cours du change**			(4,5)%			(1,5)%
BAIIA ajusté par secteur	92,3 \$	69,5 \$	32,8%	370,3 \$	316,9 \$	16,9%
Marge du BAIIA ajusté par secteur	14,0 %	11,6 %	240 pb	14,6 %	13,3 %	130 pb
Aux				31 décembre 2021	31 décembre 2020	Variation
Carnet de commandes				2 442,5 \$	2 043,9 \$	19,5 %
Croissance interne du carnet de commandes pour l'exercice						10,8 %
Nombre approximatif d'employés				20 100	18 500	8,6 %

* La croissance interne, la croissance découlant des acquisitions et l'incidence du désinvestissement sont calculées en fonction des monnaies locales.

** L'incidence des variations des cours du change représente l'effet de la conversion, en dollars canadiens, des produits des activités ordinaires nets libellés dans les monnaies locales, déduction faite de la croissance interne, de la croissance découlant des acquisitions et de l'incidence du désinvestissement.

pb : points de base

Produits des activités ordinaires nets

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, les produits des activités ordinaires nets du secteur à présenter EMOIA se sont chiffrés à 658,1 M\$, en hausse de 57,3 M\$, ou 9,5 %, comparativement au quatrième trimestre de 2020. La croissance découlant des acquisitions et la croissance interne se sont établies respectivement à 8,3 % et à 5,9 %, en devises constantes.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les produits des activités ordinaires nets du secteur EMOIA se sont chiffrés à 2,5 G\$, soit une augmentation de 150,0 M\$, ou 6,3 %, par rapport à 2020. La croissance découlant des acquisitions et la croissance interne ont été respectivement de 5,6 % et de 2,5 %, en devises constantes. La croissance interne pour l'exercice est conforme aux hypothèses sous-tendant les attentes de la direction.

Au trimestre et pour l'exercice, la croissance interne a été menée par la reprise économique au Royaume-Uni, qui a enregistré un troisième trimestre consécutif de croissance interne de plus de 10 %, et par la bonne performance de tous les secteurs d'activité au Moyen-Orient, ce qui a été partiellement contrebalancé par les résultats plus faibles des pays nordiques. La croissance interne pour le trimestre a été partiellement contrebalancée par l'incidence négative du change découlant principalement de l'appréciation du dollar canadien par rapport à la couronne suédoise et à la livre sterling.

Au trimestre et pour l'exercice, la croissance découlant des acquisitions provenait principalement de l'acquisition de Golder et de l'acquisition de b+p, toutes deux menées à terme en avril 2021.

Les secteurs transport et infrastructures, sciences de la terre et environnement, ainsi que bâtiment ont représenté 91 % des produits des activités ordinaires nets pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Pour la même période, les clients du secteur public ont représenté 55 % des produits des activités ordinaires nets.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes du secteur à présenter EMOIA a augmenté en raison principalement d'une croissance interne de 10,8 % par rapport au 31 décembre 2020, qui s'explique en grande partie par un nombre élevé de prises de commandes dans les pays nordiques et au Royaume-Uni. En outre, la croissance découlant des acquisitions du carnet de commandes est attribuable aux acquisitions de Golder et de b+p.

Marge du BAIIA ajusté

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, la marge du BAIIA ajustée pour le secteur EMOIA a augmenté par rapport à la période correspondante de 2020, principalement en raison d'une augmentation de la productivité et d'un quatrième trimestre 2020 inférieur, ce qui s'explique par l'érosion de la marge sur certains contrats et des charges supplémentaires liées à la rémunération discrétionnaire des employés.

La marge du BAIIA ajusté du secteur EMOIA a augmenté pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 par rapport à l'exercice 2020 en raison surtout de l'augmentation de la productivité et d'une conjoncture favorable au Royaume-Uni et au Moyen-Orient.

ASIE-PACIFIQUE

(en millions de dollars, sauf les pourcentages et le nombre d'employés)

	Quatrièmes trimestres clos les			Exercices clos les		
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	Variation	31 décembre 2021	31 décembre 2020	Variation
Produits des activités ordinaires nets	365,4 \$	284,0 \$	28,7 %	1 327,5 \$	1 155,8 \$	14,9 %
Croissance interne*			14,2 %			2,3 %
Croissance découlant des acquisitions*			18,8 %			12,6 %
Incidence des variations des cours du change**			(4,3)%			— %
BAIIA ajusté par secteur	72,3 \$	51,7 \$	39,8 %	246,3 \$	202,7 \$	21,5 %
Marge du BAIIA ajusté par secteur	19,8 %	18,2 %	160 pb	18,6 %	17,5 %	110 pb
Aux				31 décembre 2021	31 décembre 2020	Variation
Carnet de commandes				1 629,3 \$	1 337,2 \$	21,8 %
Croissance interne du carnet de commandes pour l'exercice						13,2 %
Nombre approximatif d'employés				9 700	8 600	12,8 %

* La croissance (diminution) interne et la croissance découlant des acquisitions sont calculées en fonction des monnaies locales.

** L'incidence des variations des cours du change représente l'effet de la conversion, en dollars canadiens, des produits des activités ordinaires nets libellés dans les monnaies locales, déduction faite de la croissance interne, de la croissance découlant des acquisitions et de l'incidence du désinvestissement.

pb : points de base

Produits des activités ordinaires nets

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, les produits des activités ordinaires nets du secteur à présenter Asie-Pacifique se sont chiffrés à 365,4 M\$, soit une hausse de 81,4 M\$, ou 28,7 %, comparativement au trimestre correspondant de 2020. La croissance découlant des acquisitions et la croissance interne se sont établies respectivement à 18,8 % et à 14,2 %, en devises constantes.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les produits des activités ordinaires nets du secteur à présenter Asie-Pacifique se sont chiffrés à 1,3 G\$, soit une hausse de 171,7 M\$, ou 14,9 %, comparativement à 2020. La croissance découlant des acquisitions et la croissance interne se sont établies respectivement à 12,6 % et à 2,3 %, en devises constantes.

La croissance interne du trimestre s'étend à toute la région et résulte principalement d'une conjoncture plus favorable en Australie et en Asie, ainsi que d'un quatrième trimestre plus faible en 2020 dû au cumul des ajustements effectués pour tenir compte de l'érosion de la marge pour certains projets surtout en Asie. La croissance interne pour le trimestre a été partiellement contrebalancée par l'incidence négative du change découlant principalement de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar australien.

La croissance interne au cours de l'exercice est conforme aux hypothèses sous-jacentes aux attentes de la direction pour la région. La croissance interne en Asie et en Nouvelle-Zélande a été en partie neutralisée par l'Australie, où la démobilisation à l'achèvement de certains projets plus importants dans le secteur transport et infrastructures a eu une incidence sur les produits des activités ordinaires nets au premier semestre de 2021.

La croissance découlant des acquisitions résulte de l'acquisition de Golder menée à terme en avril 2021.

Les secteurs transport et infrastructures, sciences de la terre et environnement, ainsi que bâtiment ont représenté 93 % des produits des activités ordinaires nets pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Pour la même période, les clients du secteur public en représentaient 53 %.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes du secteur Asie-Pacifique a augmenté en raison principalement d'une croissance interne de 13,2 % par rapport au 31 décembre 2020 pour l'ensemble de la région. En outre, la croissance découlant des acquisitions du carnet de commandes résulte principalement de l'acquisition de Golder.

Marge du BAIIA ajusté

Au trimestre et pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, la marge du BAIIA ajusté du secteur à présenter Asie-Pacifique s'est accrue par rapport aux périodes correspondantes de 2020. Cette augmentation découle essentiellement de nos activités en Nouvelle-Zélande et en Asie pour le trimestre, tandis qu'elle s'explique en grande partie par nos activités en Australie, notamment l'incidence des marges plus élevées sur les activités de Golder en Australie, pour l'exercice.

8 REVUE FINANCIÈRE

(en millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Quatrièmes trimestres clos les			Exercices clos les
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Produits des activités ordinaires	2 891,0 \$	2 248,3 \$	10 279,1 \$	8 803,9 \$
Coûts liés au personnel	1 582,1 \$	1 292,2 \$	5 851,2 \$	5 221,8 \$
Sous-consultants et coûts directs	743,6 \$	560,0 \$	2 409,5 \$	1 944,8 \$
Autres charges d'exploitation	218,0 \$	144,5 \$	745,8 \$	606,1 \$
Dotation aux amortissements des actifs au titre de droits d'utilisation	65,5 \$	71,0 \$	265,8 \$	268,3 \$
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles	46,8 \$	25,0 \$	139,1 \$	104,7 \$
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	29,8 \$	25,2 \$	113,6 \$	103,3 \$
Coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation	23,6 \$	30,3 \$	60,8 \$	103,4 \$
Coûts de mise en place du système ERP	6,8 \$	— \$	6,8 \$	— \$
Perte (profit) de change	(3,8)\$	0,1\$	(18,6)\$	10,3 \$
Quote-part du résultat d'entreprises associées et de coentreprises, déduction faite de l'impôt	(6,6)\$	(5,3)\$	(19,5)\$	(18,2)\$
Résultat avant charges de financement nettes et impôt	185,2 \$	105,3 \$	724,6 \$	459,4 \$
Charges de financement nettes	14,3 \$	1,9 \$	79,5 \$	73,5 \$
Résultat avant impôt	170,9 \$	103,4 \$	645,1 \$	385,9 \$
Charge d'impôt sur le résultat	44,1 \$	33,4 \$	171,0 \$	108,5 \$
Résultat net	126,8 \$	70,0 \$	474,1 \$	277,4 \$
Résultat net attribuable aux :				
Actionnaires de Groupe WSP Global Inc.	126,7 \$	68,9 \$	473,6 \$	276,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,1 \$	1,1 \$	0,5 \$	1,4 \$
Résultat net de base par action attribuable aux actionnaires	1,08 \$	0,61 \$	4,07 \$	2,51 \$
Résultat net dilué par action attribuable aux actionnaires	1,07 \$	0,61 \$	4,05 \$	2,50 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions	117 661 970	113 472 584	116 479 695	110 020 798
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	118 082 536	113 751 792	116 901 686	110 263 100

8.1 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES NETS

Comparaison du quatrième trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets - 2021	360,6 \$	763,3 \$	658,1 \$	365,4 \$	2 147,4 \$
Produits des activités ordinaires nets - 2020	224,7 \$	578,8 \$	600,8 \$	284,0 \$	1 688,3 \$
Variation nette (%)	60,5 %	31,9 %	9,5 %	28,7 %	27,2 %
Croissance interne*	13,8 %	9,9 %	5,9 %	14,2 %	9,7 %
Croissance découlant des acquisitions*	46,7 %	27,1 %	8,3 %	18,8 %	21,8 %
Incidence du désinvestissement*	— %	— %	(0,2)%	— %	(0,1)%
Incidence des variations des cours du change**	— %	(5,1)%	(4,5)%	(4,3)%	(4,2)%
Variation nette (%)	60,5 %	31,9 %	9,5 %	28,7 %	27,2 %

Comparaison de l'exercice 2021 et de l'exercice 2020

(en millions de dollars, sauf les pourcentages et le nombre d'employés)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets - 2021	1 304,5 \$	2 709,2 \$	2 528,4 \$	1 327,5 \$	7 869,6 \$
Produits des activités ordinaires nets - 2020	952,1 \$	2 372,8 \$	2 378,4 \$	1 155,8 \$	6 859,1 \$
Variation nette (%)	37,0 %	14,2 %	6,3 %	14,9 %	14,7 %
Croissance interne*	8,1 %	2,6 %	2,5 %	2,3 %	3,3 %
Croissance découlant des acquisitions*	31,9 %	19,6 %	5,6 %	12,6 %	15,3 %
Incidence du désinvestissement*	(3,0)%	— %	(0,3)%	— %	(0,6)%
Incidence des variations des cours du change**	— %	(8,0)%	(1,5)%	— %	(3,3)%
Variation nette (%)	37,0 %	14,2 %	6,3 %	14,9 %	14,7 %

Aux

	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Nombre approximatif d'employés - 31 décembre 2021	9 500	16 000	20 100	9 700	55 300
Nombre approximatif d'employés - 31 décembre 2020	7 000	12 900	18 500	8 600	47 000
Variation nette (%)	35,7 %	24,0 %	8,6 %	12,8 %	17,7 %

* La croissance interne, la croissance découlant des acquisitions et l'incidence du désinvestissement sont calculées en fonction des monnaies locales.

** L'incidence des variations des cours du change représente l'effet de la conversion, en dollars canadiens, des produits des activités ordinaires nets libellés dans les monnaies locales, déduction faite de la croissance interne, de la croissance découlant des acquisitions et de l'incidence du désinvestissement.

Au quatrième trimestre de 2021, les produits des activités ordinaires nets de la Société se sont chiffrés à 2,1 G\$, soit une hausse de 27,2 % par rapport au quatrième trimestre de 2020. Cette augmentation est attribuable à la croissance découlant des acquisitions de 21,8 % dans tous les secteurs, ainsi qu'à la croissance interne globale de 9,7 %, principalement aux États-Unis, au Canada, au Royaume-Uni, en Australie et en Asie, tous les secteurs présentant une croissance interne positive.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, les produits des activités ordinaires nets ont augmenté pour s'établir à 7,9 G\$, en hausse de 14,7 % par rapport à 2020. L'acquisition de Golder a été le principal vecteur de la croissance découlant des acquisitions de 15,3 %, tandis que la croissance interne de 3,3 %, conforme aux attentes de la direction, provient en majeure partie du Canada et du Royaume-Uni.

L'augmentation du nombre d'employés découle principalement de l'ajout des employés provenant des acquisitions réalisées en 2021.

Se reporter à la rubrique 7, « Revue des activités des secteurs d'exploitation », pour de plus amples renseignements sur les produits des activités ordinaires nets par secteur.

Rapprochement des produits des activités ordinaires nets

La performance et les résultats financiers de la Société doivent être mesurés et analysés en tenant compte des produits des activités ordinaires générés par les honoraires, ou les produits des activités ordinaires nets, puisque les coûts directs recouvrables peuvent varier sensiblement d'un contrat à l'autre et qu'ils ne sont pas représentatifs de la performance des services d'experts-conseils.

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les			Exercices clos les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2021	31 décembre 2020	
Produits des activités ordinaires	2 891,0 \$	2 248,3 \$	10 279,1 \$	8 803,9 \$	
Moins : Sous-consultants et coûts directs	743,6 \$	560,0 \$	2 409,5 \$	1 944,8 \$	
Produits des activités ordinaires nets¹⁾	2 147,4 \$	1 688,3 \$	7 869,6 \$	6 859,1 \$	

¹⁾ Total des mesures des secteurs. Se reporter à la rubrique 22, « Glossaire des mesures sectorielles, des mesures financières non conformes aux IFRS et des autres mesures financières ».

8.2 CARNET DE COMMANDES

(en millions de dollars)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Carnet de commandes au 31 décembre 2020	1 022,4 \$	4 017,8 \$	2 043,9 \$	1 337,2 \$	8 421,3 \$
Produits des activités ordinaires	(1 690,3)\$	(3 955,7)\$	(3 070,2)\$	(1 562,9)\$	(10 279,1)\$
Commandes internes	1 829,6 \$	4 243,0 \$	3 285,7 \$	1 734,7 \$	11 093,0 \$
Commandes découlant de l'acquisition d'entreprises, montant net	655,2 \$	498,7 \$	215,6 \$	131,6 \$	1 501,1 \$
Fluctuations du change	0,4 \$	(267,3)\$	(32,5)\$	(11,4)\$	(310,8)\$
Carnet de commandes au 31 décembre 2021	1 817,3 \$	4 536,5 \$	2 442,5 \$	1 629,3 \$	10 425,6 \$
Croissance interne du carnet de commandes pour l'exercice	13,6 %	7,6 %	10,8 %	13,2 %	10,1 %

Au 31 décembre 2021, le carnet de commandes s'établissait à 10,4 G\$, et correspondait à 11,8 mois de produits des activités ordinaires¹⁾, en hausse de 23,8 % par rapport au 31 décembre 2020. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, la croissance de 18,6 % découlant des acquisitions, en grande partie attribuable à l'acquisition de Golder, a été un des principaux vecteurs de l'augmentation dans tous les secteurs à présenter. En termes de croissance interne et en devises constantes, le carnet de commandes a affiché une forte croissance de 10,1 % par rapport au 31 décembre 2020. Depuis le début de l'exercice, nous observons une dynamique positive dans l'ensemble des régions. En outre, les prises de commande ont connu une forte augmentation au quatrième trimestre, pour atteindre 3,3 G\$, augmentation menée par le secteur à présenter Amériques où le nombre d'opportunités demeure élevé. En 2021, le volume des contrats obtenus non financés qui n'ont pas encore été inclus dans le carnet de commandes a augmenté d'environ 70 % par rapport au 31 décembre 2020.

¹⁾ Établi d'après les produits des activités ordinaires sur 12 mois continus, en incluant les produits des activités ordinaires sur 12 mois complets pour tenir compte de toutes les acquisitions.

8.3 BAIIA AJUSTÉ

Quatrième trimestre clos le 31 décembre 2021					
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets	360,6 \$	763,3 \$	658,1 \$	365,4 \$	2 147,4 \$
BAIIA ajusté par secteur ¹⁾	76,6 \$	148,3 \$	92,3 \$	72,3 \$	389,5 \$
Marge du BAIIA ajusté par secteur ¹⁾	21,2 %	19,4 %	14,0 %	19,8 %	18,1 %
Charges du siège social					28,3 \$
BAIIA ajusté ²⁾					361,2 \$

Quatrième trimestre clos le 31 décembre 2020					
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets	224,7 \$	578,8 \$	600,8 \$	284,0 \$	1 688,3 \$
BAIIA ajusté par secteur ¹⁾	51,0 \$	111,0 \$	69,5 \$	51,7 \$	283,2 \$
Marge du BAIIA ajusté par secteur ¹⁾	22,7 %	19,2 %	11,6 %	18,2 %	16,8 %
Charges du siège social					21,1 \$
BAIIA ajusté ²⁾					262,1 \$

Exercice clos le 31 décembre 2021					
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets	1 304,5 \$	2 709,2 \$	2 528,4 \$	1 327,5 \$	7 869,6 \$
BAIIA ajusté par secteur ¹⁾	272,0 \$	533,1 \$	370,3 \$	246,3 \$	1 421,7 \$
Marge du BAIIA ajusté par secteur ¹⁾	20,9 %	19,7 %	14,6 %	18,6 %	18,1 %
Charges du siège social					99,2 \$
BAIIA ajusté ²⁾					1 322,5 \$

Exercice clos le 31 décembre 2020					
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets	952,1 \$	2 372,8 \$	2 378,4 \$	1 155,8 \$	6 859,1 \$
BAIIA ajusté par secteur ¹⁾	183,2 \$	436,2 \$	316,9 \$	202,7 \$	1 139,0 \$
Marge du BAIIA ajusté par secteur ¹⁾	19,2 %	18,4 %	13,3 %	17,5 %	16,6 %
Charges du siège social					85,3 \$
BAIIA ajusté ²⁾					1 053,7 \$

1) Le total du BAIIA ajusté par secteur et le total de la marge du BAIIA ajusté par secteur, présentés dans la colonne « Total », correspondent au total des mesures sectorielles.

2) Mesure financière non conforme aux IFRS.

Le total du BAIIA ajusté par secteur et le total de la marge du BAIIA ajusté par secteur se sont établis respectivement à 389,5 M\$ et à 18,1 % pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2021, en comparaison de 283,2 M\$ et de 16,8 %, respectivement, pour la période correspondante de 2020.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, le total du BAIIA ajusté par secteur et le total de la marge du BAIIA ajusté se sont chiffrés respectivement à 1,4 G\$ et à 18,1 %, contre 1,1 G\$ et 16,6 % en 2020.

Pour le trimestre et l'exercice, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté ont augmenté en grande partie en raison du solide rendement de la plateforme WSP et de l'excellent apport des acquisitions récentes. Au cours de l'exercice, les profits réalisés sur les couvertures de change en 2021 par rapport aux pertes de 2020 ont également favorisé la hausse du BAIIA. On trouve une explication de cette variation à la rubrique 7, « Revue des activités des secteurs d'exploitation ».

Les charges du siège social inscrites pour le quatrième trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2021 se sont établies respectivement à 28,3 M\$ et à 99,2 M\$, conformément aux hypothèses sous-jacentes aux attentes de la direction, mais sont plus élevées que pour les périodes correspondantes de 2020, principalement en raison des régimes incitatifs à long terme.

Rapprochement du BAIIA ajusté

La direction analyse la performance financière de la Société en se fondant sur le BAIIA ajusté, car elle estime que cette mesure permet de comparer les résultats d'exploitation d'une période à l'autre. Ces mesures ne rendent pas compte des effets des éléments qui reflètent principalement l'incidence des placements à long terme et des décisions relatives au financement, plutôt que les résultats des activités quotidiennes. Le tableau qui suit présente un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable :

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Résultat avant charges de financement nettes et impôt	185,2 \$	105,3 \$	724,6 \$	459,4 \$
Coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation	23,6 \$	30,3 \$	60,8 \$	103,4 \$
Coûts de mise en place du système ERP	6,8 \$	— \$	6,8 \$	— \$
Dotations aux amortissements des actifs au titre de droits d'utilisation	65,5 \$	71,0 \$	265,8 \$	268,3 \$
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	46,8 \$	25,0 \$	139,1 \$	104,7 \$
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	29,8 \$	25,2 \$	113,6 \$	103,3 \$
Quote-part de la dotation aux amortissements et des impôts des entreprises associées	2,1 \$	3,7 \$	9,4 \$	9,4 \$
Produits d'intérêts	1,4 \$	1,6 \$	2,4 \$	5,2 \$
BAIIA ajusté*	361,2 \$	262,1 \$	1 322,5 \$	1 053,7 \$

* Mesure financière non conforme aux IFRS.

8.4 RÉSULTAT AVANT CHARGES DE FINANCEMENT NETTES ET IMPÔT

Le tableau qui suit résume les principaux résultats d'exploitation de la Société exprimés en pourcentage des produits des activités ordinaires nets.

(pourcentage des produits des activités ordinaires nets)	Quatrièmes trimestres clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Produits des activités ordinaires nets	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Coûts liés au personnel	73,7 %	76,5 %	74,4 %	76,1 %
Autres charges d'exploitation	10,1 %	8,6 %	9,5 %	8,8 %
Pertes (profits) de change et produits d'intérêts	(0,2)%	(0,1)%	(0,3)%	0,1 %
Quote-part du résultat des entreprises associées et des coentreprises avant la dotation aux amortissements et impôt	(0,4)%	(0,5)%	(0,4)%	(0,4)%
Marge du BAIIA ajusté	16,8 %	15,5 %	16,8 %	15,4 %
Dotation aux amortissements des actifs au titre de droits d'utilisation	3,1 %	4,2 %	3,4 %	3,9 %
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	1,4 %	1,5 %	1,4 %	1,5 %
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles	2,2 %	1,5 %	1,8 %	1,6 %
Coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation et coûts de mise en place du système ERP	1,4 %	1,8 %	0,9 %	1,5 %
Quote-part de la dotation aux amortissements et des impôts des entreprises associées	0,1 %	0,2 %	0,1 %	0,1 %
Résultat avant charges de financement nettes et impôt	8,6 %	6,2 %	9,2 %	6,7 %
Charges de financement nettes	0,7 %	0,1 %	1,0 %	1,1 %
Charge d'impôt sur le résultat	2,0 %	2,0 %	2,2 %	1,6 %
Résultat net	5,9 %	4,1 %	6,0 %	4,0 %

Pour le quatrième trimestre de 2021, la marge du BAIIA ajusté a augmenté pour s'établir à 16,8 %, en comparaison de 15,5 % pour le quatrième trimestre de 2020. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, la marge du BAIIA ajusté a augmenté pour s'établir à 16,8 %, en comparaison de 15,4 % en 2020. Ces augmentations s'expliquent essentiellement par la baisse des coûts liés au personnel, attribuable au solide rendement de la plateforme WSP et à l'excellent apport des acquisitions récentes. Au cours de l'exercice, des profits réalisés sur les couvertures de change en 2021 par rapport aux pertes de 2020 ont également contribué à la hausse du BAIIA.

Pour le quatrième trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2021, le résultat avant charges de financement nettes et impôt a augmenté en pourcentage des produits des activités ordinaires nets, surtout en raison de l'augmentation du BAIIA ajusté. Le total de la dotation aux amortissements en pourcentage des produits des activités ordinaires nets a diminué tant pour le trimestre que pour l'exercice complet. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation ont diminué du fait surtout des indemnités de départ versées en 2020 dans le cadre des ajustements apportés à nos structures de coûts et d'un profit sur la vente d'une participation dans une entreprise associée en 2021.

Ces variations sont expliquées plus en détail ci-après.

Coûts liés au personnel

Les coûts liés au personnel comprennent les charges salariales de tous les employés s'occupant de la prestation de services de consultation et de l'exécution de projets, ainsi que les coûts liés au personnel administratif et à celui du siège social.

Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2021, malgré les pressions inflationnistes, les coûts liés au personnel en pourcentage des produits des activités ordinaires nets ont diminué par rapport aux périodes correspondantes de 2020, surtout en raison du solide rendement de nos activités existantes et des marges plus élevées des acquisitions récentes.

Pour le quatrième trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a comptabilisé des subventions gouvernementales respectives de 0,9 M\$ et de 14,4 M\$ (28,2 M\$ et 53,0 M\$, respectivement, pour les périodes correspondantes de 2020), qui ont été contrebalancées en grande partie par la hausse de la rémunération discrétionnaire des employés.

Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation incluent des coûts fixes tels que les coûts non recouvrables liés à la prestation de services aux clients, les coûts liés à la technologie, les frais liés aux assurances professionnelles et les coûts liés aux locaux à bureaux (essentiellement les coûts de services publics et coûts d'entretien).

Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2021, les autres charges d'exploitation en pourcentage des produits des activités ordinaires nets ont augmenté par rapport aux périodes correspondantes de 2020, principalement en raison du fait qu'avant l'intégration complète et les synergies, les charges du siège social des entreprises récemment acquises étaient plus élevées en proportion des produits des activités ordinaires nets.

Profits et pertes de change et produits d'intérêts

Pour le trimestre et l'exercice, des profits de change liés à l'exploitation de 3,8 M\$ et de 18,6 M\$, respectivement, ont été enregistrés, ce qui a eu une incidence positive sur les résultats de 2021, comparativement à des pertes de 0,1 M\$ et de 10,3 M\$, respectivement, pour les périodes correspondantes de 2020. Cet écart est surtout attribuable au dollar américain.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements des actifs au titre de droits d'utilisation en pourcentage des produits des activités ordinaires nets a diminué pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2021 par rapport aux périodes correspondantes de 2020, en raison principalement de la résiliation de contrats de location et de modifications apportées à des contrats de location en lien avec la fermeture de bureaux et la réduction de l'activité, à mesure que la Société réalise des synergies avec les entreprises nouvellement acquises et travaille à l'élaboration d'un modèle de milieu de travail hybride. La dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles, en pourcentage des produits des activités ordinaires nets, a augmenté pour les deux périodes par rapport aux périodes correspondantes de 2020, hausse attribuable en grande partie aux immobilisations incorporelles comptabilisées dans le cadre de l'acquisition de Golder.

Coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation et coûts de mise en place du système ERP

Les coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation comprennent, s'ils sont engagés, les coûts de transaction et d'intégration liés aux acquisitions d'entreprises ainsi que tout profit ou toute perte découlant de la cession d'actifs non essentiels, les coûts du programme d'impartition correspondant essentiellement à des coûts de dédoublement et de transition découlant de la sous-traitance des fonctions de soutien de l'infrastructure et d'autres fonctions, les coûts de restructuration et les indemnités de départ versées dans le cadre des ajustements apportés à nos structures de coûts. Dans le tableau présenté plus haut, ces coûts sont combinés avec les coûts de mise en place du système ERP.

Les coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation et les coûts de mise en place du système ERP sont des composantes de la performance financière de la Société qui, à son avis, ne devraient pas être prises en compte lors de son évaluation de la performance opérationnelle et financière sous-jacente. En conséquence, ces coûts sont présentés séparément dans l'état consolidé du résultat net de la Société.

Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a engagé des coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation s'élevant respectivement à 23,6 M\$ et à 60,8 M\$, comparativement à 30,3 M\$ et à 103,4 M\$, respectivement, pour les périodes correspondantes de 2020. La diminution pour l'exercice 2021 est principalement attribuable aux indemnités de départ versées en 2020 dans le cadre des ajustements apportés à nos structures de coûts, ainsi qu'à un profit en 2021 sur la vente d'une participation dans une entreprise associée. Les coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation engagés au cours de l'exercice sont conformes à la fourchette des attentes de la direction, de 55 M\$ à 65 M\$.

8.5 CHARGES DE FINANCEMENT

Les charges de financement nettes du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2021 ont été supérieures à celles du quatrième trimestre de 2020, en raison surtout d'une diminution de la plus-value hors trésorerie des placements liés à un régime de rémunération différée à l'intention des employés aux États-Unis, d'un recul des profits sur instruments financiers dérivés et d'une augmentation des intérêts sur la dette à long terme.

Les charges de financement nettes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été supérieures à celles de 2020, en raison surtout des pertes sur les instruments financiers dérivés comptabilisées en 2021, comparativement à des profits en 2020, qui ont été en partie compensées par la baisse des taux d'intérêt sur les obligations locatives, la dette à long terme et les autres intérêts et frais bancaires.

8.6 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Au quatrième trimestre de 2021, une charge d'impôt sur le résultat de 44,1 M\$ a été comptabilisée sur un résultat avant impôt de 170,9 M\$, soit un taux d'impôt effectif de 25,8 %.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, une charge d'impôt sur le résultat de 171,0 M\$ a été comptabilisée sur un résultat avant impôt de 645,1 M\$, soit un taux d'impôt effectif de 26,5 %, ce qui est conforme à la fourchette prévisionnelle de la direction pour 2021.

8.7 RÉSULTAT NET

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société pour le quatrième trimestre de 2021 a augmenté pour s'établir à 126,7 M\$, ou 1,07 \$ par action sur une base diluée, en comparaison de 68,9 M\$, ou 0,61 \$ par action sur une base diluée, pour la période correspondante de 2020. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse du BAIIA ajusté, en partie annulée par l'augmentation de la dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et des charges de financement nettes.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 473,6 M\$, ou 4,07 \$ par action, contre 276,0 M\$, ou 2,51 \$ par action, en 2020. Cette augmentation est attribuable essentiellement à la hausse du BAIIA ajusté et à la baisse des coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation, facteurs en partie annulés par l'augmentation de la dotation aux amortissements.

8.8 RÉSULTAT NET AJUSTÉ

La direction a modifié sa définition du résultat net ajusté, en date du 1^{er} janvier 2021, pour exclure l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises. La modification a été apportée dans le cadre de l'acquisition de Golder, réalisée en avril 2021. Les résultats de la période correspondante ont été retraités après application de la définition actuelle.

La direction estime que le résultat net ajusté et le résultat net ajusté par action devraient être pris en considération pour évaluer le rendement de la Société par rapport à ses concurrents. Dans le cas des sociétés procédant à de multiples acquisitions ou à des regroupements, notamment dans le domaine de l'ingénierie et de la construction, cette mesure non conforme aux IFRS isole l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (créé

lors de la répartition du prix d'achat entre le goodwill et les immobilisations incorporelles). Elle est également ajustée pour tenir compte de certains éléments hors trésorerie liés à la volatilité du marché qui sont intrinsèquement imprévisibles.

Le résultat net ajusté s'est établi à 171,7 M\$, ou 1,46 \$ par action, pour le quatrième trimestre de 2021, comparativement à 93,0 M\$, ou 0,82 \$ par action, pour le quatrième trimestre de 2020. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, le résultat net ajusté s'est établi à 592,9 M\$, ou 5,09 \$ par action, comparativement à 394,6 M\$, ou 3,59 \$ par action, en 2020. L'augmentation de ces valeurs est principalement attribuable à la hausse du BAIIA ajusté.

Rapprochement du résultat net ajusté

Le tableau qui suit présente un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable :

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Quatrièmes trimestres clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Résultat net attribuable aux actionnaires	126,7 \$	68,9 \$	473,6 \$	276,0 \$
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	32,1 \$	17,8 \$	95,1 \$	77,5 \$
Coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation	23,6 \$	30,3 \$	60,8 \$	103,4 \$
Coûts de mise en place du système ERP	6,8 \$	— \$	6,8 \$	— \$
Profits sur les placements dans des titres liés aux obligations dans le cadre de la rémunération différée	(4,0) \$	(11,6) \$	(14,0) \$	(15,8) \$
(Profits) pertes latents sur instruments financiers dérivés	(1,7) \$	(7,5) \$	7,7 \$	(11,5) \$
Impôt sur le résultat relatif aux éléments ci-dessus	(11,8) \$	(4,9) \$	(37,1) \$	(35,0) \$
Résultat net ajusté*	171,7 \$	93,0 \$	592,9 \$	394,6 \$
Résultat net ajusté par action*	1,46 \$	0,82 \$	5,09 \$	3,59 \$

* Mesure financière non conforme aux IFRS ou ratio non conforme aux IFRS.

9 SITUATION DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	513,2 \$	381,8 \$	1 060,1 \$	1 125,1 \$
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités de financement	(138,3) \$	(453,8) \$	790,2 \$	(746,3) \$
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(76,1) \$	(85,2) \$	(1 344,9) \$	(185,3) \$
Effet des variations des cours du change sur la trésorerie	(4,6) \$	(0,3) \$	(13,8) \$	3,9 \$
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	294,2 \$	(157,5) \$	491,6 \$	197,4 \$
Dividendes versés aux actionnaires de Groupe WSP Global Inc.	(20,1) \$	(19,7) \$	(80,6) \$	(88,3) \$
Dépenses d'investissement nettes*	(60,6) \$	(29,7) \$	(110,8) \$	(88,5) \$

* Correspond aux dépenses d'investissement liées aux immobilisations corporelles et aux immobilisations incorporelles, déduction faite du produit des cessions et des avantages incitatifs à la location reçus.

9.1 ACTIVITÉS D'EXPLOITATION ET FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

La diminution des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 est attribuable essentiellement au fait que 2020 avait bénéficié d'un report d'impôt et d'autres remises dans certains territoires. De plus, la croissance interne des produits des activités ordinaires en 2021 a entraîné une augmentation des investissements dans le fonds de roulement.

Flux de trésorerie disponibles

Les entrées de flux de trésorerie disponibles se sont chiffrées à 646,1 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, comparativement à 735,3 M\$ en 2020. Les flux de trésorerie disponibles ont représenté 1,4 fois le résultat net attribuable aux actionnaires. La baisse des flux de trésorerie disponibles en 2021 s'explique en grande partie par le fait que 2020 avait bénéficié d'un report d'impôt et d'autres remises dans certains territoires. De plus, la croissance interne des produits des activités ordinaires en 2021 a entraîné une augmentation des investissements dans le fonds de roulement.

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles fournissent une indication de la capacité de la Société de continuer de générer des liquidités discrétionnaires grâce à l'exercice de ses activités d'exploitation. Les flux de trésorerie disponibles correspondent aux flux de trésorerie de la période qui sont disponibles pour les fournisseurs de capitaux, c'est-à-dire les créanciers et les actionnaires de la Société. Les flux de trésorerie disponibles doivent être examinés d'un exercice à l'autre plutôt que d'un trimestre à l'autre, puisque le moment des investissements dans des projets et la gestion du fonds de roulement peuvent avoir une incidence à court terme.

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	513,2 \$	381,8 \$	1 060,1 \$	1 125,1 \$
Paiements de loyers liés aux activités de financement	(82,7) \$	(87,6) \$	(303,2) \$	(301,3) \$
Dépenses d'investissement nettes*	(60,6) \$	(29,7) \$	(110,8) \$	(88,5) \$
Flux de trésorerie disponibles**	369,9 \$	264,5 \$	646,1 \$	735,3 \$

* Correspond aux dépenses d'investissement liées aux immobilisations corporelles et aux immobilisations incorporelles, déduction faite du produit des cessions et des avantages incitatifs à la location reçus.

** Mesure financière non conforme aux IFRS.

9.2 ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Pour le quatrième trimestre de 2021, les sorties de trésorerie liées aux activités de financement de 138,3 M\$ découlaient essentiellement des paiements de loyers, du remboursement net des emprunts aux termes des facilités de crédit et des dividendes versés aux actionnaires de la Société.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les entrées de trésorerie liées aux activités de financement de 790,2 M\$ découlaient de l'émission de billets de premier rang non garantis, du produit net des emprunts aux termes de la facilité de crédit et de l'émission d'actions ordinaires, qui ont été neutralisés en partie par les paiements de loyers.

9.3 ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Pour le quatrième trimestre de 2021, les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement se rapportent essentiellement à des dépenses d'investissement nettes et à des acquisitions d'entreprises.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement se rapportent essentiellement à des acquisitions d'entreprises. Les sorties de trésorerie affectées aux activités d'investissement ont augmenté, car les acquisitions d'entreprises ont été plus nombreuses en 2021 qu'en 2020. Les dépenses d'investissement nettes engagées en 2021 ont été inférieures aux attentes de la direction, soit de 150 M\$ à 170 M\$.

9.4 RATIO DE LA DETTE NETTE SUR LE BAIIA AJUSTÉ

Au 31 décembre 2021, l'état de la situation financière de la Société était solide avec une dette nette de 849,3 M\$ et un ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté de 0,6 fois.

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté a augmenté à la suite de l'acquisition de Golder. Pour financer une partie du prix d'achat de l'acquisition de Golder, dont la clôture a eu lieu le 7 avril 2021, la Société a prélevé un montant sur sa facilité de financement bancaire consentie de 960 M\$ US sous forme d'emprunts à terme échéant à diverses dates jusqu'en avril 2025.

De plus, le 19 avril 2021, WSP a émis des billets de premier rang non garantis échéant le 19 avril 2028 (les « billets ») à leur valeur nominale pour un produit brut total de 500 M\$. Les billets portent intérêt au taux fixe de 2,408 % par année, payable semestriellement le 19 avril et le 19 octobre de chaque année à compter du 19 octobre 2021 jusqu'à l'échéance. En avril 2021, la Société a affecté le produit net du placement au remboursement de la dette existante.

9.5 SOURCES DE FINANCEMENT

(en millions de dollars)	Aux	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie	927,4 \$	437,1 \$
Facilité de crédit consortiale disponible	1 442,9 \$	1 453,1 \$
Autres facilités de crédit d'exploitation	182,4 \$	128,1 \$
Sources de financement à court terme disponibles	2 552,7 \$	2 018,3 \$

La Société estime que ses flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et ses sources de financement à court terme disponibles lui permettront de soutenir sa stratégie de croissance continue, ses besoins en matière de fonds de roulement et ses dépenses d'investissement prévues.

9.6 FACILITÉS DE CRÉDIT

Au 31 décembre 2021, la Société disposait d'une facilité de crédit d'un montant maximal de 1 400 M\$ US consentie par un consortium d'institutions financières et d'un nouveau financement bancaire entièrement engagé de 750 M\$ US avec diverses échéances jusqu'en décembre 2025. La facilité de crédit de 1 400 M\$ US peut être utilisée pour financer les frais généraux de la Société et financer ses acquisitions d'entreprises. La facilité de crédit de 750 M\$ US a été utilisée pour financer une partie du prix d'achat de l'acquisition de Golder.

Aux termes de ces facilités de crédit, la Société est dans l'obligation, entre autres conditions, de respecter certaines clauses restrictives calculées sur une base consolidée. Les principales clauses se rapportent aux ratios de la dette nette consolidée sur le BAIIA ajusté consolidé et de la couverture des charges fixes. Ces conditions et ces ratios sont définis dans la convention régissant les facilités de crédit et ne correspondent pas aux mesures de la Société décrites à la

rubrique 22, « Glossaire des mesures sectorielles, des mesures financières non conformes aux IFRS et des autres mesures financières », ni aux autres termes utilisés dans le présent rapport de gestion. La direction s'assure trimestriellement de la conformité de la Société aux clauses restrictives dans le cadre des exigences de dépôt prévues en vertu de ses facilités de crédit. Toutes les clauses étaient respectées au 31 décembre 2021.

9.7 DIVIDENDES

Le 9 novembre 2021, la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,375 \$ par action ordinaire, à payer aux porteurs d'actions ordinaires inscrits le 31 décembre 2021. Ce dividende a été versé le 17 janvier 2022. Les dividendes ont totalisé 44,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021 et ont été versés après la clôture de l'exercice.

À la suite du paiement des dividendes déclarés le 4 novembre 2020, le 24 février 2021, le 12 mai 2021 et le 10 août 2021, un montant de 92,6 M\$ a été réinvesti dans 696 892 actions ordinaires dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes (le « RRD ») au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Après la clôture de l'exercice, les porteurs de 60 695 657 actions ordinaires, représentant 51,5 % du total des actions en circulation en date du 31 décembre 2021, ont choisi de participer au RRD. Par conséquent, le 17 janvier 2022, une tranche de 22,8 M\$ du dividende du quatrième trimestre a été réinvestie en actions ordinaires de la Société. La sortie nette de trésorerie, le 17 janvier 2022, a été de 21,4 M\$ pour le paiement du dividende du quatrième trimestre.

Le conseil d'administration de la Société (le « conseil ») a déterminé que le niveau actuel du dividende trimestriel est approprié compte tenu du résultat actuel de la Société et de ses besoins financiers actuels en fonction de ses activités. Il est prévu que le dividende demeurera à ce niveau, sous réserve de l'évaluation continue par le conseil des besoins futurs en trésorerie, de la performance financière, des liquidités et d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents. Le montant réel de tout dividende de même que chaque date de déclaration, date de clôture des registres et date de paiement sont déterminés par le conseil, à sa discrétion. Certains renseignements contenus dans la présente rubrique représentent des énoncés prospectifs. Veuillez vous reporter à la rubrique 19, « Énoncés prospectifs », du présent rapport de gestion.

9.8 OPTIONS SUR ACTIONS

Au 8 mars 2022, 729 314 options sur actions étaient en cours, à un prix d'exercice variant de 41,69 \$ à 180,65 \$.

10 SOMMAIRE DES HUIT DERNIERS TRIMESTRES

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Exercice 2021	2021				2020			
		T4 Quatrième trimestre clos le 31 décembre	T3 Troisième trimestre clos le 25 septembre	T2 Deuxième trimestre clos le 26 juin	T1 Premier trimestre clos le 26 mars	T4 Quatrième trimestre clos le 31 décembre	T3 Troisième trimestre clos le 26 septembre	T2 Deuxième trimestre clos le 27 juin	T1 Premier trimestre clos le 28 mars
Résultats d'exploitation									
Produits des activités ordinaires	10 279,1 \$	2 891,0 \$	2 650,2 \$	2 633,1 \$	2 104,8 \$	2 248,3 \$	2 137,8 \$	2 207,8 \$	2 210,0 \$
Produits des activités ordinaires nets	7 869,6 \$	2 147,4 \$	2 026,6 \$	2 028,8 \$	1 666,8 \$	1 688,3 \$	1 687,6 \$	1 747,1 \$	1 736,1 \$
BAIIA ajusté*	1 322,5 \$	361,2 \$	377,7 \$	342,6 \$	241,0 \$	262,1 \$	297,1 \$	276,1 \$	218,4 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires	473,6 \$	126,7 \$	139,0 \$	120,0 \$	87,9 \$	68,9 \$	104,3 \$	88,6 \$	14,2 \$
Résultat net de base par action**		1,08 \$	1,18 \$	1,03 \$	0,77 \$	0,61 \$	0,92 \$	0,83 \$	0,13 \$
Résultat net dilué par action**		1,07 \$	1,18 \$	1,02 \$	0,77 \$	0,61 \$	0,92 \$	0,83 \$	0,13 \$
Carnet de commandes									
		10 425,6 \$	10 032,4 \$	9 632,4 \$	8 430,9 \$	8 421,3 \$	8 505,8 \$	8 611,0 \$	8 481,0 \$
Dividendes									
Dividendes déclarés	175,0 \$	44,2 \$	44,1 \$	44,0 \$	42,7 \$	42,5 \$	42,5 \$	42,4 \$	39,8 \$
Dividendes déclarés, par action	1,50 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$

* Mesure financière non conforme aux IFRS.

** La somme du résultat net par action de tous les trimestres ne correspond pas nécessairement au résultat par action présenté pour l'année. Cela peut s'expliquer par l'effet de l'émission d'actions sur le nombre moyen pondéré d'actions ainsi que par l'incidence des options ayant un effet dilutif.

Le résultat et les produits des activités ordinaires trimestriels de la Société sont influencés, dans une certaine mesure, par le caractère saisonnier des activités. Les troisième et quatrième trimestres génèrent habituellement la contribution la plus importante aux produits des activités ordinaires et au BAIIA ajusté et le premier trimestre, la moins importante. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société sont également, dans une certaine mesure, soumis à des fluctuations saisonnières, le quatrième trimestre générant historiquement un montant plus élevé de flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation. Il n'est pas possible à l'heure actuelle d'estimer de manière fiable l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les tendances saisonnières historiques de la Société décrites ci-dessus.

11 PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES ANNUELLES

Exercices clos les 31 décembre	2021	2020	2019
(en millions de dollars, sauf les données par action)			
Produits des activités ordinaires	10 279,1 \$	8 803,9 \$	8 916,1 \$
Produits des activités ordinaires nets	7 869,6 \$	6 859,1 \$	6 886,3 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires de Groupe WSP Global Inc.	473,6 \$	276,0 \$	286,5 \$
Résultat net par action attribuable aux actionnaires de Groupe WSP Global Inc.			
De base	4,07 \$	2,51 \$	2,72 \$
Dilué	4,05 \$	2,50 \$	2,71 \$
Au 31 décembre	2021	2020	2019
Total de l'actif	11 250,4 \$	8 837,4 \$	8 676,1 \$
Passifs financiers non courants ¹⁾	2 245,4 \$	1 062,6 \$	1 930,8 \$
Dividendes par action déclarés aux porteurs d'actions ordinaires de Groupe WSP Global Inc.	1,50 \$	1,50 \$	1,50 \$

¹⁾ Les passifs financiers sont constitués de la dette à long terme et des obligations locatives, à l'exclusion de leur partie courante.

Les produits des activités ordinaires et les produits des activités ordinaires nets ont été stables de 2019 à 2020, l'incidence de la pandémie de COVID-19 ayant en grande partie été compensée par la croissance découlant d'acquisitions. En 2021, l'acquisition de Golder a été le principal facteur à l'origine de la croissance découlant des acquisitions de 15,3 %; pour sa part, la croissance interne de 3,3 %, qui est conforme aux attentes de la direction, a été principalement alimentée par les activités au Canada et au Royaume-Uni.

Le résultat net attribuable aux actionnaires et le résultat net par action attribuable aux actionnaires ont diminué de 2019 à 2020 en raison principalement de l'augmentation des coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation, compensée en partie par la baisse des charges de financement nettes. De 2020 à 2021, le résultat net attribuable aux actionnaires et le résultat net par action attribuable aux actionnaires ont augmenté, en raison surtout de la hausse du BAIIA ajusté et de la baisse des coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation, facteurs qui ont été neutralisés en partie par l'augmentation de la dotation aux amortissements.

Le total des actifs est demeuré stable entre le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2020, tandis que les passifs financiers non courants ont diminué du fait surtout du remboursement d'une partie des facilités de crédit possible grâce aux flux de trésorerie disponibles élevés en 2020 et au financement par capitaux propres réalisé au deuxième trimestre de 2020. Entre le 31 décembre 2020 et le 31 décembre 2021, le total des actifs et les passifs financiers non courants ont augmenté, du fait surtout des acquisitions d'entreprises.

12 GOUVERNANCE

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (les « CPCI ») et ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur est communiquée, particulièrement durant la période de préparation des rapports annuels;
- l'information qui doit être présentée dans les rapports annuels, les rapports intermédiaires ou les autres rapports que la Société dépose ou soumet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont évalué ou fait évaluer sous leur supervision l'efficacité des CPCI et, à la lumière de leur évaluation, ont conclu que la conception et le fonctionnement des CPCI de la Société étaient efficaces au 31 décembre 2021.

De plus, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont la responsabilité d'établir et de maintenir un contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») et ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision un CIIF d'après le cadre intégré de contrôle interne qui a été conçu par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (le « cadre de 2013 du COSO ») pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont évalué ou fait évaluer sous leur supervision l'efficacité du CIIF et, à la lumière de leur évaluation, ont conclu que la conception et le fonctionnement du CIIF étaient efficaces au 31 décembre 2021.

En raison des limites inhérentes des CPCI et du CIIF, la direction ne s'attend pas à ce que les CPCI et le CIIF permettent de prévenir ou de détecter toutes les erreurs ou les anomalies intentionnelles résultant d'actes frauduleux.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont limité la portée de leur conception des CPCI et du CIIF pour exclure les contrôles, politiques et procédures de Golder, qui a été acquise le 7 avril 2021, comme le permet le *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs des Autorités canadiennes en valeurs mobilières* dans les 365 jours suivant une acquisition. La note 5, « Acquisitions d'entreprises », des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 présente les principales informations financières concernant Golder.

Au cours de la période du 26 septembre 2021 au 31 décembre 2021, il n'est survenu aucun changement touchant le CIIF de la Société qui a eu, ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'il a pu avoir, une incidence significative sur le CIIF de la Société. Cependant, les mesures prises par la Société en réaction à la pandémie de COVID-19 et en conformité avec les recommandations des autorités gouvernementales, notamment le fait que de nombreux employés sont en télétravail, pourraient avoir une incidence sur la performance de certains contrôles internes. Par conséquent, la Société surveillera et évaluera en continu les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les CPCI et sur le CIIF afin de maintenir un solide environnement de contrôle et d'y apporter les ajustements nécessaires s'il y a lieu. Pendant cette situation sans précédent, la direction a réitéré l'importance des contrôles internes et assuré une communication fréquente à tous les échelons dans l'ensemble de l'organisation.

Responsabilité du conseil d'administration

Le conseil a un rôle de surveillance à l'égard de l'information financière communiquée au public. De ce fait, le conseil de WSP a revu et approuvé, après recommandation par le comité d'audit de la Société, le rapport de gestion et les états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 avant leur publication.

13 ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

La préparation des états financiers exige que la direction formule des jugements, des hypothèses et des estimations lorsqu'elle applique les méthodes comptables de la Société. Les estimations comptables critiques sont celles qui exigent que la direction élabore des hypothèses concernant des questions hautement incertaines au moment de l'estimation. Les estimations comptables critiques sont également celles qui auraient pu être formulées différemment ou qui sont raisonnablement susceptibles d'être modifiées, ce qui aurait une incidence significative sur la situation financière ou sur les résultats d'exploitation de la Société.

Les estimations et les hypothèses font l'objet d'une évaluation continue et se fondent sur les tendances antérieures et sur d'autres facteurs, notamment les attentes quant aux événements futurs dont on estime la matérialisation probable dans des circonstances raisonnables. Les résultats réels seront différents des estimations établies, et ces différences pourraient être importantes.

Les principales estimations comptables de la Société sont présentées à la note 4, « Estimations comptables et jugements critiques », des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

14 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

NOUVELLES NORMES COMPTABLES ET CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES ENTRANT EN VIGUEUR EN 2021

Les modifications aux normes comptables existantes présentées ci-après ont été adoptées par la Société le 1^{er} janvier 2021 et n'ont eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés de la Société.

Coûts de configuration et de personnalisation dans une entente d'infonuagique (IAS 38 *Immobilisations incorporelles*)

En avril 2021, l'IFRS Interpretations Committee (l'« IFRIC ») a arrêté sa décision et publié « Configuration or Customization Costs in a Cloud Computing Arrangement (IAS 38 *Intangible Assets*) » [Coûts de configuration ou de personnalisation dans une entente d'infonuagique (IAS 38 *Immobilisations incorporelles*)] qui clarifie la comptabilisation par les clients des coûts de configuration et de personnalisation relativement à une entente d'infonuagique. Comme il est indiqué dans la décision de l'IFRIC, les coûts engagés pour configurer ou personnaliser un logiciel dans le cadre d'une entente d'infonuagique ne peuvent être comptabilisés en tant qu'immobilisations incorporelles que si les activités génèrent une immobilisation incorporelle contrôlée par l'entité et répondant aux critères de comptabilisation pertinents. La direction a finalisé son évaluation de l'incidence de cette décision et a conclu que les coûts engagés pour le système ERP basé sur l'infonuagique récemment mis en place par la Société ne répond pas aux critères permettant leur incorporation dans le coût de l'actif; par conséquent, ces coûts et les autres coûts de mise en place du système ERP sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

Réforme du taux d'intérêt de référence – phase 2

En août 2020, l'IASB a publié la phase 2 des modifications d'IFRS 9, d'IAS 39, d'IFRS 7, d'IFRS 4 et d'IFRS 16 afin de régler les problèmes découlant de la mise en œuvre de la réforme du taux d'intérêt de référence, y compris le remplacement d'un taux d'intérêt de référence par un autre taux d'intérêt de référence. La phase 2 des modifications exige qu'une entité cesse

de manière prospective l'application des exemptions de la phase 1 à une composante de risque non contractuellement spécifiée au plus tôt lorsque des changements sont apportés à la composante de risque non contractuellement spécifiée, ou lorsqu'il est mis fin à une relation de couverture. Aucune date de fin n'a été fournie dans la phase 1 des modifications pour les composantes de risque. La phase 2 des modifications prévoit des exemptions temporaires supplémentaires de l'application de certaines dispositions précises de la comptabilité de couverture d'IAS 39 et d'IFRS 9 aux relations de couverture directement touchées par la réforme des taux interbancaires.

NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS RÉCENTES NON ENCORE EN VIGUEUR NI APPLIQUÉES

Se reporter à la note 3, « Développements en matière de méthode comptable », des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 pour plus de précisions.

15 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers de la Société comprennent la trésorerie, les créances clients et les autres créances. Les passifs financiers de la Société comprennent les dettes d'exploitation et charges à payer, les dividendes à payer aux actionnaires, les obligations locatives et la dette à long terme.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux fluctuations des cours du change. Elle n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de négociation ou de spéculation. Pour une description des activités de couverture de la Société, se reporter à la note 14, « Instruments financiers », des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Les instruments financiers de la Société exposent principalement celle-ci au risque de change, au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de taux d'intérêt. Se reporter à la rubrique 20, « Facteurs de risque », ainsi qu'à la note 14, « Instruments financiers », des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 pour une description de ces risques et de la manière dont ils sont gérés, ainsi que pour une description de la méthode de calcul des justes valeurs.

16 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les parties liées de la Société, telles qu'elles sont définies par les IFRS, se composent de ses entreprises communes, de ses coentreprises, de ses entreprises associées et de ses principaux dirigeants. Toute transaction importante avec ces parties liées est décrite à la note 30, « Transactions entre parties liées », des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

17 ARRANGEMENTS HORS BILAN

La Société n'a aucun arrangement hors bilan, à l'exception de lettres de crédit.

18 ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

La Société a conclu des engagements contractuels comportant des dates d'échéance différentes, principalement pour la location de locaux à bureaux et de matériel informatique. Le tableau qui suit présente sommairement les engagements contractuels à long terme non actualisés de la Société au 31 décembre 2021 :

(en millions de dollars)	2022	2023	2024 et par la suite	Total
Dettes à long terme	326,2 \$	180,1 \$	1 347,0 \$	1 853,3 \$
Obligations locatives	294,1 \$	237,5 \$	718,3 \$	1 249,9 \$

La direction s'attend à ce que les flux de trésorerie des activités d'exploitation de la Société et les montants disponibles aux termes de ses facilités de crédit soient suffisants pour honorer tous ses engagements contractuels futurs.

19 ÉNONCÉS PROSPECTIFS

En plus de communiquer des données historiques, la Société peut formuler ou présenter, dans le présent rapport de gestion, des énoncés ou de l'information qui ne sont pas fondés sur des faits passés et peuvent être considérés comme étant de l'information prospective ou des énoncés prospectifs en vertu des lois canadiennes sur les valeurs mobilières. Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou à un rendement futur et reflètent les attentes de la direction quant à la croissance, aux résultats d'exploitation, au rendement et aux perspectives d'affaires de même qu'aux débouchés de la Société ou de son secteur d'activité.

Le présent rapport de gestion peut contenir des énoncés prospectifs. On reconnaît habituellement les énoncés prospectifs à l'emploi de termes ou d'expressions comme « pouvoir », « devoir », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer » ou d'autres termes semblables, employés au présent, au futur ou au conditionnel, y compris à la forme négative. Ces énoncés prospectifs traduisent les opinions actuelles de la direction et sont fondés sur certaines hypothèses et certains facteurs présentés dans le présent rapport de gestion, hypothèses et facteurs qui, par leur nature, sont assujettis à des incertitudes et à des risques inhérents. Bien que la Société considère que ces hypothèses et ces facteurs sont raisonnables, les événements ou les résultats pourraient différer fortement des résultats, des prévisions ou des conclusions prévus de manière explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs.

Les énoncés prospectifs de la Société sont fondés sur des postulats que cette dernière considérerait comme étant raisonnables à la date à laquelle les énoncés sont faits, y compris les hypothèses présentées dans le présent rapport de gestion et les postulats à propos de ce qui suit : la conjoncture économique et politique; l'état de l'économie mondiale et de l'économie dans les régions où la Société exerce des activités; l'état des marchés de capitaux et de crédit mondiaux et locaux et l'accès à ces marchés; les répercussions prévues de la pandémie de COVID-19 sur les activités, les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie ou la situation financière de la Société, y compris l'incidence des mesures mises en œuvre en réaction à la pandémie de COVID-19; les avantages attendus de la réalisation de l'acquisition de Golder et d'autres acquisitions; la date de réalisation et les avantages prévus de l'acquisition de Golder et des autres acquisitions; ainsi que les synergies prévues à la suite de ces acquisitions; les taux d'intérêt; les besoins en fonds de roulement; le recouvrement de créances clients; l'obtention de nouveaux contrats par la Société; le type de contrats conclus par la Société; les marges anticipées relativement aux nouveaux contrats obtenus; l'utilisation de la main-d'œuvre par la Société; la capacité de la Société d'attirer de nouveaux clients; la capacité de la Société de retenir ses clients, les changements dans l'exécution des contrats; la réalisation des projets; la concurrence; la capacité de la Société de réussir l'intégration des entreprises acquises; l'acquisition et l'intégration futures d'entreprises; la capacité de la Société de gérer la croissance; les facteurs externes qui touchent les activités internationales de la Société; l'état du carnet de commandes de la Société; les ententes de partenariats en cours ou celles que la Société conclura; les immobilisations par les secteurs public et privé; les relations avec les fournisseurs et les sous-consultants; les relations avec la direction, les professionnels clés et les autres employés de la Société; le maintien en vigueur d'assurances suffisantes; la gestion du risque environnemental et des risques en matière de santé et de sécurité; le caractère suffisant des systèmes d'information, de la technologie de communication et des autres éléments technologiques actuels et planifiés de la Société; la conformité aux lois et aux

règlements; les poursuites judiciaires futures; le caractère adéquat des mécanismes internes de contrôle et d'information; le cadre réglementaire; la dépréciation du goodwill; la fluctuation des devises étrangères; les lois et les règlements en matière de fiscalité auxquels la Société est assujettie et l'état des régimes d'avantages sociaux de la Société. Si ces postulats ne se révèlent pas exacts, les résultats réels de la Société pourraient différer fortement de ceux qui sont décrits de manière explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs.

Pour évaluer les énoncés prospectifs, les investisseurs devraient spécifiquement prendre en compte divers facteurs de risque qui, s'ils se matérialisent, pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent considérablement de ceux exprimés, explicitement ou implicitement, dans ces énoncés prospectifs. Ces facteurs de risque comprennent, mais sans s'y limiter, les facteurs de risque décrits aux sections suivantes de la rubrique 20, « Facteurs de risque » : « Incidence de la pandémie de COVID-19 », « Risques pour la santé et la sécurité », « Non-conformité aux lois et aux règlements », « Défaillance, interruption ou atteinte à la sécurité des systèmes, des réseaux et des données informatiques », « Disponibilité et rétention de personnel professionnel qualifié », « Utilisation adéquate de la main-d'œuvre », « Activités internationales », « Concurrence dans le secteur », « Contrats pour services professionnels », « Produits provenant de contrats avec des instances gouvernementales », « Défis associés à la taille », « Croissance par voie d'acquisitions », « Intégration et gestion des acquisitions », « Mécanismes de contrôle et divulgation », « Poursuites actuelles et éventuelles », « Réputation », « Conditions météorologiques extrêmes et impact de catastrophes naturelles ou autres », « Impacts écologiques et sociaux des projets », Conséquences de l'établissement et de l'annonce des cibles ESG », « Arrêt de travail et conflits de travail », « Partenariats », « Dépendance de la Société envers des fournisseurs et des sous-consultants », « Conjoncture économique », « Modifications de la réglementation », « Plafonds d'assurance », « Modifications du carnet de commandes », « Protection des droits de propriété intellectuelle », « Détérioration de la situation financière ou de la position nette de trésorerie », « Besoins en fonds de roulement », « Créances clients », « Hausse de l'endettement et mobilisation de capitaux », « Dépréciation des actifs à long terme », « Exposition aux monnaies étrangères », « Impôt sur le résultat », « Obligations relatives à des régimes de retraite à prestations définies sous-capitalisés », « Dilution potentielle et volatilité du cours de l'action », « Risques liés aux énoncés prospectifs ». Les investisseurs devraient également prendre en considération les autres risques dont il est fait mention dans les rapports que la Société dépose de temps à autre auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières ou des commissions des valeurs mobilières, ou dans les autres documents qu'elle publie, et qui pourraient faire en sorte que les événements ou les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats indiqués de manière explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs.

La Société tient à préciser que la liste des facteurs de risque qui précède n'est pas exhaustive. Rien ne garantit que les résultats réels seront conformes à ceux formulés dans les énoncés prospectifs. La Société n'est aucunement tenue de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs, même si de nouvelles informations deviennent disponibles, à moins que la loi ne l'exige. Les lecteurs ne doivent pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. La Société peut également formuler verbalement des énoncés prospectifs à l'occasion. La Société recommande de lire les paragraphes précédents et les facteurs de risque énoncés à la rubrique 20, « Facteurs de risque », du présent rapport de gestion pour obtenir une description de certains facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent sensiblement des résultats exprimés ou sous-entendus dans tout énoncé prospectif verbal.

20 FACTEURS DE RISQUE

La Société est assujettie à divers risques et incertitudes et subit l'influence d'un certain nombre de facteurs qui pourraient avoir d'importantes répercussions négatives sur ses activités, sa situation financière, ses résultats d'exploitation, ses perspectives ou la réalisation de son plan stratégique mondial pour 2022 à 2024. Ces risques devraient être pris en considération pour évaluer un investissement dans la Société et pourraient, entre autres, entraîner une baisse du cours des actions de la Société ou compromettre la capacité de la Société à déclarer ou à verser des dividendes sur ces dernières.

Cette section donne une description des risques que la direction considère comme étant les plus importants pour les activités de la Société. Ce n'est toutefois pas une liste exhaustive des risques potentiels auxquels la Société fait, ou pourrait faire face. D'autres risques et incertitudes dont la Société n'a actuellement pas connaissance ou qu'elle ne considère pas comme importants à l'heure actuelle pourraient survenir et nuire à ses activités, entraîner un repli du cours de l'action ou nuire à la capacité de la Société à déclarer ou à verser des dividendes sur les actions.

RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS

Incidence de la pandémie de COVID-19

La reprise économique mondiale post-COVID se poursuit. Toutefois, en raison de la possibilité de nouveaux variants et de déséquilibres en matière d'immunisation à l'échelle mondiale, la COVID-19 pourrait encore avoir une incidence sur les sources de financement et les liquidités de la Société dans l'avenir, y compris la capacité à obtenir du financement à des conditions intéressantes, ou à obtenir du financement tout court. Une détérioration des activités, des annulations ou des résiliations de contrats, ou les pressions du marché pourraient faire en sorte que les ventes, le résultat et les flux de trésorerie de la Société diminuent sous le seuil de sa fourchette de projections actuelles et pourraient entraîner une dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles. Les probabilités et l'ampleur de ces effets sont par nature difficiles à prévoir; toutefois, les mesures de relance économique adoptées dans bon nombre de régions où nous sommes présents devraient les atténuer.

Les mesures prises par les autorités du monde entier pour endiguer cette crise sanitaire, y compris l'interdiction de voyager, la fermeture des frontières, les quarantaines, les limites de capacité et la distanciation sociale, ainsi que l'inquiétude et l'incertitude générales considérables ont été quelque peu assouplies, mais pourraient causer des perturbations si de nouvelles mesures étaient mises en place ou si les réouvertures prévues devaient se faire à un rythme plus lent.

Les effets à long terme des mesures d'atténuation mises en œuvre en raison de la pandémie de COVID-19, y compris des modalités de travail plus souple, pourraient influencer non seulement sur les activités de la Société, mais aussi sur le niveau d'engagement, les perspectives et la productivité de ses effectifs en général. D'autres effets à long terme de la pandémie de COVID-19 pourraient aussi augmenter le niveau des autres risques auxquels la Société est déjà assujettie et qui sont décrits ci-dessous, lesquels pourraient tous avoir une incidence négative sur les activités, la performance financière et la situation financière de la Société.

De plus, la perturbation de la chaîne d'approvisionnement mondiale a entraîné des pénuries généralisées et des hausses de prix de certains biens et services. Bien que la chaîne d'approvisionnement mondiale commence à montrer des signes de reprise, les effets et la gravité de cette perturbation de la chaîne d'approvisionnement sur l'économie mondiale pourraient avoir une incidence sur la capacité de la Société à se procurer certains biens et services nécessaires pour assurer une prestation adéquate de ses services.

À mesure que la Société continue de surveiller activement les questions soulevées par la pandémie de COVID-19, elle pourrait prendre des mesures supplémentaires qui modifient ses activités, selon ce que pourraient exiger les autorités gouvernementales, ou si elle établit que de telles mesures sont dans l'intérêt de ses employés, de ses clients, de ses partenaires et de ses actionnaires, et la Société ne peut prédire précisément quelle incidence ces modifications pourraient avoir sur ses activités, y compris leurs répercussions sur ses résultats financiers. L'imposition de restrictions supplémentaires par les autorités gouvernementales afin de contrer la COVID-19 et ses variants, le maintien de mesures actuelles ou futures sur une période prolongée ou l'imposition d'autres restrictions ou conditions touchant la capacité de la Société à rouvrir complètement ses bureaux ou à accéder aux sites des projets pourrait avoir une incidence négative sur ses activités, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie. Or, l'ampleur et la durée de cette incidence sont très incertaines, sont impossibles à anticiper et dépendront d'un grand nombre de facteurs qui échappent au contrôle et à la connaissance de la Société.

Risques pour la santé et la sécurité

Les systèmes, processus et politiques de la Société en matière de santé, de sécurité et de bien-être visent à réduire les risques pour les employés, sous-consultants et autres tiers. Cependant, sur les chantiers, les employés et autres tiers sont à proximité de gros équipements, de véhicules en déplacements, de procédés dangereux ou de matériaux hautement réglementés dans des endroits difficiles d'accès ou éloignés, ce qui peut accroître les risques pour la santé et la sécurité. Le fait de ne pas mettre en œuvre ou suivre les procédures de sécurité appropriées pourrait entraîner des blessures, des maladies, des décès ou des dommages à l'environnement ou aux biens de la Société ou de tiers.

Sur les chantiers de certains projets, la Société peut être responsable de la sécurité; elle a par conséquent l'obligation de mettre en œuvre des procédures de sécurité efficaces. Les sites de projet peuvent présenter des risques importants pour la santé et la sécurité de nos employés.

Dans le cours normal de ses activités, les employés de la Société émettent fréquemment des jugements professionnels et des recommandations sur les conditions environnementales et techniques des chantiers pour les projets des clients de la Société. La Société peut être réputée responsable de ces jugements et recommandations professionnels si ceux-ci sont ultérieurement jugés inexacts ou causent des blessures ou des dommages. Des conditions de travail non sécuritaires peuvent accroître le taux de rotation du personnel et augmenter les coûts de projet et d'exploitation, tout en ayant une incidence négative sur l'attribution de nouveaux contrats. La Société pourrait aussi être exposée à des coûts de sécurité importants afin de maintenir la sécurité de son personnel ainsi qu'à une responsabilité civile et/ou légale envers les employés et à une atteinte à la réputation à la suite de blessures ou de décès qui surviendraient parce que les politiques et les pratiques en matière de santé et de sécurité seraient inadéquates. La Société ne peut se protéger entièrement contre tous ces risques, et tous les risques ne sont pas par ailleurs assurables. La Société pourrait être déclarée responsable de dommages découlant d'événements pour lesquels elle ne peut obtenir d'assurance ou pour lesquels elle pourrait avoir choisi de ne pas s'assurer pour divers motifs.

La Société exerce ses activités dans toutes les régions du monde, travaillant dans des environnements et des zones géographiques difficiles à risque très élevé, qui présentent de nombreux risques, notamment des problèmes de sécurité, de troubles politiques, de stabilité du pays et divers degrés de risques médicaux pour le personnel, le tout combiné avec des cultures différentes, des exigences législatives régionales et des normes d'exploitation régionales. Les actes de terrorisme et les menaces de conflits armés dans différentes zones dans lesquelles la Société exerce ses activités, ou autour de ces zones, pourraient limiter ou perturber les marchés et ses activités, y compris des perturbations résultant de l'évacuation du personnel, de l'annulation de contrats, ou de la perte d'employés, de sous-traitants ou d'actifs clés. De plus, la Société risque de devoir engager des coûts additionnels à l'égard de projets dans le cadre desquels se sont produits des dommages à l'environnement ou des incidents concernant la santé et la sécurité, parce qu'il faudra plus de temps pour les réaliser ou parce que des blessures entraîneront des pertes de temps.

En outre, les employés de la Société ont été de plus en plus exposés à des risques de bien-être en raison de la COVID-19 et d'autres facteurs contributifs, ce qui peut entraîner une détérioration de l'équilibre travail-vie personnelle, une réduction de la productivité, une détérioration de la santé mentale et physique de la main-d'œuvre, une augmentation de l'absentéisme, des incidents et des accidents de travail. Cette situation pourrait avoir une incidence sur la prestation de nos services professionnels et, par conséquent, sur les objectifs commerciaux et la situation financière de la Société.

Non-conformité aux lois et aux règlements

La Société fait face à des risques liés au non-respect des lois, des règlements, des règles et autres exigences juridiques actuelles, nouvelles ou modifiées, mis en place par les gouvernements et autres autorités pertinentes, concernant notamment les restrictions commerciales, les contrôles des exportations, les fausses allégations, la protection des données classifiées, le lobbying ou autres activités similaires, la réglementation en valeurs mobilières, les lois antitrust, les lois entourant la confidentialité des données, les taxes et l'impôt, l'environnement et les lois régissant les relations de travail, ainsi qu'à des risques liés à la corruption, à des agissements anticoncurrentiels, à des contributions politiques illicites et à des manquements à l'éthique, qui pourraient avoir un effet nuisible important sur ses résultats. Même si la Société a adopté des mesures de contrôle et mis en place des politiques visant à atténuer ces risques, incluant un programme anticorruption, ces mesures de contrôle et ces politiques ont des limites ou des restrictions inhérentes : elles sont notamment susceptibles à l'erreur humaine, elles peuvent être contournées intentionnellement ou devenir inadéquates si les conditions changent. De plus, la coordination des activités de la Société pour faire face aux divers cadres juridiques et réglementaires complexes dans lesquels elle évolue présente des défis importants. Les mesures de contrôle mises en place par la Société pourraient ne pas être suffisamment efficaces pour la protéger contre les conséquences de tels agissements par ses anciens ou nouveaux administrateurs, dirigeants, employés, conseillers, mandataires ou partenaires, ou contre la corruption touchant ses activités et des questions d'éthique. Par conséquent, des actes frauduleux, de la corruption ou d'autres actes imprudents ou criminels pourraient être commis et demeurer non détectés, ce qui occasionnerait une perte d'actifs ou une inexactitude dans les états financiers de la Société et ses documents d'information.

En outre, des actes frauduleux, de la corruption, une contribution politique illicite, la non-conformité aux lois et règlements déjà en vigueur ou proposés, des agissements anticoncurrentiels ou la commission d'une infraction criminelle, d'actes malicieux ou d'actes d'inconduite par d'anciens ou nouveaux administrateurs, dirigeants, employés, conseillers, mandataires ou partenaires de la Société, y compris ceux des entreprises acquises par la Société, pourraient la rendre passible d'amendes et de pénalités, de sanctions civiles, criminelles et administratives et l'exposer à une incapacité à soumissionner pour des contrats gouvernementaux ou privés, ou à obtenir de tels contrats, ce qui pourrait réduire ses produits des activités ordinaires et ses profits et pourraient nuire considérablement aux activités, aux résultats d'exploitation, à la situation financière, à la réputation, à la marque, et à l'expansion de la Société et à sa capacité d'attirer et de retenir des employés et des clients, et pourraient avoir une incidence négative sur le cours des actions de la Société. L'imposition d'une sanction formelle par les autorités gouvernementales dans l'une ou l'autre de ces circonstances pourrait nécessiter la comptabilisation immédiate d'une charge en résultat et avoir une incidence négative sur les actifs, les passifs, les produits des activités ordinaires ou le goodwill de la Société.

Dans le cadre des relations d'affaires qu'elle entretient avec des organisations, des entreprises et des agences gouvernementales dans chacun des pays où elle mène des activités, WSP doit se conformer à des lois et des règlements complexes qui régissent les marchés publics et visent à faire en sorte que les organisations du secteur public octroient et gèrent les contrats de manière transparente, compétitive, efficiente et non discriminatoire. Ces règles peuvent également imposer des mécanismes de vérification et des obligations de déclaration, ainsi qu'une réponse aux préoccupations de sécurité nationale. WSP peut faire l'objet d'audits et d'enquêtes par des ministères et organismes gouvernementaux en ce qui a trait au respect de ces règles. Le non-respect de ces exigences pourrait entraîner des pénalités et des sanctions pour la Société, y compris la résiliation de contrats, la suspension de paiements, la suspension ou la radiation de l'exercice d'activités auprès du gouvernement et des amendes. WSP peut aussi être dans l'obligation, dans certains pays, d'obtenir des autorisations ou des attestations afin de conclure des contrats avec des organisations, des entreprises et des agences gouvernementales, autorisations et attestations qui peuvent être révoquées dans diverses circonstances, entre autres au gré d'une autorité gouvernementale ou si la Société ou ses entreprises affiliées, ses administrateurs ou ses dirigeants sont trouvés coupables d'une infraction. Le non-respect de ces lois et règlements par la Société ou la commission par la Société, ses dirigeants, employés ou mandataires d'une infraction ou d'une inconduite prévue par ces règles pourraient rendre la Société passible d'une déclaration d'inhabileté à passer des contrats avec un organisme public ou dans certains pays, obligatoire ou discrétionnaire, permanente ou temporaire, et l'exposer à la résiliation de certains contrats gouvernementaux ainsi qu'à des amendes, des pénalités et d'autres sanctions. Advenant une déclaration de culpabilité à l'égard d'une infraction, la Société pourrait se voir refuser le droit de participer aux contrats avec des organisations, des entreprises et des agences gouvernementales pour de longues périodes. Une telle déclaration de culpabilité pourrait également porter atteinte à sa réputation. L'inadmissibilité de la Société à conclure des contrats avec les organismes publics, une condamnation à la suite de certaines infractions ou l'imposition d'amendes formelles à l'égard de telles infractions dans l'un ou l'autre des pays où elle exploite une entreprise ou exerce ses activités pourraient l'empêcher de présenter des soumissions relatives à des contrats publics ou en sous-traitance dans ce territoire ou ailleurs, et tous ces facteurs pourraient avoir une incidence négative sur les activités de la Société.

La Société est en outre assujettie, dans certains pays où elle mène des activités, à des lois qui accordent aux autorités gouvernementales le pouvoir d'établir des mesures exceptionnelles afin que des sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de l'adjudication, de l'attribution ou de la gestion de contrats publics puissent être récupérées. En lien avec un remboursement ou un règlement en vertu de telles mesures législatives, diverses conditions peuvent être imposées à la Société, et elle pourrait être tenue d'apporter certains changements à ses pratiques opérationnelles ce qui pourrait entraîner des coûts additionnels, en plus de compromettre sa capacité à saisir des occasions d'affaires.

Les services fournis par la Société sont également assujettis à de nombreux règlements et lois de protection de l'environnement complexes et stricts. Des amendes, des pénalités et d'autres sanctions importantes peuvent être imposées en cas de non-respect des lois et des règlements environnementaux. En outre, certaines lois environnementales prévoient des responsabilités solidaires strictes pour la remise en état à la suite du rejet de substances dangereuses, rendant ainsi une personne responsable de dommages environnementaux, sans égard à la négligence ou à la faute de cette personne. Ces lois et règlements peuvent exposer la Société à une responsabilité découlant de l'exercice d'activités ou de conditions causées par d'autres personnes et, dans certains cas, à l'égard d'actes de la Société qui étaient conformes à toutes les lois applicables au moment où ces actes ont été accomplis. Le non-respect des lois et des règlements environnementaux

pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Dans l'ensemble de ses activités mondiales et dans le cadre de ses activités de fusion et acquisition, la Société doit se conformer à de nombreuses lois et réglementations sur la confidentialité et la protection des données applicables dans plusieurs territoires, et conçues pour protéger les informations personnelles. Alors que le paysage mondial de la protection des données évolue encore et que de nouvelles lois émergent et sont de plus en plus conflictuelles entre les différents pays dans lesquels la Société exerce ses activités, la Société est touchée par un risque et des coûts de conformité accrus. Si elle n'est pas en mesure de protéger la vie privée et les renseignements personnels conformément à ces lois, y compris le Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne et du Royaume-Uni, la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques* (LPRPDE) et la loi intitulée *California Consumer Privacy Act* (CCPA), la Société serait passible d'importantes pénalités réglementaires et devrait répondre à des obligations juridiques et engager des coûts de réparation.

Défaillance, interruption ou atteinte à la sécurité des systèmes, des réseaux et des données informatiques

Pour bien fonctionner, assurer une prestation de services adéquate à ses clients et atteindre ses objectifs d'affaires, la Société compte beaucoup sur les technologies de l'information. Au moyen de ces technologies, la Société traite des renseignements exclusifs relatifs à ses activités, des renseignements sur les clients et des renseignements liés à des tiers. Ces renseignements peuvent comprendre des renseignements exclusifs, sensibles et personnels limités à la nature des services professionnels qu'elle fournit, ainsi que des renseignements personnels relatifs aux employés.

La Société fait face à de nombreuses menaces à la sécurité qui évoluent constamment, sont de plus en plus sophistiquées et sont de plus en plus difficiles à détecter et contre lesquelles il est de plus en plus difficile de se défendre avec succès. Ces menaces comprennent les cybermenaces provenant de pirates informatiques, de rançongiciels, de refus de service et d'autres formes d'attaques malveillantes, de pirates, d'organisations parrainées par l'État et d'espionnage industriel, d'hameçonnage et d'autres techniques de piratage psychologiques, d'atteintes à la sécurité physique ou électronique, de virus informatiques, d'accès non autorisé, d'inconduite de la part des employés, d'erreurs humaines ou d'erreurs technologiques, ou d'événements ou de perturbations similaires. Chacune de ces menaces pourrait causer des interruptions ou des retards de fonctionnement ainsi que la perte de données critiques, de même qu'exposer la Société, ses clients ou d'autres tiers à des responsabilités potentielles, à des litiges et à des mesures réglementaires, ainsi qu'à une perte de confiance par les clients, à la perte de clients actuels ou potentiels, à la perte de contrats gouvernementaux sensibles, à des dommages à la marque ou à la réputation, aux capacités en matière d'information financière et à d'autres pertes financières.

La Société s'appuie sur des mesures de sécurité et des contrôles techniques et organisationnels acceptés par l'industrie pour protéger ses systèmes d'information et de technologie de l'information. La Société pourrait être tenue d'engager des ressources de plus en plus importantes et d'avoir recours à des mesures de sécurité supplémentaires afin de se prémunir contre les cybermenaces décrites plus haut.

Les activités de la Société pourraient être interrompues ou retardées si la Société n'est pas en mesure de maintenir de façon continue et adéquate ses technologies de l'information, d'adapter et d'ajouter des logiciels et du matériel, de mettre à niveau efficacement ses systèmes et son infrastructure de réseau, de maintenir en poste le personnel clé des technologies de l'information et de prendre d'autres mesures pour améliorer l'efficacité et protéger ses systèmes.

En outre, les systèmes informatiques et les systèmes de communication pourraient être endommagés ou leur fonctionnement pourrait être interrompu en raison de catastrophes naturelles, de pannes de télécommunication, d'actes de guerre ou de terrorisme.

La Société s'appuie sur des logiciels et des services de tiers dans le cadre de la prestation de services professionnels à ses clients, comme la gestion de la conception, de la collaboration et des projets, ainsi que pour soutenir ses systèmes d'information comptable et financière. Bien que la Société sélectionne soigneusement les fournisseurs tiers, elle ne contrôle pas leurs actions. Tout service technologique fourni par un tiers, y compris par un sous-traitant, un partenaire

commercial ou un fournisseur, peut être sujet à des pannes, à des interruptions des services d'information ou de communication, à une incapacité de traiter les volumes actuels ou des volumes plus importants, à des cyberattaques, ainsi qu'à des violations de la sécurité et des données. De tels risques pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités de la Société et sur sa capacité à fournir des services à ses clients. De plus, la Société peut engager des frais supplémentaires pour corriger des erreurs ou des défaillances de tiers.

Le nombre d'employés travaillant à distance et utilisant des systèmes de collaboration en ligne a considérablement augmenté en raison de la pandémie. Les investissements dans les systèmes et l'infrastructure ont facilité cette transition et ont réduit au minimum l'incidence sur la productivité. Toutefois, le télétravail augmente l'exposition de la Société aux menaces à la cybersécurité comme la perte d'appareils, les fuites de données ou le piratage de comptes par hameçonnage.

Les services numériques de la Société sont en constante évolution et utilisent de plus en plus les technologies émergentes comme l'infonuagique, l'apprentissage machine et l'intelligence artificielle. De plus, nos prestations de services aux clients utilisent de plus en plus des technologies innovantes telles que les bâtiments intelligents et la robotique automatisée. Ces technologies comportent des risques supplémentaires qui nécessitent des investissements pour en protéger l'utilisation, et tout incident de cybersécurité de ces systèmes peut exposer la Société et ses clients à des coûts de réparation et des frais de litige.

Disponibilité et rétention de personnel professionnel qualifié

Dans les domaines où la Société exerce ses activités, il règne une forte concurrence pour embaucher du personnel technique et du personnel de gestion qualifiés. Le succès de la Société est en partie tributaire de sa capacité à recruter et à maintenir en poste des ingénieurs qualifiés et d'autres professionnels compétents, ainsi qu'à établir et à exécuter un plan de relève efficace. Au fil des ans, une importante pénurie d'ingénieurs s'est installée dans certains marchés, ce qui a fait en sorte d'exercer une pression continue à la hausse sur les programmes de rémunération des ingénieurs. Rien ne garantit que la Société saura intéresser, embaucher et retenir un nombre suffisant de dirigeants, d'ingénieurs et de professionnels qualifiés pour continuer à maintenir et à faire croître son entreprise. De plus, certains membres du personnel de la Société détiennent des autorisations gouvernementales dans certaines régions, qui peuvent être nécessaires pour travailler sur des projets gouvernementaux spécifiques. Si la Société devait perdre une partie ou la totalité de ce personnel, ce personnel serait difficile à remplacer. La perte des services ou l'incapacité à recruter du personnel technique et de direction qualifié possédant les dites autorisations gouvernementales pourrait limiter la capacité de la Société à mener à bien des projets existants ou à soutenir la concurrence pour de nouveaux projets nécessitant de telles autorisations.

Lorsque le personnel clé de la Société prend sa retraite ou quitte la Société, les rôles et responsabilités de ces employés doivent être comblés, ce qui exige que la Société consacre du temps et des ressources au repérage, à l'embauche et à l'intégration de nouveaux employés. Si le plan de relève de la Société n'arrive pas à cerner les personnes à haut potentiel ou à assurer le perfectionnement de ces personnes clés, nous pourrions ne pas être en mesure de remplacer les membres clés qui prennent leur retraite ou quittent la Société et nous pourrions devoir consacrer beaucoup de temps et de ressources au recrutement ou à la formation nouveaux employés. L'incapacité d'intéresser, d'embaucher et de maintenir en poste un nombre suffisant de gestionnaires, d'ingénieurs et d'autres professionnels qualifiés, ainsi qu'à établir et à exécuter un plan de relève efficace, pourrait restreindre la capacité de la Société à mener à terme ses projets en cours et à obtenir de nouveaux projets, ce qui pourrait nuire à la capacité de la Société à soutenir et à augmenter les produits de ses activités ordinaires et ses résultats futurs.

Au cours des dernières années, alors que l'attention portée aux problèmes d'iniquité sociétale et d'injustice raciale a augmenté à l'échelle mondiale, la Société a poursuivi des efforts en matière d'engagement sur les questions de l'inclusion, de l'équité et de la diversité. La Société s'engage à promouvoir une culture qui responsabilise ses employés grâce à un environnement de travail où l'inclusion, l'équité et la diversité sont à la fois attendues et valorisées. Bien que la Société ait établi des normes d'inclusion, d'équité et de diversité qui doivent être respectées par ses employés dans la conduite de leurs affaires, la Société demeure exposée au risque d'inconduite, de non-conformité ou d'autres comportements inappropriés de la part de ses employés, représentants ou partenaires.

Utilisation adéquate de la main-d'œuvre

Les coûts de prestation de services, notamment en ce qui a trait au degré d'utilisation de la main-d'œuvre, ont une incidence sur la rentabilité de la Société. La proportion dans laquelle la Société emploie sa main-d'œuvre dépend d'un certain nombre de facteurs, dont les suivants :

- sa capacité à affecter des employés en fin de projet à de nouveaux mandats et à recruter et à intégrer de nouveaux employés;
- sa capacité à anticiper la demande pour ses services et à maintenir des effectifs adéquats dans chacune des régions où elle est présente;
- sa capacité à gérer les départs naturels;
- la nécessité de consacrer du temps et des ressources à la formation du personnel, à la recherche de clients, au perfectionnement professionnel et aux autres activités non facturables;
- sa capacité à appairer les compétences des employés aux besoins du marché.

Une utilisation inadéquate de la main-d'œuvre par la Société pourrait influencer sur l'érosion des effectifs, la sécurité et l'exécution du projet, ce qui pourrait entraîner une baisse de la rentabilité future.

Activités internationales

Les activités de la Société sont tributaires du succès et de la croissance continue de nos activités internationales, qui l'exposeront à divers risques, notamment :

- les risques liés à la conjoncture et à l'instabilité sociales, politiques et économiques générales dans un ou plusieurs marchés et dans le monde, notamment des récessions, des changements ou des troubles politiques et d'autres crises économiques dans un ou plusieurs des marchés où elle mène des activités;
- les risques liés à l'obligation de respecter un large éventail de lois, règlements et politiques locaux, nationaux et internationaux et aux modifications aux lois, aux cadres et aux pratiques réglementaires qui pourraient avoir des effets négatifs;
- les changements de politique commerciale adoptés par des gouvernements locaux pouvant avoir une incidence sur le marché visé par les services de la Société;
- les risques liés à la difficulté ou aux frais pour faire respecter les droits contractuels à cause de l'absence de système judiciaire ou d'autres facteurs dans certains territoires;
- les difficultés et les coûts de la dotation en personnel et de la gestion d'établissements situés dans de nombreux pays et les changements de conditions de travail;
- les difficultés, les retards et les frais subis ou encourus relativement aux mouvements de personnel et aux contacts des employés avec les autorités des douanes et de l'immigration de divers pays;
- un risque accru de créances irrécouvrables et de cycles de recouvrement plus longs;
- les fluctuations des cours du change;
- les changements touchant les pratiques réglementaires, des tarifs et les taxes;
- les restrictions imposées par certains pays en matière de propriété étrangère, ou le risque que de telles restrictions soient imposées à l'avenir;
- les structures fiscales multiples qui peuvent même se chevaucher;
- un contrôle des changes, d'autres réductions en matière de financement et des limites ou restrictions sur la capacité de la Société de rapatrier des espèces, des fonds ou des capitaux investis ou détenus dans certains territoires où la Société mène des activités;
- les hostilités, l'agitation civile, les cas de force majeure, les guerres, le terrorisme et d'autres formes de conflits armés à l'échelle internationale;
- des défis d'ordre culturel, logistique et communicationnel.

Concurrence dans le secteur

Dans un secteur axé sur les personnes, la Société évolue dans des marchés hautement concurrentiels et a de nombreux concurrents pour chacun de ses services. La taille et les spécificités des concurrents varient grandement en fonction du

type de services qu'ils offrent, de leur emplacement géographique et de leur secteur d'activité. Certains des concurrents de la Société sont en exploitation depuis plus longtemps qu'elle, leur marque jouit d'une plus grande notoriété, leur clientèle est plus importante, et ils ont atteint une pénétration de marché considérablement plus large dans certains des domaines ou régions où la Société leur livre concurrence.

En outre, certains concurrents de la Société disposent de ressources financières ou d'une souplesse financière et de ressources en marketing beaucoup plus importantes que les siennes dans certains marchés. D'autres concurrents sont plus petits et plus spécialisés et concentrent leurs ressources sur des domaines d'expertise particuliers.

De plus, les aspects techniques et professionnels de certains services offerts de la Société ne nécessitent généralement pas de dépenses d'investissement initiales importantes et constituent des obstacles limités à la concurrence. Les concurrents de la Société peuvent également consolider ou établir des relations d'équipe ou d'autres relations entre eux ou avec des tiers pour accroître leur capacité à répondre aux besoins des clients.

Devant l'extrême rapidité du développement technologique, la Société doit continuer d'anticiper les changements qui ne manqueront pas de survenir dans les besoins de sa clientèle et, pour ce faire, elle doit adapter ses services de manière à maintenir et à améliorer son avantage concurrentiel. Si la Société cessait d'innover et de tirer profit des avancées technologiques, sa capacité à retenir ses clients existants de même qu'à en attirer de nouveaux pourrait être compromise. Cette vive concurrence peut entraîner notre incapacité à remporter des soumissions pour des projets futurs, une pression accrue sur les marges et une diminution des produits comptabilisés, de rentabilité et de part de marché qui, si elles sont importantes, pourraient avoir d'importantes répercussions sur les activités de la Société, sur sa réputation, sur sa situation financière et sur ses résultats d'exploitation.

Contrats pour services professionnels

La majeure partie des produits des activités ordinaires de la Société est tirée de contrats à forfait et de contrats en régie à prix plafond. En vertu de contrats à forfait, la Société convient d'exécuter la totalité ou une partie précise des travaux faisant l'objet du contrat moyennant une rémunération fixe qui pourraient exposer la Société à un risque de dépassement des coûts plus important. Les contrats à forfait et les contrats en régie à prix plafond peuvent être établis en partie sur des concepts partiels ou incomplets, des estimations de coût et d'échéancier basées sur un certain nombre d'hypothèses, y compris celles concernant la conjoncture économique future, les prix des marchandises et autres matériaux et la disponibilité de la main-d'œuvre, de l'équipement et des matériaux et toutes autres exigences. Si ces postulats ne se révèlent pas exacts ou si des changements imprévus surviennent, des dépassements de coûts pourraient survenir et la Société pourrait subir une réduction de ses bénéfices ou, dans certains cas, une perte pour ce projet.

Une augmentation du volume de contrats à forfait et de contrats en régie à prix plafond ou de l'envergure de ces contrats ferait en sorte d'accroître l'exposition de la Société à ces risques et, si le projet est important ou si un ou plusieurs problèmes ont une incidence sur plusieurs projets, les dépassements de coûts pourraient avoir un effet négatif important sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

De plus, la Société mène des projets d'ingénierie-approvisionnement-construction (« IAC ») en partenariat avec des entrepreneurs en construction. Dans le cadre de ces projets, la Société assume les risques liés à l'ingénierie, certains risques liés à l'approvisionnement et à la construction, hormis certains risques qui pourraient être assumés par le client aux termes du contrat. Toute perte subie dans le cadre des projets d'IAC pourrait avoir une incidence négative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

La Société peut avoir des demandes de paiement en suspens faites à ses clients pour des travaux qui ont été exécutés en surplus des contrats originaux. En règle générale, la Société ne peut garantir que ces demandes seront approuvées par ses clients, même en partie. Si ces demandes ne sont pas approuvées, les produits des activités ordinaires de la Société pourraient être réduits au cours de périodes ultérieures ou un litige pourrait survenir, ce qui serait nuisible pour la Société.

En outre, dans certains cas, la Société pourrait garantir à un client que son projet sera terminé au plus tard à une certaine date. Dans pareil cas, la Société pourrait devoir engager des coûts supplémentaires advenant le cas où le projet

ne serait pas géré efficacement ou terminé à la date prévue pour quelque raison que ce soit. Tout projet qui n'est pas terminé à temps réduit d'autant sa rentabilité : le personnel qui doit continuer à travailler plus longtemps que prévu sur le projet en question ne peut se consacrer à la recherche ni à la réalisation de nouveaux ou d'autres projets. En outre, les dépassements de coûts ou les retards risquent d'engendrer de l'insatisfaction de la part du client et nuire à la réputation de la Société. Les produits tirés d'un projet pourraient aussi être réduits si la Société devait payer des dommages-intérêts en vertu de dispositions prévoyant le versement d'une indemnité. Ces dommages-intérêts pourraient être considérables et être calculés sur une base journalière.

De plus, certains processus d'appel d'offres sont intrinsèquement contraignants et rigides, ce qui limite la capacité du soumissionnaire à négocier certaines modalités et conditions contractuelles. Ces types de contrats pourraient exposer la Société à des risques ou à des coûts supplémentaires qui pourraient à leur tour affecter la rentabilité de ses projets.

Produits provenant de contrats avec des instances gouvernementales

La demande pour les services de la Société est liée au niveau de financement gouvernemental affecté à la reconstruction, à l'amélioration et à l'expansion des systèmes d'infrastructure. La Société tire une partie importante de ses produits des activités ordinaires de projets gouvernementaux ou financés par les gouvernements, et elle prévoit continuer de le faire. Des changements importants sur le plan du financement gouvernemental, l'incidence à court et à long terme de la pandémie de COVID-19 (y compris les futures contraintes budgétaires et les inquiétudes suscitées par les déficits), les crises économiques, les priorités politiques changeantes, les changements de gouvernement ou le report de projets causés par des impasses politiques peuvent avoir des retombées négatives sur les activités, les perspectives, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

Le succès et l'expansion des activités de la Société sont en partie tributaires du financement continu des programmes gouvernementaux et de la capacité de la Société à participer à ces programmes. Toutefois, les gouvernements pourraient ne pas disposer de ressources suffisantes pour financer ces programmes ou décider de ne pas les financer pour diverses raisons politiques.

La plupart des contrats gouvernementaux sont attribués dans le cadre d'un processus concurrentiel rigoureux, ce qui peut faire en sorte que la Société soit confrontée à d'importantes pressions supplémentaires sur les prix, à des incertitudes et à des coûts supplémentaires. Ainsi :

- Dans la plupart des régions, les contrats avec les gouvernements sont fondés sur des fondements réglementaires et législatifs stricts. Le non-respect de ces exigences réglementaires par la Société peut entraîner la résiliation de contrats, la suspension ou l'exclusion de futurs projets gouvernementaux ou d'autres sanctions, y compris l'imposition de pénalités ou d'amendes.
- Les contrats avec les gouvernements sont généralement assujettis à une reconduction ou à un renouvellement annuels et, en conséquence, la Société ne peut être sûre qu'elle continuera à fournir des services aux termes de ces contrats au cours des périodes à venir.
- Les organismes gouvernementaux peuvent généralement mettre fin à ces contrats à leur gré ou rendre la Société inadmissible à conclure des contrats avec eux. La Société pourrait devoir engager des frais relativement à la résiliation de ces contrats en plus de subir la perte de projets.
- Dans certains marchés, les contrats avec les instances gouvernementales sont assujettis à des règlements stricts et à la vérification des frais réels engagés. Ces vérifications peuvent mener à la détermination qu'un règlement a été enfreint ou que des ajustements doivent être apportés au montant des coûts contractuels remboursables par les instances et au montant des frais généraux alloués par celles-ci. Par conséquent, il pourrait y avoir un ajustement à la baisse des produits des activités ordinaires de la Société si les coûts déjà constatés excèdent les droits contractuels, tels qu'ils ont été audités par l'organisme gouvernemental concerné.

Notre incapacité à obtenir de nouveaux contrats ou à obtenir des travaux supplémentaires dans le cadre de contrats existants pourrait avoir un effet négatif important sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

Défis associés à la taille

La Société a connu une croissance considérable au cours des dernières années. Au 31 décembre 2021, elle comptait environ 55 300 employés à l'échelle mondiale. La Société doit communiquer, surveiller et gérer efficacement sa culture, ses valeurs, ses normes, ses contrôles internes et ses politiques à l'échelle de cette organisation élargie. La Société pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses objectifs stratégiques si elle ne parvenait pas à surmonter les défis liés à la diversité culturelle et aux particularités des marchés locaux. Les différences culturelles entre divers pays peuvent en outre présenter des obstacles à l'introduction de nouvelles idées ou à l'adoption de la vision et de la stratégie de WSP dans l'ensemble de l'organisation.

En outre, la taille et l'envergure des activités de la Société accroissent la possibilité que des employés s'adonnent à des activités illégales ou frauduleuses, ou que ceux-ci exposent la Société à un risque d'affaires ou d'atteinte à la réputation, malgré les efforts déployés par la Société pour assurer la formation des employés et mettre en place des contrôles visant à éviter ce genre de situation. Si la Société ne réussit pas à surmonter ces obstacles, elle pourrait être incapable d'atteindre ses objectifs de croissance et de rentabilité, ou sa réputation pourrait en souffrir. De plus, à l'occasion, la Société a apporté, et pourrait continuer d'apporter, des modifications à son modèle d'exploitation, y compris la façon dont il est organisé, pour s'adapter aux besoins et à la taille de ses activités en évolution. Si la Société ne réussit pas à mettre en œuvre de tels changements en temps opportun, ses activités et ses résultats d'exploitation pourraient en subir les contrecoûts.

Croissance par voie d'acquisitions

Un élément clé de notre stratégie de croissance passe par les activités de fusion et acquisition; c'est-à-dire l'acquisition d'entreprises qui correspondent à nos objectifs stratégiques ou dont les activités sont exercées dans des zones géographiques ou qui sont des spécialités complémentaires à nos opérations existantes. La direction est d'avis que la croissance par acquisitions peut améliorer la proposition de valeur de la Société et accélérer notre capacité à atteindre nos objectifs stratégiques. Toutefois, divers facteurs peuvent avoir une incidence défavorable sur les avantages prévus d'une acquisition donnée ou empêcher qu'ils se matérialisent dans la mesure prévue ou dans les délais prévus par la Société. Les différences culturelles, y compris, mais sans s'y limiter, les différences de cultures d'entreprise, peuvent également présenter des obstacles au succès des plans d'intégration des acquisitions réalisées par la Société. En outre, les entités que la Société acquiert pourraient avoir des obligations, des éventualités, des incompatibilités ou d'autres obstacles à une intégration réussie que la Société n'a pas découverts ou n'a pas été en mesure de quantifier avec exactitude dans le cadre de la vérification diligente effectuée avant la réalisation d'une acquisition et qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière ou les perspectives futures de la Société.

En outre, il peut s'avérer de plus en plus difficile d'identifier des cibles attrayantes pour les acquisitions, et ces entreprises peuvent n'être disponibles qu'à des prix ou d'autres modalités défavorables, ce qui peut avoir un impact négatif sur notre capacité à poursuivre avec succès notre stratégie de croissance.

De plus, la Société pourrait pénétrer de nouveaux marchés ou offrir de nouveaux services, notamment par suite de ses activités de fusion et acquisition. Cela comporte des risques que la Société ait du mal à exploiter efficacement ces nouveaux marchés ou services ou à se conformer aux lois et règlements qui s'y appliquent, ou qu'elle puisse mal évaluer l'état de préparation du marché pour ces nouvelles offres.

Intégration et gestion des acquisitions

La réalisation des avantages attendus des acquisitions dépend en partie de l'aboutissement des efforts déployés afin de regrouper les fonctions et d'intégrer et mettre à profit les activités d'exploitation, les procédures, les systèmes et les ressources humaines de façon diligente et efficace. Elle dépend aussi de la capacité de la Société à assurer le transfert des connaissances et à dégager des produits, à réaliser des synergies et à concrétiser d'autres occasions de croissance pouvant découler du regroupement des divisions et des activités des entreprises acquises avec celles de WSP. L'incapacité de la Société d'intégrer adéquatement et en temps opportun les entreprises acquises, ce qui inclut l'intégration des ressources humaines, de la culture, des valeurs, des activités d'exploitation, des normes, des contrôles, des procédures, des politiques et des systèmes, notamment les systèmes de TI, pourrait entraîner notamment

l'incapacité de réaliser les avantages prévus d'une ou de plusieurs acquisitions – comme les économies, les synergies, les occasions d'affaires et de croissance, les imprévus pouvant entraîner des problèmes d'ordre opérationnel, les charges, les passifs et les réclamations; la perte ou le désengagement de certains employés clés; et une augmentation des risques auxquels la Société est assujettie. L'intégration réussie d'une entreprise acquise et, par conséquent, le succès des activités et la motivation de la Société pourraient également être compromis par l'absence de collaboration entre le personnel et les professionnels de l'entreprise acquise et ceux de la Société. En particulier, la Société pourrait exiger comme condition à la réalisation d'un ou de plusieurs acquisitions que les principaux collaborateurs et professionnels de l'entreprise acquise concluent des contrats de travail valables pour des périodes déterminées à la suite de l'acquisition ou qu'ils signent des contrats de non-concurrence. Or il existe un risque que ces engagements ne soient pas remplis ou que les collaborateurs et les professionnels qui y sont soumis, ou d'autres collaborateurs et professionnels, ne réussissent pas à bien s'intégrer et à contribuer aux activités et au succès des activités de la Société. En outre, toute acquisition comporte le risque de perte de personnel clé.

L'intégration requiert une somme considérable d'efforts, de temps et de ressources, ce qui pourrait détourner l'attention et les ressources de la direction d'autres occasions stratégiques (y compris d'autres acquisitions potentielles) et de questions liées à l'exploitation pendant la durée du processus d'intégration. Le processus d'intégration pourrait aussi perturber les activités courantes de la Société, ses relations avec les clients et les employés ainsi que ses autres relations, ce qui pourrait compromettre sa capacité à réaliser les avantages qu'elle prévoit tirer d'une acquisition, y compris sa capacité à réaliser les synergies devant découler de l'intégration de l'entreprise dans WSP. Plus particulièrement, des clients importants des entreprises acquises pourraient ne pas être conservés après l'acquisition de ces entreprises. La Société pourrait ne jamais réaliser tous les avantages liés à une acquisition, notamment les synergies, les économies de coûts, les ventes ou les occasions de croissance.

Rien ne garantit que la Société sera en mesure de réussir l'intégration de ses acquisitions. Chaque année, la Société engage des frais liés aux acquisitions et à l'intégration, frais qui peuvent être considérables.

De plus, l'intégration d'entreprises pourrait être ponctuée d'imprévus pouvant entraîner des problèmes d'ordre opérationnel, notamment des problèmes touchant les systèmes d'exploitation et de gestion et le système financier de la Société, lesquels pourraient être incompatibles avec ceux des entreprises acquises ou inadéquats pour réussir leur intégration.

Mécanismes de contrôle et présentation de l'information

Des limites ou des restrictions inhérentes aux mécanismes internes de contrôle et de divulgation de la Société pourraient occasionner des inexactitudes importantes dans les informations financières, ce qui pourrait entraîner des coûts de conformité supplémentaires pour la Société, l'empêcher de respecter ses obligations d'information ou l'obliger à retraiter ses états financiers. La Société maintient des systèmes comptables et des contrôles internes à l'égard de ses procédures de communication de l'information financière. Les mécanismes de contrôle ont des limites ou des restrictions inhérentes, les contrôles peuvent être déjoués par des individus posant des actes intentionnels ou non, à la suite de collusion entre au moins deux personnes, d'erreurs de jugement ou de pannes résultant d'une erreur humaine, ou ils peuvent être outrepassés par la direction. Il n'existe aucun système ni aucun contrôle qui peuvent constituer une assurance absolue que les fraudes, les erreurs, les contournements ou l'omission de divulgation peuvent être et seront prévenus ou détectés. Si des fraudes, des erreurs, le contournement ou l'omission de divulgation se produisaient, cela pourrait occasionner des inexactitudes importantes dans les informations financières. En outre, les prévisions quant à l'évaluation de l'efficacité des contrôles pour les périodes futures sont sujettes au risque que les contrôles deviennent inadéquats à cause des changements de conditions, ou au risque que le degré de conformité aux politiques ou aux procédures se détériore. Des contrôles inadéquats pourraient aussi occasionner de la fraude et la prise de décisions inappropriées fondées sur des données financières internes erronées. Des mécanismes internes de contrôle ou de divulgation inadéquats peuvent aussi avoir des incidences négatives importantes sur l'actif, le passif, les produits des activités ordinaires, les charges et la réputation de la Société.

Poursuites actuelles et éventuelles

Dans le cours normal de ses activités, la Société est occasionnellement menacée de poursuites ou peut faire l'objet de diverses poursuites. Ces poursuites allèguent souvent des erreurs et des omissions professionnelles ou d'autres incidents pouvant survenir pendant la livraison du projet.

Dans le cadre de ses offres de services, la Société produit également, à l'intention de ses clients, des rapports et des avis fondés sur son expertise professionnelle en ingénierie, de même que sur ses autres compétences professionnelles, conformément aux lois, règlements et normes professionnelles applicables. Elle pourrait cependant être responsable face à des tiers qui utilisent ses rapports ou avis, ou qui s'y fient, et ce, même si elle n'est pas liée à eux par contrat.

En outre, des poursuites pourraient découler des activités exercées par le passé par les prédécesseurs de la Société ainsi que du défaut des employés ou des anciens employés de se conformer aux lois et règlements applicables.

Le 27 décembre 2019, plus de 100 demandeurs ont déposé auprès de la cour de district des États-Unis pour Washington, DC une demande de poursuite visant des entrepreneurs effectuant des travaux pour le gouvernement américain, dont The Louis Berger Group Inc. et Louis Berger International Inc. (collectivement, « LB »), que la Société a acquis en décembre 2018, alléguant qu'il y a eu violation de la loi intitulée *Anti-Terrorism Act* entre 2009 et 2017. La Société est d'avis que LB dispose d'une défense solide tant sur les aspects juridiques du litige que sur les fondements factuels, dans ce cas complexe et rarement visé par des litiges. Les défendeurs ont déposé des requêtes préliminaires en rejet des procédures. Toutefois, la Société ne peut, à ce stade préliminaire, prédire l'issue de cette poursuite, les pertes potentielles ou l'incidence sur sa réputation.

L'obligation d'assurer une défense contre des poursuites de cette nature relativement à l'un des services fournis par la Société pourrait nécessiter une attention substantielle de la part de la direction, exiger des ressources financières considérables ou entraîner des frais juridiques élevés ou des dommages-intérêts ou amendes, sanctions et injonctions pour lesquels la Société n'est peut-être pas entièrement assurée, ce qui pourrait nuire à sa réputation et compromettre sa capacité à présenter des soumissions ou à obtenir de nouveaux projets et à recruter des employés qualifiés. Même si la Société obtient gain de cause ou si elle est entièrement indemnisée ou assurée, de telles poursuites pourraient nuire à sa réputation et rendre plus difficile la concurrence ou l'obtention d'une assurance adéquate à l'avenir. De plus, l'introduction d'une instance à l'endroit de la Société pourrait nécessiter la comptabilisation immédiate d'une provision en résultat et avoir une incidence négative sur ses actifs, ses passifs, ses produits des activités ordinaires ou son goodwill, dont la Société pourrait ne pas prédire l'ampleur.

Réputation

Pour rester compétitive, la Société dépend dans une large mesure de ses relations avec ses clients et de sa réputation pour la prestation de services professionnels de grande qualité et en tant que firme de services professionnels qui respecte les plus hautes normes d'éthique. Cette bonne réputation joue un rôle important dans le succès à long terme de la Société et est essentielle pour lui permettre de demeurer concurrentielle et de maintenir son goodwill. L'incapacité de la Société à répondre aux attentes de ses clients dans le cadre d'un projet, y compris la possibilité d'une défaillance ou d'un incident grave ayant des répercussions sur le projet, pourrait avoir une incidence négative sur la façon dont elle est perçue dans le marché. La Société a déjà fourni des informations précises au sujet d'enquêtes, d'allégations et de constatations de conduite inappropriée visant certaines de ses activités ou certains de ses administrateurs, dirigeants et employés. En outre, le non-respect par la Société des lois et des règlements applicables ou des lignes directrices généralement reconnues en matière de responsabilités d'entreprise, environnementales, sociales ou de gouvernance, le défaut de déclarer ou d'atteindre adéquatement ses objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance, ou des inconduites, des actes de corruption, des contributions politiques illégales, la violation, alléguée ou prouvée, de lois et de règlements par la Société, des pratiques anticoncurrentielles, des actes criminels ou des actes sur le plan éthique commis par ses dirigeants, ses administrateurs, ses employés, ses sous-conseillers, ses entrepreneurs, ses mandataires, des tiers fournisseurs ou ses partenaires pourraient avoir des incidences négatives sur sa réputation. Un certain nombre d'autres facteurs pourraient également nuire à la réputation de la Société, notamment des questions relatives à la compétence, à l'atteinte à la protection des données, à la qualité réelle ou alléguée, au calendrier ou aux problèmes de rendement touchant ses projets, à un mauvais dossier en matière de santé

et de sécurité ou à l'exactitude et à la qualité des rapports financiers et des documents d'information destinés au public. Toute mauvaise publicité concernant la Société ou tout grave préjudice causé à sa réputation et à son image pourraient avoir une incidence défavorable sur la perception et la confiance des clients, des employés et des investisseurs et pourraient entraîner l'annulation de projets en cours et nuire à sa capacité d'obtenir des projets à l'avenir, ce qui pourrait avoir une incidence sur sa capacité à attirer ou retenir du personnel qualifié ou nuire à sa relation avec ses investisseurs et les investisseurs éventuels et avoir un effet négatif important sur ses produits d'exploitation et sa rentabilité. De plus, l'omniprésence des médias sociaux et le partage viral de l'information pourraient accentuer toute publicité négative concernant les activités de la Société.

Conditions météorologiques extrêmes et impact de catastrophes naturelles ou autres

En tant qu'organisation fournissant des services de conseil sans actifs immobiliers importants, la Société estime que son exposition financière aux impacts physiques aigus du changement climatique est limitée. Toutefois, il est possible que des changements climatiques tels que des phénomènes météorologiques extrêmes, des inondations causées par des tempêtes ou une sécheresse prolongée puissent perturber les projets de ses clients et son travail, notamment ses systèmes de TI et la capacité de ses employés de voyager, particulièrement dans des endroits situés près ou au niveau de la mer.

Généralement, la Société occupe des bureaux modernes dans des endroits bien desservis. Elle a également une présence régionale, nationale et mondiale importante pour garantir que tous les bureaux ne soient pas perturbés par des impacts climatiques néfastes. Les procédures de continuité des activités, ainsi que la géographie diversifiée des emplacements de la Société, permettent aux employés de travailler à partir d'autres bureaux, ce qui réduit les perturbations opérationnelles et maintient les pertes de productivité au minimum. De plus, les produits des activités ordinaires de la Société ne sont pas concentrés dans une région en particulier, ce qui empêche les perturbations régionales d'influencer indûment ses activités mondiales.

Cependant, la Société mène des activités extérieures sur le terrain dans le cadre de ses projets, y compris, mais sans s'y limiter, l'arpentage professionnel, les services d'ingénierie résidente, les relevés et la collecte de données sur le terrain, l'archéologie, les enquêtes géotechniques et les forages exploratoires géologiques ou géoenvironnementaux, la surveillance de la construction et l'inspection ainsi que le démarrage, les essais et l'exploitation de l'usine. Des phénomènes météorologiques extrêmes peuvent nuire à la capacité de ses employés sur le terrain d'accomplir leur travail, ce qui peut entraîner des retards ou des pertes de revenus, tandis que certains coûts continuent d'être engagés.

Impacts écologiques et sociaux des projets

WSP œuvre dans des secteurs comme le transport et les infrastructures, les bâtiments et l'énergie, où des projets connexes peuvent avoir une incidence sur l'environnement ou les collectivités locales. Ces incidences peuvent inclure une réduction de la biodiversité, la déforestation, la pollution de l'eau et la perte de territoires revendiqués par certains groupes. En plus de respecter toutes les lois et tous les règlements applicables, les clients de la Société doivent obtenir l'acceptation sociale de ses projets par un grand nombre d'intervenants. Le fait de ne pas impliquer les citoyens concernés et les communautés touchées dans la prise de décision pourrait entraîner une publicité négative, des protestations, des litiges, des changements de politique ou même l'annulation de projets, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur les activités, la situation financière ou la réputation de la Société.

Conséquences de l'établissement et de l'annonce des cibles ESG

Par ses conceptions et ses services de conseil, ainsi que par ses propres actions, WSP s'engage à participer aux discussions et à la résolution de certains des problèmes environnementaux et sociaux les plus pressants. La Société s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre (« GES »), à créer un lieu de travail plus inclusif et diversifié et à protéger la santé, la sécurité et le bien-être de notre personnel, entre autres engagements environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG »).

L'atteinte de ces objectifs expose la Société à certains risques et incertitudes, notamment pour les cibles qui ne sont pas sous le contrôle direct de la Société, telles que les réductions d'émissions de GES de ses partenaires commerciaux et fournisseurs (également appelées émissions de portée 3).

Si la Société ne respecte pas ses cibles en matière d'ESG, cela pourrait avoir des répercussions financières et des conséquences sur sa réputation. Par exemple, les activités de la Société sont notées par les agences de notation ESG, et les notes et les classements qui en découlent sont utilisés comme outil de placement, notamment auprès des investisseurs institutionnels. L'incapacité de WSP à atteindre ses cibles en matière d'ESG pourrait entraîner une révision à la baisse de ses notes, ce qui pourrait influencer sur le comportement des investisseurs.

Arrêts de travail et conflits de travail

Au 31 décembre 2021, les employés principalement dans les pays nordiques, au Brésil et en Europe continentale, représentant moins de 13 % de l'effectif de la Société, et la grande majorité des employés syndiqués de la Société étaient couverts par des conventions collectives. Bien que la Société estime entretenir de bonnes relations avec ses employés, elle a, par le passé, connu des conflits de travail avec ceux-ci et pourrait connaître de tels conflits à l'avenir qui pourraient entraîner des grèves, une perte de productivité, des interruptions de projets, des pertes financières ou des dommages à la réputation de la Société en tant qu'employeur de choix. Une grève ou un arrêt de travail prolongé causé par ou impliquant des employés syndiqués ou non syndiqués, en lien avec l'un ou l'autre des projets de la Société, pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société.

Partenariats

Dans le cadre de sa stratégie d'exploitation, la Société peut conclure certaines ententes avec des tiers non affiliés comme des contrats de partenariat ou des alliances stratégiques. Le succès des partenariats de la Société repose en partie sur le respect, par les partenaires de la Société, de leurs obligations s'y rattachant. L'omission ou le refus de la part de ses partenaires de s'acquitter de leurs obligations ou de fournir les niveaux nécessaires de soutien financier pourrait entraîner des obligations financières et des engagements d'exécution pour la Société, ce qui pourrait accroître ses coûts et porter atteinte à la réputation, aux activités et à la situation financière de la Société. Si une telle situation se produisait, la Société pourrait avoir à payer des sanctions pécuniaires ou des dommages-intérêts, à offrir des services additionnels en dehors de ses responsabilités, ou à faire des investissements additionnels pour assurer la prestation adéquate des services prévus au contrat. En vertu d'ententes prévoyant des responsabilités conjointes avec nos partenaires contractuels, la Société pourrait être tenue responsable de ses obligations et de celles de ses partenaires. Ces circonstances pourraient également entraîner des différends et des litiges avec les partenaires ou les clients de la Société.

Dépendance de la Société envers des fournisseurs et des sous-consultants

La Société fait affaire avec un grand nombre de fournisseurs et de sous-consultants. La réalisation convenable et rentable de certains contrats est tributaire, en grande partie, de l'exécution satisfaisante des travaux par les sous-consultants chargés des différents éléments des travaux que la Société livre à ses clients. Si ces sous-consultants ne respectent pas les normes acceptées ou n'effectuent pas la livraison selon l'échéancier convenu, la Société pourrait être obligée d'embaucher d'autres sous-consultants pour effectuer les livrables donnés en sous-traitance et la capacité de la Société à remplir ses obligations pourrait être compromise, ce qui pourrait augmenter les coûts liés à un contrat et avoir une incidence sur la rentabilité d'un projet particulier et, dans certaines circonstances, entraîner des pertes et des réclamations importantes.

L'incapacité de la Société à transférer adéquatement et proportionnellement sa responsabilité contractuelle à ses fournisseurs et sous-consultants et l'incapacité de ces tiers, fournisseurs ou sous-consultants de respecter leurs engagements contractuels pourraient avoir une incidence défavorable sur les activités, la réputation, les perspectives, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

Conjoncture économique

La demande pour les services de la Société pourrait être touchée par des facteurs économiques ou des événements. Les marchés mondiaux et locaux de capitaux et de crédit et les économies à l'échelle mondiale et locale peuvent traverser des périodes de grande incertitude caractérisées par la faillite, l'échec, l'effondrement de transactions dans un ou plusieurs secteurs de marché, notamment d'institutions financières, et exiger une intervention massive de gouvernements et d'organisations internationales. Les conditions économiques dans l'un ou l'autre des marchés où la Société mène des activités peuvent faiblir et rester moroses ou s'aggraver. Même si la croissance économique reprenait dans certaines régions du monde, de nombreux marchés pourraient demeurer fragiles et connaître d'autres périodes de croissance économique négative, y compris en raison de la pandémie de COVID-19. En outre, de nombreux gouvernements ont eu recours ou continuent d'avoir recours à d'importantes mesures de relance budgétaire en vue d'éviter les récessions, et ils sont maintenant aux prises avec d'énormes dettes et déficits qui continuent de s'aggraver et qui pourraient les obliger notamment à comprimer les dépenses et à augmenter les impôts et les taxes. Ces conditions pourraient influencer sur la demande des entités publiques et privées pour les services de la Société. La demande pour les services de la Société pourrait aussi être vulnérable aux réductions de dépenses dans le secteur privé résultant d'un ralentissement économique soudain ou de changements dans le prix des marchandises, par exemple le pétrole, le gaz naturel ou les métaux, ce qui inciterait les clients à reporter, à réduire ou à annuler leurs projets en cours ou planifiés, dans certains cas avec un court préavis ou sans préavis. L'une ou l'autre de ces situations pourrait nuire à la demande pour les services de la Société, ce qui risquerait d'avoir des incidences négatives sur la Société, ses activités commerciales, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

En outre, les fluctuations des devises et des taux d'intérêt, la volatilité des marchés financiers ou les perturbations du marché du crédit pourraient limiter l'accès de la Société aux capitaux et nuire à la capacité de ses clients de financer leurs activités à des conditions acceptables. Si le rendement opérationnel et financier des clients de la Société devait se détériorer, ou si ceux-ci se trouvaient incapables de respecter leurs échéanciers de paiements ou d'obtenir du crédit, ils pourraient être dans l'impossibilité de payer la Société. Le défaut de paiement de clients de la Société pourrait avoir une incidence défavorable sur son carnet de commandes, ses résultats et ses flux de trésorerie.

Enfin, la hausse de l'inflation, des taux d'intérêt et des coûts de construction pourrait réduire la demande pour les services de la Société dans les marchés où elle exerce ou exercera ultérieurement des activités. La Société est également exposée au risque d'inflation croissante relativement aux contrats à forfait. De plus, si elle venait à étendre ses activités dans des marchés ou des secteurs géographiques où les contrats à forfait sont plus prévalents, l'inflation pourrait avoir des répercussions plus marquées sur ses résultats d'exploitation.

Modifications de la réglementation

Une partie des services professionnels qu'offre la Société est directement ou indirectement liée à des lois et à des règlements. Des modifications à ces règlements pourraient avoir des répercussions plus importantes sur les activités de la Société que sur celles d'autres firmes de services professionnels. Par conséquent, des changements au nombre ou à la portée de ces lois et règlements pourraient réduire considérablement la taille de sa part de marché dans ce secteur d'activité.

La conformité aux normes de sécurité de l'information comme NIST, DFAR et ISO27001, augmentent les exigences pour soumissionner pour des projets. L'incapacité de respecter ces exigences limiterait notre capacité de saisir certaines occasions d'affaires. De plus, la Société fournit des services qui peuvent être très sensibles ou qui peuvent être liés à des questions critiques de sécurité nationale; si une faille de sécurité devait se produire, notre capacité à obtenir des contrats gouvernementaux à l'avenir pourrait être gravement limitée. Les précautions que prend la Société pour prévenir et détecter ces activités pourraient ne pas être efficaces et la Société pourrait faire face à des risques ou à des pertes inconnus.

Plafonds d'assurance

La Société maintient une couverture d'assurance complète pour divers aspects de ses activités et de ses opérations, afin de régler ses pertes et ses passifs. Les programmes d'assurance de la Société sont assujettis à divers plafonds de

couverture, à des rétentions ainsi qu'à des exclusions qui sont habituelles ou raisonnables compte tenu du coût de l'assurance, des conditions d'exploitation actuelles et d'autres considérations pertinentes. Par conséquent, la Société pourrait être assujettie à une responsabilité future pour laquelle elle n'est que partiellement assurée ou entièrement non assurée. La Société est d'avis que ses programmes d'assurance couvrent tous les risques assurables importants et offrent une couverture conforme à celle qui serait maintenue par un exploitant prudent d'une entreprise similaire. Toutefois, rien ne garantit que cette assurance sera encore offerte à des modalités économiquement réalisables, que tous les événements qui pourraient donner lieu à une perte ou à un passif sont ou seront assurables, ou que les montants d'assurance seront toujours suffisants pour couvrir chaque perte ou réclamation pouvant survenir relativement aux actifs ou aux activités de la Société.

Modifications du carnet de commandes

La Société ne peut pas garantir que les produits des activités ordinaires qui sont censés découler de son carnet de commandes seront bel et bien générés ou, s'ils le sont, qu'ils engendreront un bénéfice. Les projets peuvent demeurer dans le carnet de commandes pendant une longue période. En outre, les retards dans la réalisation de projets, les suspensions, les résiliations, les annulations, les réductions de portée de projets surviennent à l'occasion dans l'industrie de la Société pour des motifs hors de son contrôle et peuvent avoir des incidences importantes sur la valeur du carnet de commandes de la Société et des incidences négatives correspondantes sur les produits de ses activités ordinaires et sa rentabilité futurs. Les annulations de projets et les ajustements de portée possibles peuvent venir réduire encore davantage le montant en dollars du carnet de commandes ainsi que les produits que la Société touche véritablement.

De plus, la plupart des contrats de la Société renferment des dispositions prévoyant la « résiliation pour motifs de commodité » ou la résiliation à bref préavis qui autorisent le client à résilier ou à annuler le contrat à sa convenance, en donnant à la Société un préavis d'une durée déterminée ou en lui versant une indemnisation équitable, ou les deux, selon les modalités spécifiques du contrat. Si un nombre élevé de clients de la Société devaient se prévaloir de telles dispositions de résiliation pour motifs de commodité, ou si un ou plusieurs contrats étaient résiliés pour les mêmes motifs, le carnet de commandes de la Société serait touché négativement et des incidences négatives similaires toucheraient les produits de ses activités ordinaires et sa rentabilité futurs. Bien que les produits des activités ordinaires de la Société ne dépendent pas substantiellement d'un client en particulier, rien ne garantit que la Société aura la capacité de préserver ses relations avec ses plus importants clients.

Une diminution importante du carnet de commandes pourrait engendrer des coûts liés à la réduction du personnel, ce qui aurait pour effet de réduire le résultat net de la Société.

Protection des droits de propriété intellectuelle

Le cas échéant, la Société cherche à protéger sa technologie, y compris les marques de commerce, les brevets et les dessins industriels, en s'appuyant sur les licences et autres mécanismes disponibles en vertu de la loi applicable ainsi qu'en mettant en œuvre l'arrangement contractuel légal et les accords de non-divulgence appropriés. Toutefois, la Société pourrait ne pas être en mesure de protéger entièrement ses droits de propriété intellectuelle ou de détecter leur utilisation non autorisée, ce qui pourrait perturber ses activités et avoir une incidence défavorable sur sa capacité de se démarquer de ses concurrents.

Les clients et les tiers fournissent à l'occasion à la Société l'accès à leur technologie et à leur propriété intellectuelle et, bien que la Société prenne des mesures raisonnables pour protéger ces renseignements contre une utilisation ou une distribution inappropriée, il existe un risque qu'ils ne soient pas adéquatement protégés. De plus, la Société publie de nombreux articles et rapports, dans une variété de sites Web, de revues ou de magazines et peut, même involontairement, entraîner une violation du droit d'auteur. La Société peut faire face à des allégations ou à des réclamations de la part de clients et de tiers pour contrefaçon, détournement ou autre violation de leurs droits de propriété intellectuelle, ce qui pourrait entraîner des litiges coûteux et nuire considérablement à nos activités, à nos résultats financiers et à notre réputation globale.

RISQUES LIÉS AUX LIQUIDITÉS, AUX SOURCES DE FINANCEMENT ET À LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ

Détérioration de la situation financière ou de la position nette de trésorerie

La Société compte à la fois sur sa position de trésorerie ainsi que les banques, les marchés du crédit et les marchés financiers pour combler une partie de ses besoins en capital. De plus, dans certains cas, elle doit obtenir des garanties bancaires, des lettres de crédit, des garanties de performance et des cautionnements de paiement à l'appui de ses diverses obligations contractuelles. Une instabilité ou des bouleversements importants sur les marchés financiers, y compris les marchés du crédit, ou une dégradation ou un affaiblissement de sa situation financière, y compris sa position de trésorerie nette, en raison de facteurs internes ou externes, pourraient limiter ou empêcher l'accès de la Société à une ou plus d'une source de financement, ou accroître considérablement le coût des sources de financement, y compris les facilités de crédit, l'émission de titres d'emprunt à long terme (comme des débetures, des obligations ou des billets), ou la disponibilité des garanties bancaires, des lettres de crédit ou des cautionnements de paiement nécessaires pour garantir ses obligations contractuelles ou autres obligations relatives aux projets.

Rien ne garantit que la Société maintiendra une position de trésorerie nette appropriée et que les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation seront suffisants pour financer ses activités et ses besoins en matière de liquidités, assurer le service de sa dette ou maintenir sa capacité à obtenir et à conserver des garanties bancaires.

Le prélèvement d'un montant sur les lettres de crédit ou les garanties bancaires par un ou plus d'un tiers pourrait notamment réduire de façon importante la position de trésorerie de la Société et avoir une incidence défavorable grave sur ses activités et ses résultats d'exploitation.

Besoins en fonds de roulement

La Société pourrait avoir des besoins importants en fonds de roulement qui, s'ils ne sont pas financés, pourraient avoir des répercussions défavorables sur ses activités, sa situation financière et ses flux de trésorerie. À l'occasion, la Société peut avoir besoin d'un fonds de roulement important pour financer l'exécution de travaux d'ingénierie ou d'autres travaux réalisés dans le cadre de projets avant de recevoir le paiement des clients. Dans d'autres cas, la Société a l'obligation contractuelle envers ses clients de financer les besoins en fonds de roulement relatifs aux projets. Une augmentation des besoins en fonds de roulement pourrait avoir une incidence défavorable sur les activités, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

Si les conditions des marchés du crédit et la conjoncture économique à l'échelle mondiale continuaient de s'aggraver de façon importante, la Société pourrait avoir de la difficulté à maintenir une répartition diversifiée de son actif auprès d'institutions financières solvables.

En outre, la Société peut investir une partie de sa trésorerie dans des occasions d'investissement à long terme, y compris l'acquisition d'autres entités ou activités, des dépenses d'investissement, la réduction de certains passifs tels que des passifs non capitalisés au titre des prestations ou les rachats d'actions en circulation de la Société. Dans la mesure où la Société utiliserait la trésorerie à de telles fins, le montant des liquidités disponibles pour les besoins du fonds de roulement dont il est question plus haut pourrait être réduit.

Créances clients

Comme cela est courant dans le secteur des services professionnels, la Société affiche un niveau élevé de créances clients à son état de la situation financière. Cette valeur est répartie entre de nombreux contrats et clients. Bien que la Société procède à des examens réguliers des créances clients afin d'identifier les clients ayant des retards de paiements ou des comptes en souffrance et de résoudre les problèmes causant ces retards, y compris les problèmes liés à la capacité financière de ces clients, rien ne garantit que les créances clients impayées seront acquittées en temps voulu, ou même qu'elles le seront. Le non-paiement des créances clients pourrait avoir des incidences négatives sur la

situation financière et la rentabilité de la Société. Bien que la Société maintienne des provisions pour tenir compte des difficultés de recouvrement prévues, ces provisions sont fondées sur des estimations et des projections qui peuvent différer considérablement des résultats réels.

Le risque de crédit de la Société découle essentiellement des créances clients. Les montants présentés dans le bilan sont nets des pertes de crédit attendues, estimées par la direction et fondées, en partie, sur l'âge des créances et sur le recouvrement actuel et prévu. En général, bien que le crédit ne soit accordé qu'après une évaluation de la solvabilité, la Société n'exige pas de garantie ni d'autre sûreté des clients à l'égard de leurs créances. Advenant l'existence d'importants soldes de créances clients irrécouvrables, il pourrait y avoir d'importantes conséquences négatives sur la situation financière de la Société.

Hausse de l'endettement et mobilisation de capitaux

La Société peut prélever des montants sur ses facilités de crédit ou émettre d'autres titres d'emprunt, comme des obligations, pour financer ses activités, y compris les acquisitions qu'elle peut réaliser de temps à autre. Selon son niveau d'endettement, la Société pourrait être tenue de consacrer une partie considérable de ses flux de trésorerie au paiement des intérêts et au remboursement du capital, ce qui risquerait d'avoir d'importantes répercussions pour les investisseurs, en particulier les suivantes :

- l'endettement pourrait limiter la capacité de la Société à faire des investissements importants pour sa croissance et sa stratégie ou à obtenir du financement supplémentaire pour son fonds de roulement, ses dépenses d'investissement, ses obligations au titre du service de la dette, ses acquisitions et ses besoins d'exploitation généraux ou autres;
- certains emprunts de la Société comportent des taux d'intérêt variables, ce qui l'expose au risque d'augmentation des taux d'intérêt;
- l'endettement pourrait limiter la capacité de la Société à s'ajuster à l'évolution de la conjoncture des marchés et la désavantager par rapport à ses concurrents moins endettés;
- l'endettement pourrait avoir une incidence négative sur la cote de crédit de la Société;
- la Société pourrait être ne pas être en mesure de déclarer et de verser des dividendes sur ses actions;
- la Société pourrait être vulnérable face à un ralentissement économique.

Aux termes des contrats régissant son endettement, la Société est autorisée à contracter des dettes supplémentaires dans certaines circonstances. Toutefois, ce faisant, elle augmenterait les risques décrits ci-dessus. La facilité de crédit et l'acte de fiducie de la Société l'obligent à respecter, entre autres, certaines clauses restrictives sur une base consolidée. Les principales clauses portent sur le ratio de la dette nette consolidée sur le BAIIA ajusté ainsi que sur le ratio de couverture des intérêts, qui sont des mesures financières non conformes aux IFRS. La direction s'assure trimestriellement de la conformité de la Société aux clauses restrictives dans le cadre des exigences de dépôt et de présentation de l'information financière prévues en vertu de sa facilité de crédit et de son acte de fiducie.

Dans l'éventualité où la Société serait incapable d'obtenir, à des conditions acceptables, des capitaux additionnels pour financer sa stratégie de croissance, elle pourrait se voir obligée de réduire la portée prévue de son expansion, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur sa stratégie de croissance, sa compétitivité future et ses résultats d'exploitation. Si elle devait utiliser des liquidités générées en interne ou contracter des dettes élevées pour réaliser des acquisitions, sa marge de manœuvre opérationnelle et financière serait considérablement réduite. La mesure dans laquelle la Société pourra ou voudra émettre des titres de participation additionnels pour financer des acquisitions sera fonction du cours de ses actions et dépendra de la volonté des vendeurs potentiels de les accepter en guise de paiement total ou partiel. La Société pourrait en outre être dans l'obligation de contracter des dettes additionnelles si elle faisait l'acquisition d'une autre entreprise, ce qui augmenterait ses obligations de remboursement et pourrait avoir un effet négatif sur ses liquidités et sa rentabilité futures.

La Société pourrait également se trouver dans l'obligation de mobiliser des capitaux additionnels sur le marché public ou privé pour poursuivre sa stratégie et répondre à ses besoins sur le plan de l'exploitation. La disponibilité de financement sera fonction de l'état des marchés à ce moment, de même que du caractère acceptable des modalités de financement offertes. Rien ne garantit que la Société pourra obtenir du financement, ou qu'elle pourra en obtenir

suffisamment et à des conditions acceptables, pour financer ses besoins, surtout en période de ralentissement économique.

Dépréciation des actifs à long terme

Comme la croissance de la Société découle en partie des acquisitions, le goodwill et les immobilisations incorporelles représentent une partie considérable de son actif. Au 31 décembre 2021, la Société avait un goodwill de 4,8 G\$, soit 42 % de son actif total de 11,3 G\$. Pour se conformer aux IFRS, la Société doit procéder chaque année à un test de dépréciation du goodwill et des actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée comptabilisés dans son état consolidé de la situation financière; la Société a recours à la méthode de la juste valeur. La Société a choisi de procéder au test annuel de dépréciation du goodwill le premier jour du quatrième trimestre de son exercice. La Société doit aussi procéder à un test de dépréciation des actifs à long terme entre les tests annuels lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la survenance d'un événement ou d'une situation a pour effet de faire baisser la juste valeur d'une UGT au-dessous de sa valeur comptable, ce qui signifierait que la valeur des actifs acquis est descendue sous le prix payé par la Société. Ces événements ou situations peuvent comprendre un changement défavorable important dans le climat économique, notamment une baisse importante et soutenue de la valeur d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT »), des facteurs juridiques, des indicateurs du rendement d'exploitation, la concurrence, la vente ou la cession d'une partie importante des activités de la Société, des interventions gouvernementales potentielles relatives à ses installations et d'autres facteurs. Si la valeur recouvrable d'une UGT était inférieure à sa valeur comptable, la Société pourrait être obligée de comptabiliser une perte de valeur. Le montant de toute réduction de valeur pourrait être considérable et avoir des répercussions négatives importantes sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société pour la période en question.

Exposition aux monnaies étrangères

Le risque de change est le risque que la juste valeur d'un actif ou d'un passif ou les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des cours du change, et où une variation des cours du change aurait une incidence directe sur le résultat net de la Société. La Société exerce ses activités à l'échelle internationale, ce qui accroît considérablement son exposition au risque de change découlant de ses activités d'exploitation libellées en diverses monnaies, notamment en dollars américains, en livres sterling, en couronnes suédoises et en dollars australiens, ainsi que de ses actifs nets dans des établissements à l'étranger. Une partie importante du résultat net et de l'actif net de la Société est libellée en diverses monnaies étrangères, notamment en dollars américains, en livres sterling, en couronnes suédoises et en dollars australiens. Par conséquent, les fluctuations du cours du change entre le dollar canadien et ces monnaies pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats et la situation financière de la Société. Il est impossible de prévoir les événements futurs qui pourraient entraîner une augmentation ou une baisse importante des risques de variation de change par rapport à ces monnaies.

Les flux de trésorerie futurs en monnaie étrangère présentent un risque de fluctuation de la monnaie étrangère entre le moment où une transaction donnée est complétée et le moment où la monnaie étrangère est convertie dans la monnaie fonctionnelle de la Société. Lorsque les produits et les dépenses sont libellés en monnaies étrangères, la Société conclut parfois des contrats de change afin de limiter son exposition aux fluctuations du cours du change.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt dans différents territoires étrangers. Les lois et les règlements fiscaux ainsi que l'interprétation qui s'appliquent aux activités de la Société changent continuellement. De plus, les avantages et les passifs fiscaux différés dépendent de facteurs intrinsèquement incertains et sujets à modification, par exemple les résultats futurs, les taux d'imposition futurs et le portefeuille d'activités prévues dans les divers pays où la Société exerce des activités. La détermination de la charge d'impôt exigible requiert une grande part de jugement. La direction utilise des principes comptables et des principes fiscaux pour déterminer l'impôt sur le revenu qu'elle croit susceptible d'être exigé par les administrations fiscales compétentes. Toutefois, rien ne garantit que les avantages fiscaux ou l'impôt à payer ne différeront pas sensiblement des estimations ou des attentes de la Société. Pour plusieurs transactions et calculs, il est difficile de déterminer avec certitude le montant de l'impôt à payer. La Société fait régulièrement l'objet de vérifications par les autorités fiscales. Ce sont ces autorités qui font la détermination finale des

montants d'impôt à payer ou à recevoir, des avantages et passifs fiscaux différés ou de la charge d'impôts que la Société pourra reconnaître au bout du compte. Bien que la direction estime que ses positions fiscales et ses estimations relatives aux impôts sont raisonnables, celles-ci pourraient changer en raison de plusieurs facteurs, notamment l'issue des vérifications fiscales et des litiges connexes, l'introduction de nouvelles normes comptables relatives aux impôts et de nouvelles lois fiscales et interprétations connexes, la composition des territoires ayant généré le résultat net de la Société, la possibilité de réalisation des actifs d'impôt différé et les modifications des positions fiscales incertaines. L'un ou l'autre des facteurs ci-dessus pourrait avoir une incidence défavorable importante sur le bénéfice net ou les flux de trésorerie de la Société parce qu'il toucherait ses activités et sa rentabilité, la disponibilité des crédits fiscaux, le coût des services qu'elle offre et la disponibilité de déductions pour pertes d'exploitation pendant la croissance de la Société. Une augmentation ou une diminution du taux d'impôt effectif de la Société pourrait aussi avoir une incidence négative importante sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Obligations relatives à des régimes de retraite à prestations définies sous-capitalisés

La Société pourrait devoir verser des fonds additionnels pour remplir des obligations relatives à des régimes de retraite à prestations définies gérés par elle pour des employés qui prennent leur retraite et des employés déjà à la retraite, si ces régimes sont sous-capitalisés. Les cotisations sont habituellement établies en calculant les obligations du régime au titre des prestations projetées, moins la juste valeur des actifs du régime. Les obligations de la Société relatives au régime pourraient augmenter ou diminuer en fonction de divers facteurs, notamment l'évolution de l'espérance de vie et les hausses ou les baisses des taux d'intérêt et du rendement du capital. Si la Société devait cotiser un montant considérable pour couvrir le déficit des régimes sous-capitalisés, ses flux de trésorerie pourraient s'en ressentir grandement.

L'évolution de la conjoncture économique et un changement du profil démographique pourraient entraîner de fortes augmentations des obligations de financement de la Société, ce qui réduirait d'autant la disponibilité de ces fonds pour d'autres fins et pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

RISQUES LIÉS AUX ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ

Dilution potentielle et volatilité du cours de l'action

Les statuts de la Société permettent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et d'un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries. Pour financer et conclure les acquisitions ciblées ou financer son exploitation, ses dépenses d'investissement et ses autres activités, la Société pourrait émettre des titres de participation ou des titres convertibles en actions ordinaires additionnels, ce qui pourrait diluer le pourcentage de participation des actionnaires. L'effet dilutif de ces émissions pourrait nuire à la capacité de la Société à obtenir des fonds supplémentaires ou faire reculer le cours de l'action de la Société. WSP ne peut prédire ni la probabilité ni la taille des émissions futures de titres de participation, pas plus qu'elle ne peut prédire l'incidence que ces émissions futures pourraient avoir sur le cours des titres de la Société. L'émission d'un nombre important d'actions ordinaires (ou de titres convertibles en actions ordinaires) additionnels, ou la perception que de telles émissions sont susceptibles de se produire, pourrait avoir une incidence négative sur le cours des actions ordinaires en vigueur.

Les prix des actions sont intrinsèquement volatils. Le cours de nos actions ordinaires est par conséquent soumis à de fortes fluctuations en réponse à de nombreux facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et amplifiés en raison de la pandémie de COVID-19 et de l'incertitude connexe. Ces facteurs comprennent, sans s'y limiter, les annonces ou les rumeurs concernant de nouvelles initiatives stratégiques ou d'autres informations importantes; les fluctuations réelles ou prévues de nos résultats d'exploitation; les ventes d'actions ordinaires sur le marché; les changements dans les prévisions, les estimations ou les recommandations des analystes de recherche en valeurs mobilières au sujet de notre rendement financier ou de nos résultats d'exploitation futurs; l'évolution du rendement économique ou de l'évaluation boursière d'autres émetteurs que les investisseurs jugent comparables à WSP; l'arrivée ou le départ de membres de la haute direction et d'autres membres du personnel clés; la déclaration et le paiement de dividendes, des communiqués portant sur les tendances, les préoccupations, les progrès technologiques ou l'évolution de la concurrence; l'incidence des

diverses lois fiscales ou taux d'imposition ainsi que la conjoncture générale du marché ou la conjoncture économique mondiale. Dans certaines circonstances, les marchés boursiers subissent d'importantes fluctuations du cours des actions et du volume des opérations, qui sont complètement indépendantes du rendement opérationnel des entreprises touchées. Rien ne garantit que le cours des actions ordinaires ne subira pas d'importantes fluctuations à l'avenir, y compris des fluctuations qui ne sont pas reliées à notre rendement.

En outre, la Société est assujettie à un certain nombre de risques et d'incertitudes, y compris ceux décrits dans la présente rubrique 20, « Facteurs de risque », qui, s'ils se concrétisaient, pourraient entraîner une baisse du cours des actions de la Société cotées en bourse.

RISQUES LIÉS AUX ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion représentent, notamment, des énoncés sur les résultats, la performance, les réalisations, les perspectives, les cibles et les intentions ou possibilités futures de la Société, ou sur les marchés où la Société exerce ses activités, et d'autres énoncés qui sont indiqués à la rubrique « Énoncés prospectifs ». Les énoncés prospectifs sont fondés sur des opinions de la direction ou sur des hypothèses et des estimations faites par la direction d'après son expérience et sa perception des tendances historiques, les conditions actuelles et les développements futurs prévus, ainsi que d'autres facteurs que la Société estime appropriés et raisonnables dans les circonstances. Toutefois, rien ne peut garantir que ces estimations et hypothèses se révéleront exactes. Les résultats futurs réels de la Société pourraient différer considérablement des résultats passés ou des estimations et les variations pourraient être importantes. La Société ne déclare aucunement que ses résultats futurs réels seront les mêmes, en tout ou en partie, que ceux figurant dans le présent rapport de gestion. Se reporter à la rubrique 19, « Énoncés prospectifs ».

21 INFORMATION ADDITIONNELLE

De l'information additionnelle au sujet de la Société est disponible sur son site Web, à l'adresse www.wsp.com, et sur celui de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. La notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre, 2021 est disponible sur ces sites.

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto, sous le symbole « WSP ». Au 31 décembre 2021, la Société avait 117 783 015 actions ordinaires en circulation. Au 8 mars 2022, elle avait 117 916 486 actions ordinaires en circulation.

La Société n'a pas d'autres actions en circulation.

22 GLOSSAIRE DES MESURES SECTORIELLES, DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS ET DES AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Produits des activités ordinaires nets

Les produits des activités ordinaires nets sont définis comme étant les produits des activités ordinaires moins les coûts directs liés aux sous-consultants et autres coûts directs recouvrables directement auprès des clients.

Les produits des activités ordinaires nets constituent une mesure d'information sectorielle et un total des mesures sectorielles, qui n'a pas de définition normalisée selon les IFRS, elle pourrait ne pas être comparable aux mesures semblables présentées par d'autres émetteurs.

La direction analyse la performance financière de la Société en tenant compte des produits des activités ordinaires générés par les honoraires, ou les produits des activités ordinaires nets, puisque les coûts directs recouvrables peuvent varier sensiblement d'un contrat à l'autre et ne sont pas représentatifs de la performance des services d'experts-conseils. Se reporter à la rubrique 8.1, « Produits des activités ordinaires nets », pour obtenir des rapprochements des produits des activités ordinaires avec les produits des activités ordinaires nets.

BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté renvoie au résultat avant les charges de financement nettes (sauf les produits d'intérêts), la charge d'impôt sur le résultat, la dotation aux amortissements, les pertes de valeur et les reprises, la quote-part de la charge d'impôt sur le résultat et de la dotation aux amortissements des entreprises associées, les coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation et les coûts de mise en place du système ERP. La marge du BAIIA ajusté est définie comme le BAIIA ajusté exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires nets.

Le BAIIA ajusté constitue une mesure financière non conforme aux IFRS. La marge du BAIIA ajusté est un ratio non conforme aux IFRS. Ces mesures n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS; par conséquent, elles ne sont pas nécessairement comparables aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

La direction analyse la performance financière de la Société en se fondant sur le BAIIA ajusté, car elle estime que cette mesure permet de comparer les résultats d'exploitation d'une période à l'autre. Ces mesures ne tiennent pas compte des effets des éléments qui rendent compte principalement de l'incidence des décisions concernant les placements à long terme et le financement, plutôt que des résultats des activités quotidiennes. Se reporter à la rubrique 8.3, « BAIIA ajusté », pour obtenir des rapprochements du résultat avant les charges de financement nettes et la charge d'impôt sur le résultat avec le BAIIA ajusté.

BAIIA ajusté par secteur et marge du BAIIA ajusté par secteur

Le BAIIA ajusté par secteur est défini comme le BAIIA ajusté compte non tenu des charges du siège social. Les charges du siège social correspondent aux frais et salaires liés aux fonctions centralisées telles que les finances, les ressources humaines et la technologie, lesquels ne sont pas attribués aux secteurs à présenter. La marge du BAIIA ajusté par secteur est définie comme le BAIIA ajusté excluant les charges du siège social exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires nets.

Ces mesures d'information sectorielle et du total des secteurs constituent des mesures qui n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS. D'autres émetteurs pourraient définir le BAIIA ajusté par secteur d'une manière différente et, par conséquent, cette mesure pourrait ne pas être comparable à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs.

Ces mesures permettent à la direction de comparer les secteurs à présenter les uns avec les autres. Se reporter à la rubrique 8.3, « BAIIA ajusté », pour obtenir des rapprochements du BAIIA ajusté avec le BAIIA ajusté par secteur et du résultat avant les charges de financement nettes et la charge d'impôt sur le résultat avec le BAIIA ajusté.

Résultat net ajusté et résultat net ajusté par action

La direction a modifié sa définition du résultat net ajusté, en date du 1^{er} janvier 2021, pour exclure l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises. La modification a été apportée dans le cadre de l'acquisition de Golder, réalisée le 7 avril 2021. Les résultats de la période correspondante ont été retraités après application de la définition actuelle.

Le résultat net ajusté représente le résultat net attribuable aux actionnaires compte non tenu des éléments suivants :

- amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises;
- coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation;
- coûts de mise en place du système ERP;
- profits ou pertes sur des placements dans des titres liés aux obligations de la rémunération différée, inclus dans les autres actifs financiers;
- profits ou pertes latents sur les instruments financiers dérivés;
- incidence fiscale liée aux éléments ci-dessus.

Le résultat net ajusté par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions.

Le résultat net ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS et le résultat net ajusté par action est un ratio non conforme aux IFRS. Ces mesures n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS; par conséquent, elles pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs.

Le fait d'exclure les coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises fournit une mesure comparative du rendement de la Société dans un contexte d'importants regroupements d'entreprises, dans lequel la Société peut engager des coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation élevés et, par conséquent, voir sa charge d'amortissement augmenter en raison de la comptabilisation d'immobilisations incorporelles qui ne seraient normalement pas comptabilisées en dehors d'un regroupement d'entreprises. La direction exclut également les coûts de mise en place du système ERP puisqu'ils ne sont pas représentatifs des activités d'exploitation de la Société. Cette mesure financière non conforme aux IFRS est ajustée pour tenir compte de certains éléments hors trésorerie liés à la volatilité du marché qui sont intrinsèquement imprévisibles. En outre, aux États-Unis, la Société offre un régime de rémunération différée aux termes duquel une partie de la rémunération des employés est différée et investie dans des actifs financiers détenus dans une fiducie, qui sont inclus dans les autres actifs financiers à l'état de la situation financière de la Société. Ces actifs financiers sont détenus en fiducie au bénéfice des employés, mais sont mis à la disposition des créanciers de la Société, en cas d'insolvabilité, et ne sont donc pas considérés comme des gains ou pertes actuariels comptabilisés dans les autres éléments du résultat global; ils sont plutôt comptabilisés dans les charges de financement. Enfin, les profits ou pertes latents sur les instruments financiers dérivés sont liés aux transactions futures et, par conséquent, ne sont pas comparables lorsqu'ils sont inclus dans les résultats de la période considérée.

La direction est d'avis que ces éléments ne devraient pas être pris en compte dans l'évaluation de la performance financière et opérationnelle sous-jacente. Se reporter à la rubrique 8.8, « Résultat net ajusté », pour obtenir des rapprochements du résultat net attribuable aux actionnaires avec le résultat net ajusté.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes représente les produits futurs découlant de contrats signés à exécuter. Le carnet de commandes est une mesure financière supplémentaire qui n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Le carnet de commandes diffère des obligations de prestation non remplies définies dans les IFRS puisqu'il inclut les contrats en régie sans prix plafond ainsi que les contrats en régie à prix plafond et les contrats à forfait pour lesquels les travaux n'ont pas commencé. D'autres émetteurs pourraient définir une mesure similaire d'une manière différente et, par conséquent, cette mesure n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles (ou les sorties de flux de trésorerie disponibles) sont définis comme étant les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, plus les liquidités discrétionnaires de la Société qui sont générées par d'autres activités (s'il y a lieu), moins les paiements de loyers et les dépenses d'investissement nettes.

Les flux de trésorerie disponibles constituent une mesure financière non conforme aux IFRS qui n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. D'autres émetteurs pourraient définir une mesure similaire d'une manière différente et, par conséquent, cette mesure pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

Les flux de trésorerie disponibles fournissent une mesure constante et comparable des liquidités discrétionnaires que génère la Société et dont elle dispose pour assurer le service de la dette, honorer ses autres obligations de paiement et effectuer des placements stratégiques. Se reporter à la rubrique 9.1, « Activités d'exploitation et flux de trésorerie disponibles », pour obtenir des rapprochements des flux de trésorerie disponibles avec les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

Délai moyen de recouvrement des créances clients (« délai de recouvrement »)

Le délai de recouvrement représente le nombre moyen de jours nécessaires pour convertir en trésorerie les créances clients de la Société (déduction faite des taxes de vente) et l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation, déduction faite de l'excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus. Le délai de recouvrement constitue une mesure financière supplémentaire qui n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. D'autres émetteurs pourraient définir une mesure similaire d'une manière différente et, par conséquent, cette mesure pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté constitue une mesure de gestion du capital. La dette nette est définie comme étant la dette à long terme, y compris les parties courantes, mais excluant les obligations locatives, et déduction faite de la trésorerie. La Société utilise ce ratio comme mesure de son levier financier, et il est calculé en fonction de notre BAIIA ajusté sur 12 mois continus.

Groupe WSP Global Inc.

États financiers consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021



À PROPOS

L'une des plus grandes firmes de services professionnels au monde, WSP fournit des services de consultation stratégique, d'ingénierie et de conception à des clients de différents secteurs : transport et infrastructures, sciences de la terre et de l'environnement, bâtiment, énergie, ressources et industries. L'équipe mondiale d'experts de WSP regroupe des conseillers, ingénieurs, spécialistes de l'environnement, scientifiques, techniciens, architectes et urbanistes, ainsi que des professionnels en conception et en gestion de programme. Nos employés de talent sont bien positionnés pour réaliser des projets durables et de grande qualité, partout où nos clients ont besoin de nous.

SIÈGE SOCIAL
GROUPE WSP GLOBAL INC.
1600, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST, 11^E ÉTAGE
MONTRÉAL (QUÉBEC) H3H 1P9
CANADA

wsp.com



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Groupe WSP Global Inc.

Notre opinion

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Groupe WSP Global Inc. et de ses filiales (collectivement, la « Société ») aux 31 décembre 2021 et 2020, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société, qui comprennent :

- les états consolidés du résultat net pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020;
- les états consolidés du résultat global pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020;
- les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2021 et 2020;
- les états consolidés des variations des capitaux propres pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020;
- les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020;
- les notes annexes, qui comprennent les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502



Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans notre audit des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés de l'audit

Comptabilisation des produits des activités ordinaires – Coûts estimatifs des contrats en régie à prix plafond et des contrats à forfait

Renvoi à la note 2, Principales méthodes comptables, à la note 4, Estimations comptables et jugements critiques et à la note 7, Produits des activités ordinaires, aux états financiers consolidés.

La Société comptabilise généralement ses produits progressivement, en utilisant une méthode fondée sur les intrants, à mesure qu'elle remplit ses obligations de prestation conformément aux modalités du contrat. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, environ 72 % du total des produits des activités ordinaires de 10 279,1 M\$ ont été tirés de contrats en régie à prix plafond et de contrats à forfait. Pour ces contrats, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés progressivement selon la méthode de l'avancement des travaux, selon laquelle le pourcentage des produits des activités ordinaires obtenus est estimé en utilisant une évaluation fondée sur les intrants qui repose généralement sur le ratio des coûts engagés sur le total des coûts estimatifs. La comptabilisation des produits des activités ordinaires et de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation suppose l'estimation des coûts à engager pour terminer le projet. Sur une base mensuelle, la direction examine les coûts engagés depuis le début du projet et les coûts estimatifs à engager pour chaque projet afin de déterminer si le montant comptabilisé dans l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation reflète fidèlement le montant qui sera obtenu pour les projets.

Traitement des questions clés de l'audit dans le cadre de notre audit

Notre approche pour traiter cette question a notamment compris les procédures suivantes :

- Tester, pour certains secteurs, l'efficacité du fonctionnement des contrôles sur la détermination des coûts estimatifs.
- Tester la façon dont la direction a déterminé les coûts estimatifs pour un échantillon de contrats, y compris l'évaluation du caractère raisonnable des coûts à engager pour terminer un projet, en effectuant ce qui suit :
 - Obtenir et lire les contrats ainsi que leurs modifications, s'il y a lieu, pour comprendre leur portée et leurs principales modalités;
 - Évaluer l'identification en temps opportun des circonstances pouvant justifier de modifier le total des coûts estimatifs, notamment les contrats faisant l'objet de réclamations et les modifications de contrats;
 - Rencontrer le personnel d'exploitation de la Société pour évaluer le degré d'achèvement, les coûts estimatifs à engager, et les facteurs ayant une incidence sur le temps requis et les coûts à engager pour terminer le projet;
 - Comparer la marge initiale attendue sur le contrat à la marge réelle;
 - Comparer les coûts engagés et les coûts estimatifs à engager pour terminer le projet au total des coûts estimatifs initial.



Questions clés de l'audit

Nous avons considéré cette question comme étant une question clé de l'audit en raison des jugements importants posés par la direction pour déterminer les coûts estimatifs à engager pour terminer les projets, ce qui nous a mené à poser des jugements importants et à déployer des efforts importants dans l'application des procédures pour évaluer le total des coûts estimatifs, y compris l'appréciation des jugements posés par la direction au sujet de sa capacité à déterminer les coûts estimatifs à engager pour terminer un projet.

Traitement des questions clés de l'audit dans le cadre de notre audit

- Tester, en se fondant sur des échantillons, les coûts engagés par rapport aux éléments probants.
- Comparer le total des coûts estimatifs initial au total des coûts engagés pour les contrats réalisés au cours de l'exercice.

Évaluation des relations clients acquises dans le cadre de l'acquisition de Golder Associates

Renvoi à la note 4, Estimations comptables et jugements critiques et à la note 5, Acquisitions d'entreprises, aux états financiers consolidés.

Le 7 avril 2021, la Société a acquis la totalité des actions à droit de vote d'Enterra Holdings Ltd., la société de portefeuille de Golder Associates (« Golder »). La transaction comportait une contrepartie d'achat totalisant 1 251,5 M\$. La juste valeur des actifs identifiables acquis comprenait des immobilisations incorporelles d'un montant de 357,6 M\$ se rapportant principalement aux relations avec les clients. La direction a recours à des estimations et à des hypothèses importantes pour évaluer la juste valeur des immobilisations incorporelles acquises. La direction a appliqué la méthode des bénéfices excédentaires au moyen de modèles d'actualisation des flux de trésorerie pour évaluer les relations clients acquises. Les estimations et hypothèses critiques formulées par la direction en lien avec cette méthode comprenaient les produits et les marges prévus attribuables aux relations clients, les taux d'attrition et les taux d'actualisation.

Notre approche pour traiter cette question a notamment compris les procédures suivantes :

- Tester la façon dont la direction a évalué la juste valeur des relations clients en effectuant notamment ce qui suit :
 - Lire le contrat d'achat;
 - Tester les données sous-jacentes utilisées par la direction dans les modèles;
 - Évaluer le caractère raisonnable des hypothèses et des estimations critiques utilisées par la direction relativement aux produits et aux marges prévus attribuables aux relations clients et les taux d'attrition en tenant compte des rendements passés de la société acquise ainsi que des données économiques et propres au secteur d'activité.
 - Obtenir de l'aide de professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées dans le domaine des évaluations pour évaluer le caractère approprié des méthodes et modèles d'évaluation utilisés, de même que certaines hypothèses critiques telles que les taux d'actualisation.



Questions clés de l'audit

Traitement des questions clés de l'audit dans le cadre de notre audit

Nous avons considéré cette question comme une question clé de l'audit en raison de la part importante de jugement exercé par la direction dans l'évaluation de la juste valeur des relations clients, y compris la formulation d'estimations et d'hypothèses critiques. Il en découle un degré élevé de jugement, d'effort et de subjectivité de la part de l'auditeur dans l'exécution des procédures et l'évaluation des éléments probants relatifs aux estimations et hypothèses critiques utilisées par la direction. Les travaux d'audit ont nécessité le recours à des professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées dans le domaine des évaluations.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion, que nous avons obtenu avant la date du présent rapport, et des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états financiers, incluses dans le rapport annuel, qui est censé être mis à notre disposition après cette date.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune opinion ou autre forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués à l'égard des autres informations que nous avons obtenues avant la date du présent rapport, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard. Si, à la lecture des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états financiers, incluses dans le rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.



Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;



- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport de l'auditeur, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.



L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Michael Trudeau.

/s/PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal (Québec)
Le 9 mars 2022

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A113048

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

	2021	2020
	\$	\$
Produits des activités ordinaires (note 7)	10 279,1	8 803,9
Coûts liés au personnel (note 11)	5 851,2	5 221,8
Sous-consultants et coûts directs	2 409,5	1 944,8
Autres charges d'exploitation	745,8	606,1
Dotation aux amortissements des actifs au titre de droits d'utilisation (note 18)	265,8	268,3
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles (note 19)	139,1	104,7
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles (note 20)	113,6	103,3
Coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation (note 10)	60,8	103,4
Coûts de mise en place du système ERP (note 3)	6,8	—
Perte (profit) de change	(18,6)	10,3
Quote-part du résultat d'entreprises associées et de coentreprises, déduction faite de l'impôt	(19,5)	(18,2)
Résultat avant charges de financement nettes et impôt	724,6	459,4
Charges de financement nettes (note 12)	79,5	73,5
Résultat avant impôt	645,1	385,9
Charge d'impôt sur le résultat (note 13)	171,0	108,5
Résultat net	474,1	277,4
Résultat net attribuable aux :		
Actionnaires de Groupe WSP Global Inc.	473,6	276,0
Participations ne donnant pas le contrôle	0,5	1,4
	474,1	277,4
Résultat net de base par action attribuable aux actionnaires	4,07	2,51
Résultat net dilué par action attribuable aux actionnaires	4,05	2,50
Nombre moyen pondéré de base d'actions	116 479 695	110 020 798
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	116 901 686	110 263 100

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

(en millions de dollars canadiens)

	2021	2020
	\$	\$
Résultat net	474,1	277,4
Autres éléments du résultat global		
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net		
Écarts de change	(124,9)	25,8
Écarts de change sur les instruments financiers désignés en tant que couverture d'investissement net	1,5	(6,2)
Produit d'impôt	2,3	1,1
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net		
Perte actuarielle sur les régimes de retraite	(4,3)	(30,4)
Écarts de change liés aux régimes de retraite	1,8	(1,0)
Recouvrement d'impôt lié aux régimes de retraite	2,4	6,8
Total du résultat global pour l'exercice	352,9	273,5
Résultat global attribuable aux :		
Actionnaires de Groupe WSP Global Inc.	352,4	272,1
Participations ne donnant pas le contrôle	0,5	1,4
	352,9	273,5

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

(en millions de dollars canadiens)

Aux 31 décembre	2021	2020
Actif	\$	\$
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 29)	927,4	437,1
Créances clients et autres créances (note 15)	1 916,8	1 598,8
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation (note 16)	1 156,4	950,5
Charges payées d'avance	169,6	168,7
Autres actifs financiers (note 17)	141,7	118,1
Actif d'impôt exigible	28,9	27,5
	4 340,8	3 300,7
Actifs non courants		
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 18)	861,5	894,3
Immobilisations incorporelles (note 19)	549,9	275,5
Immobilisations corporelles (note 20)	363,6	314,9
Goodwill (note 21)	4 762,3	3 731,9
Actifs d'impôt différé (note 13)	165,1	169,2
Autres actifs (note 22)	207,2	150,9
	6 909,6	5 536,7
Total de l'actif	11 250,4	8 837,4
Passif		
Passifs courants		
Dettes d'exploitation et charges à payer (note 23)	2 217,3	1 718,2
Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus (note 16)	751,1	708,5
Passif d'impôt exigible	149,8	119,1
Provisions (note 24)	77,5	71,4
Dividendes à payer aux actionnaires (note 28)	44,2	42,5
Partie courante des obligations locatives (note 18)	254,2	233,1
Partie courante de la dette à long terme (note 25)	297,4	296,9
	3 791,5	3 189,7
Passifs non courants		
Dette à long terme (note 25)	1 479,3	277,3
Obligations locatives (note 18)	766,1	785,3
Provisions (note 24)	236,2	180,9
Obligations au titre des prestations de retraite (note 9)	212,9	232,4
Passifs d'impôt différé (note 13)	99,2	90,4
	2 793,7	1 566,3
Total du passif	6 585,2	4 756,0
Capitaux propres		
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Groupe WSP Global Inc.	4 664,5	4 080,4
Participations ne donnant pas le contrôle	0,7	1,0
Total des capitaux propres	4 665,2	4 081,4
Total du passif et des capitaux propres	11 250,4	8 837,4
Approuvé par le conseil d'administration,		
(signé) Alexandre L'Heureux _____, administrateur	(signé) Louis-Philippe Carrière _____, administrateur	

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en millions de dollars canadiens)

	Attribuables aux actionnaires de Groupe WSP Global Inc.				Total	Partici- pations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital- actions	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} janvier 2021	3 394,2	207,3	412,2	66,7	4 080,4	1,0	4 081,4
Résultat global							
Résultat net	—	—	473,6	—	473,6	0,5	474,1
Perte actuarielle sur les régimes de retraite, déduction faite de l'impôt	—	—	—	(0,1)	(0,1)	—	(0,1)
Écarts de change, déduction faite de l'impôt	—	—	—	(123,3)	(123,3)	—	(123,3)
Couverture d'investissement net, déduction faite de l'impôt	—	—	—	2,2	2,2	—	2,2
Total du résultat global	—	—	473,6	(121,2)	352,4	0,5	352,9
Actions ordinaires émises dans le cadre d'appels publics à l'épargne et de placements privés (note 26)	300,6	—	—	—	300,6	—	300,6
Actions ordinaires émises dans le cadre du RRD (note 26)	92,6	—	—	—	92,6	—	92,6
Exercice d'options sur actions (note 26)	13,8	(2,5)	—	—	11,3	—	11,3
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	3,5	—	—	3,5	—	3,5
Dividendes déclarés aux actionnaires de Groupe WSP Global Inc.	—	—	(174,9)	—	(174,9)	—	(174,9)
Dividendes versés au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	(0,8)	(0,8)
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle	—	—	(1,4)	—	(1,4)	—	(1,4)
	407,0	1,0	(176,3)	—	231,7	(0,8)	230,9
Solde au 31 décembre 2021	3 801,2	208,3	709,5	(54,5)	4 664,5	0,7	4 665,2

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en millions de dollars canadiens)

	Attribuables aux actionnaires de Groupe WSP Global Inc.				Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital- actions	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} janvier 2020	2 752,2	204,6	303,4	70,6	3 330,8	1,1	3 331,9
Résultat global							
Résultat net	—	—	276,0	—	276,0	1,4	277,4
Perte actuarielle sur les régimes de retraite, déduction faite de l'impôt	—	—	—	(24,6)	(24,6)	—	(24,6)
Écarts de change, déduction faite de l'impôt	—	—	—	26,9	26,9	—	26,9
Couverture d'investissement net, déduction faite de l'impôt	—	—	—	(6,2)	(6,2)	—	(6,2)
Total du résultat global	—	—	276,0	(3,9)	272,1	1,4	273,5
Actions ordinaires émises dans le cadre d'appels publics à l'épargne et de placements privés	563,2	—	—	—	563,2	—	563,2
Actions ordinaires émises dans le cadre du RRD (note 26)	76,1	—	—	—	76,1	—	76,1
Exercice d'options sur actions (note 26)	2,7	(0,5)	—	—	2,2	—	2,2
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	3,2	—	—	3,2	—	3,2
Dividendes déclarés aux actionnaires de Groupe WSP Global Inc.	—	—	(167,2)	—	(167,2)	—	(167,2)
Dividendes versés au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	(0,6)	(0,6)
Cession de participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	(0,9)	(0,9)
	642,0	2,7	(167,2)	—	477,5	(1,5)	476,0
Solde au 31 décembre 2020	3 394,2	207,3	412,2	66,7	4 080,4	1,0	4 081,4

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars canadiens)

	2021	2020
	\$	\$
Activités d'exploitation		
Résultat net	474,1	277,4
Ajustements (note 29)	436,6	416,7
Charges de financement nettes (note 12)	79,5	73,5
Charge d'impôt sur le résultat (note 13)	171,0	108,5
Impôt payé	(134,0)	(104,5)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 29)	32,9	353,5
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	1 060,1	1 125,1
Activités de financement		
Produit (remboursement) net des emprunts aux termes des facilités de crédit	649,1	(857,1)
Émission de billets de premier rang non garantis (note 25)	500,0	—
Remboursement de la dette à long terme après une acquisition d'entreprise	(235,0)	—
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission (note 26)	308,5	550,8
Paiements de loyers (note 18)	(303,2)	(301,3)
Dividendes versés aux actionnaires de Groupe WSP Global Inc.	(80,6)	(88,3)
Charges de financement nettes payées, excluant les intérêts sur les obligations locatives	(47,8)	(49,8)
Dividendes versés au titre des participations ne donnant pas le contrôle	(0,8)	(0,6)
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités de financement	790,2	(746,3)
Activités d'investissement		
Sorties de trésorerie liées aux acquisitions d'entreprises, montant net (note 5)	(1 244,9)	(124,4)
Entrée d'immobilisations corporelles, exception faite des acquisitions d'entreprises	(100,7)	(72,1)
Entrée d'immobilisations incorporelles identifiables, exception faite des acquisitions d'entreprises	(20,5)	(21,0)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	10,4	4,6
Augmentation des placements dans des titres	(7,1)	—
Dividendes reçus des entreprises associées	14,4	19,4
Produit de la vente d'une participation dans une entreprise associée	4,6	—
Produit net de la cession d'activités	—	8,2
Rachat d'une participation ne donnant pas le contrôle	(1,4)	—
Trésorerie nette reçue au titre d'un prêt à une entreprise associée	0,3	—
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(1 344,9)	(185,3)
Incidence des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(13,8)	3,9
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	491,6	197,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite du découvert bancaire, au début de l'exercice	434,7	237,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite du découvert bancaire, à la fin de l'exercice (note 29)	926,3	434,7

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

NOTES

1	BASE D'ÉTABLISSEMENT	F-17
2	PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES	F-17
3	DÉVELOPPEMENTS EN MATIÈRE DE MÉTHODES COMPTABLES	F-29
4	ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES	F-30
5	ACQUISITIONS D'ENTREPRISES	F-33
6	SECTEURS OPÉRATIONNELS	F-37
7	PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	F-40
8	RÉGIMES INCITATIFS À LONG TERME (« RILT »)	F-41
9	RÉGIMES DE RETRAITE	F-42
10	COÛTS D'ACQUISITION, D'INTÉGRATION ET DE RÉORGANISATION	F-46
11	SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES	F-47
12	CHARGES DE FINANCEMENT NETTES.....	F-47
13	IMPÔT SUR LE RÉSULTAT	F-47
14	INSTRUMENTS FINANCIERS	F-51
15	CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES	F-55
16	SOLDES CONTRACTUELS	F-56
17	AUTRES ACTIFS FINANCIERS	F-57
18	ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION ET OBLIGATIONS LOCATIVES	F-57
19	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	F-59
20	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	F-60
21	GOODWILL	F-61
22	AUTRES ACTIFS	F-64
23	DETTES D'EXPLOITATION ET CHARGES À PAYER	F-64
24	PROVISIONS	F-64
25	DETTE À LONG TERME.....	F-65
26	CAPITAL-ACTIONS	F-66
27	GESTION DU CAPITAL	F-67
28	DIVIDENDES	F-68
29	TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE	F-69
30	TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES	F-71
31	PASSIFS ÉVENTUELS	F-71

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

1 BASE D'ÉTABLISSEMENT

Groupe WSP Global Inc. (collectivement avec ses filiales, la « Société » ou « WSP ») est une firme de services-conseils professionnels qui offre des compétences techniques et des conseils stratégiques à des clients dans différents segments de marché : transport et infrastructures, immeubles et bâtiment, sciences de la terre et environnement, énergie, ressources (y compris les mines, le pétrole et le gaz) et industrie. La Société offre, en outre, des services hautement spécialisés d'exécution de projets et de consultation stratégique. Son siège social est situé au 1600, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec), Canada.

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous le symbole « WSP ».

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Ces états financiers ont été préparés selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation, selon la méthode du coût historique, sauf en ce qui concerne certains actifs et passifs financiers (y compris les placements dans des titres et des instruments dérivés), des passifs au titre des régimes d'unités d'actions et de la contrepartie éventuelle, qui sont évalués à la juste valeur, et sauf les obligations au titre des prestations définies, dont l'évaluation correspond à la valeur actualisée nette des obligations au titre des prestations définies diminuée de la juste valeur de l'actif des régimes.

Le conseil d'administration de la Société a approuvé les présents états financiers le 9 mars 2022.

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables décrites ci-dessous ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées dans les présents états financiers consolidés, sauf indication contraire dans la note 3, « Développements en matière de méthode comptable ».

CONSOLIDATION, PARTENARIATS ET ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales.

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent les participations dans les filiales détenues par des parties externes. La quote-part de l'actif net des filiales attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est indiquée comme une composante des capitaux propres. La quote-part du résultat net et du résultat global des filiales est comptabilisée directement en capitaux propres. Les variations de la participation de la société mère dans les filiales, qui n'entraînent pas une perte de contrôle, sont comptabilisées comme des opérations sur capitaux propres.

FILIALES

Les filiales représentent toutes les entités que la Société contrôle. La Société contrôle une entité lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. Les comptes des filiales sont intégralement consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est transféré à la Société et cessent de l'être à compter de la date à laquelle ce contrôle prend fin.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

Les transactions et soldes intragroupe de même que les profits et pertes latents sur les transactions intervenues entre les entreprises appartenant à la Société sont éliminés. Les montants comptabilisés par les filiales ont été ajustés, au besoin, afin qu'ils soient conformes aux méthodes comptables adoptées par la Société.

Le tableau qui suit dresse la liste des principales filiales de la Société pour chacun des exercices clos le 31 décembre, en fonction des produits des activités ordinaires. La Société détenait 100 % des intérêts dans toutes les filiales présentées.

2021		2020	
Entité	Pays de constitution	Entité	Pays de constitution
WSP USA Inc.	États-Unis	WSP USA Inc.	États-Unis
WSP Canada Inc.	Canada	WSP UK Ltd	Royaume-Uni
WSP UK Ltd	Royaume-Uni	WSP Sverige AB	Suède
WSP Australia Pty Ltd	Australie	WSP Canada Inc.	Canada
WSP Sverige AB	Suède	WSP Australia Pty Ltd	Australie
Golder Associates Ltd	Canada	WSP New Zealand Ltd	Nouvelle-Zélande
WSP New Zealand Ltd	Nouvelle-Zélande	WSP USA Buildings Inc.	États-Unis
WSP USA Solutions Inc.	États-Unis	WSP USA Solutions Inc.	États-Unis

PARTENARIATS

Les partenariats sont classés soit comme des entreprises communes soit comme des coentreprises. Pour déterminer à quelle catégorie appartient le partenariat, il faut tenir compte des droits et obligations découlant des obligations contractuelles des parties à l'entreprise. Les partenariats qui confèrent à la Société des droits sur les actifs et obligations individuels découlant de l'entreprise sont classés à titre d'entreprises communes et les partenariats qui confèrent à la Société des droits aux actifs nets de l'entreprise sont classés à titre de coentreprises.

Pour comptabiliser ses intérêts dans des entreprises communes, la Société inscrit sa quote-part des actifs, passifs, produits des activités ordinaires, coûts et flux de trésorerie, en se fondant sur les états financiers les plus récents des partenariats en question.

Les intérêts dans des entreprises communes sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et inclus dans les autres actifs dans les états de la situation financière. La valeur comptable des participations dans des coentreprises est soumise à un test de dépréciation, comme il est indiqué ci-dessous à la rubrique « Dépréciation des actifs à long terme ».

ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les entreprises associées représentent toutes les entités sur lesquelles la Société exerce une influence notable, sans en détenir le contrôle ni le contrôle conjoint. Les participations dans des entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et incluses dans les autres actifs, dans les états de la situation financière. La valeur comptable des participations dans des entreprises associées est soumise à un test de dépréciation, comme il est indiqué ci-dessous à la rubrique « Dépréciation des actifs à long terme ».

MONNAIE ÉTRANGÈRE

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des filiales de la Société sont évalués selon la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (c'est-à-dire, la « monnaie fonctionnelle »).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle aux taux de change en vigueur à la date des transactions. Les profits et pertes de change découlant du règlement des transactions ainsi que de la conversion des actifs et passifs monétaires libellés dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle d'une entité sont comptabilisés en résultat net, sauf ceux qui sont admissibles à titre de couvertures d'investissement net et qui sont, de ce fait, différés dans les autres éléments du résultat global. Les profits et pertes de change relatifs aux emprunts et à la trésorerie sont indiqués dans les charges financières.

Les actifs et passifs des entités dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis aux taux de change en vigueur à la fin de la période, et leurs résultats d'exploitation sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les variations qui en résultent sont comptabilisées en capitaux propres, dans le cumul des autres éléments du résultat global, à titre d'écarts de change.

INFORMATION SECTORIELLE

La présentation des secteurs est conforme à celle de l'information interne fournie au principal décideur opérationnel. Le principal décideur opérationnel, qui est responsable de l'affectation des ressources et de l'évaluation de la performance des secteurs isolables, a été identifié comme étant l'équipe de direction mondiale. La Société est structurée en quatre secteurs isolables : Canada, Amériques (États-Unis et Amérique latine), EMOIA (Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique) et Asie-Pacifique (Asie, Australie et Nouvelle-Zélande).

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

La Société tire ses produits de la prestation de services d'ingénierie. Si la Société a constaté des produits des activités ordinaires, sans avoir fourni de facture, le droit à une contrepartie est donc comptabilisé en tant qu'actif contractuel présenté au poste « Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation » à l'état consolidé de la situation financière de la Société. L'actif contractuel est transféré aux créances clients lorsqu'une facture est produite, ce qui indique que le droit au paiement est devenu inconditionnel. Si les paiements sont reçus ou que les factures sont émises à un client avant que les services ne soient rendus, la Société comptabilise un passif contractuel au poste « Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus » à son état consolidé de la situation financière. Le passif contractuel est transféré dans les produits des activités ordinaires une fois que les services liés sont rendus.

Les produits des activités ordinaires sont évalués en fonction de la contrepartie précisée dans le contrat conclu avec le client. La Société comptabilise généralement ses produits progressivement, en utilisant une méthode fondée sur les intrants, à mesure qu'elle remplit ses obligations de prestation conformément aux modalités du contrat.

Une obligation de prestation est une promesse contenue dans le contrat de fournir un bien ou un service distinct au client. Le prix de transaction d'un contrat est affecté à chaque obligation de prestation distincte et comptabilisé en tant que produits des activités ordinaires lorsque les obligations de performance sont remplies. La plupart des contrats de la Société n'ont qu'une seule obligation de prestation puisque la promesse de fournir les biens ou services distincts ne peut être identifiée séparément des autres promesses contenues dans le contrat, c'est-à-dire que la promesse n'est pas distincte. Toute modification ou variation des contrats en cours est examinée afin de déterminer si les contrats entrent dans le champ d'application de l'obligation de prestation du contrat existant ou constituent une nouvelle obligation de prestation.

Les produits des activités ordinaires de la Société sont tirés principalement de trois types de contrats, lesquels sont décrits ci-dessous, et la Société répartit ses produits des activités ordinaires par secteur d'activité et par catégorie de clients, comme il est indiqué ci-dessous.

Les produits des activités ordinaires (et les profits) découlant de contrats en régie à prix plafond et de contrats à forfait sont comptabilisés progressivement selon la méthode de l'avancement des travaux, selon laquelle le pourcentage des produits des activités ordinaires obtenus est estimé en utilisant une évaluation fondée sur les intrants qui repose généralement sur le ratio des coûts engagés sur le total des coûts estimatifs.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020**

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

Les produits des activités ordinaires (et les profits) découlant de contrats en régie sans prix plafond sont comptabilisés dès que les coûts sont engagés et sont calculés selon les taux de facturation relatifs aux services rendus.

Certains coûts engagés par la Société concernant les sous-consultants, et d'autres coûts, sont directement recouverts auprès des clients et facturés à ces derniers. Ces coûts sont inclus dans les produits des activités ordinaires et les charges (à la rubrique « Sous-consultants et coûts directs ») lorsque la Société a le contrôle des biens ou des services avant leur transfert au client. La valeur des biens et services achetés par la Société, lorsqu'elle agit à titre de mandataire de l'approvisionnement pour un client, n'est pas comptabilisée dans les produits des activités ordinaires ni dans les charges.

L'incidence des changements apportés aux estimations des produits et des coûts, notamment l'incidence d'une modification ou d'une variation des contrats en cours, est constatée lorsqu'ils représentent des droits exécutoires de la Société et que les montants estimatifs peuvent être raisonnablement estimés. De tels changements peuvent avoir lieu en tout temps et peuvent être significatifs. Lorsque le total des coûts estimatifs du contrat est supérieur au total des produits liés au contrat, la perte prévue est immédiatement passée en charges, quel que soit le degré d'avancement, au moyen d'une provision pour pertes qui est établie d'après l'estimation la plus plausible des résultats prévus et qui comprend, le cas échéant, les droits à des revenus ou à une contrepartie supplémentaires (p. ex., une attribution ou une prime de rendement).

Les principaux secteurs d'activité de la Société, qui sont présentés à la note 7, « Produits des activités ordinaires », sont les suivants : transport et infrastructures, bâtiments, sciences de la terre et environnement, ressources (y compris les mines, le pétrole et le gaz), énergie et industrie.

Les principales catégories de clients de la Société sont des clients des secteurs publics et privés. Les produits des activités ordinaires tirés des contrats selon lesquels l'utilisateur final des services fournis est une entité liée au secteur public sont classés dans la catégorie de produits des activités ordinaires « Secteur public ». Les entités contrôlées par une branche du gouvernement sont considérées comme des entités du secteur public. Les produits des activités ordinaires tirés des contrats selon lesquels l'utilisateur final des services fournis n'est pas une entité liée au secteur public sont classés dans la catégorie de produits des activités ordinaires « Secteur privé ».

Les produits des activités ordinaires sont présentés après déduction de la taxe sur la valeur ajoutée et après élimination des ventes intragroupe.

COÛTS LIÉS AU PERSONNEL

Les coûts liés au personnel incluent divers coûts relatifs au paiement des salaires liés à la prestation de services de consultation, à l'exécution des projets et aux services administratifs, tels que les finances, les technologies de l'information, les ressources humaines et les communications.

SOUS-CONSULTANTS ET COÛTS DIRECTS

Les sous-consultants et coûts directs sont composés des coûts engagés pour fournir les services de consultation et directement recouvrables auprès des clients.

AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation comprennent, sans toutefois s'y limiter, les coûts fixes comme les coûts non recouvrables liés à la prestation de services aux clients, les coûts liés aux technologies, les frais liés aux services professionnels et les assurances.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020**

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

COÛTS D'ACQUISITION, D'INTÉGRATION ET DE RÉORGANISATION

Les coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation comprennent notamment les coûts suivants, le cas échéant :

- les coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises (qu'elles aient abouti ou non);
- les coûts d'intégration des entreprises récemment acquises suivant la date d'acquisition;
- les profits ou pertes découlant de la cession d'actifs non essentiels;
- les coûts liés au programme d'impartition des services – ces coûts correspondent essentiellement aux coûts de dédoublement et de transition qui découlent de la sous-traitance de l'infrastructure et d'autres fonctions de la Société;
- les coûts de restructuration;
- les indemnités de départ versées dans le cadre des ajustements apportés à nos structures de coûts.

Il est possible que la liste ci-dessus soit rajustée à l'occasion lorsque cela est rendu nécessaire pour mettre en évidence d'autres éléments sous ce poste afin d'aider les utilisateurs à comprendre la performance financière de la Société.

COMPTABILISATION DES CONTRATS DE LOCATION

La Société loue des locaux pour des bureaux et du matériel aux termes de contrats de location. Ces contrats sont négociés sur une base individuelle, ce qui fait que leurs modalités sont diverses, et ils sont généralement renouvelables aux taux du marché.

La majorité des contrats de location sont comptabilisés en tant qu'actifs au titre de droits d'utilisation avec une obligation locative correspondante, à la date à laquelle l'actif est à la disposition de la Société. Les paiements de loyers sont répartis entre l'obligation locative et la charge financière. La charge financière est imputée à l'état du résultat net sur la durée de location, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti sur la plus courte de la durée d'utilité de l'actif et de la durée du contrat de location selon la méthode linéaire. Les options de prolongation et de résiliation sont incluses dans les modalités des contrats de location seulement lorsqu'il est raisonnablement certain que la Société exercera l'option.

Les passifs découlant d'un contrat de location sont évalués initialement à la valeur actualisée. Les obligations locatives comprennent la valeur actualisée nette des paiements de loyers suivants :

- les paiements fixes (y compris les paiements fixes en substance et les paiements fixes au titre de toute option de prolongation incluse dans les modalités du contrat de location), déduction faite des avantages incitatifs à recevoir;
- les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux;
- les sommes que la Société s'attend à devoir payer au titre de garanties de valeur résiduelle;
- le prix d'exercice de l'option d'achat que la Société a la certitude raisonnable d'exercer;
- les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location, si la durée du contrat de location reflète l'exercice, par la Société, de l'option de résiliation du contrat de location.

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût, qui comprend :

- le montant de l'évaluation initiale de l'obligation locative;
- le cas échéant, les paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, déduction faite des avantages incitatifs reçus;
- le cas échéant, les coûts directs initiaux;
- le cas échéant, l'obligation d'engager des coûts de remise en état.

Les paiements de loyers sont actualisés à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location ou s'il est impossible de déterminer facilement ce taux, le taux d'emprunt marginal pertinent.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

Les paiements associés à des contrats de location à court terme et à des contrats de location dont les biens sous-jacents sont de faible valeur sont comptabilisés en charges selon la méthode linéaire, dans l'état du résultat net de la Société. Les contrats de location à court terme ont une durée de 12 mois ou moins. Les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur comprennent principalement le matériel informatique et les petits meubles de bureau.

INSTRUMENTS FINANCIERS

CLASSEMENT ET ÉVALUATION

Les actifs financiers et passifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur et, ultérieurement, en fonction de la catégorie à laquelle ils appartiennent. Les actifs financiers sont classés et évalués au coût amorti ou à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »), selon la façon dont la Société gère les instruments financiers et selon les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

Le tableau qui suit résume le classement et l'évaluation des instruments financiers de la Société.

Actifs financiers

Trésorerie, équivalents de trésorerie et trésorerie soumise à restrictions	Coût amorti
Créances clients, autres créances, créances sur des coentreprises et entreprises associées	Coût amorti
Placements dans des titres	JVRN
Instruments financiers dérivés	JVRN

Passifs financiers

Dettes d'exploitation et charges à payer	Coût amorti
Dividendes à payer aux actionnaires	Coût amorti
Emprunts aux termes de la facilité de crédit et découvert bancaire	Coût amorti
Contrepartie à payer liée aux acquisitions d'entreprises	Coût amorti ou JVRN
Instruments financiers dérivés	JVRN

Les actifs financiers et les passifs financiers classés au coût amorti sont évalués ultérieurement selon la méthode du taux d'intérêt effectif, moins toute perte de valeur.

Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les charges de financement nettes à l'état du résultat net.

Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les charges de financement nettes à l'état du résultat net. Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque l'obligation précisée au contrat est exécutée, annulée ou échue.

PERTES DE CRÉDIT ATTENDUES

La Société applique la méthode simplifiée pour l'évaluation des pertes de crédit attendues pour toutes les créances clients et les actifs contractuels (excédent des coûts et profits prévus sur la facturation). Par conséquent, la Société ne fait pas le suivi des variations du risque de crédit; elle comptabilise plutôt, à chaque date de clôture, une provision pour pertes de crédit attendues à un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie. Les éléments dont la Société tient compte pour classer les créances clients comme s'étant dépréciées sont les suivants : le client est en situation de faillite ou de mise sous administration; les paiements font l'objet d'un litige ou sont en souffrance.

Pour évaluer les pertes de crédit attendues, les créances clients et les actifs contractuels ont été regroupés en fonction de caractéristiques de risque de crédit communes. Les actifs contractuels, qui représentent l'excédent des coûts et profits

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020**

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

prévus sur la facturation, ont essentiellement les mêmes caractéristiques de risque que les créances clients pour le même type de contrats. La Société a donc conclu que le taux de pertes attendues pour les créances clients constitue une approximation raisonnable du taux de pertes pour les actifs contractuels.

La Société considère qu'un actif financier est en situation de défaillance lorsque les paiements contractuels sont en souffrance depuis 0 à 60 jours, selon les divers facteurs économiques et les facteurs propres à l'actif, ou qu'il est probable que le client sera en situation de faillite. Un actif financier ou un actif contractuel est sorti du bilan lorsque la Société n'a pas d'attente raisonnable de recouvrement des flux de trésorerie contractuels.

FRAIS DE FINANCEMENT DIFFÉRÉS

Les frais de financement différés sont comptabilisés à l'actif et amortis sur la durée de vie prévue du contrat se rapportant à la facilité de crédit.

DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR

La juste valeur d'un instrument financier représente le montant de la contrepartie qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Après la comptabilisation initiale, la juste valeur des instruments financiers cotés sur un marché actif est fondée sur le cours de clôture des actifs financiers et des passifs financiers. Lorsque des prix indépendants ne sont pas disponibles, la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation fondées sur des données de marché observables et en minimisant l'utilisation de données non observables.

COMPENSATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté dans les états de la situation financière lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET ACTIVITÉS DE COUVERTURE

Les dérivés sont comptabilisés initialement à la juste valeur à la date à laquelle le contrat est conclu et réévalués ultérieurement à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation du profit ou de la perte découlant du dérivé varie selon que le dérivé est désigné ou non à titre d'instrument de couverture et, le cas échéant, selon la nature de l'élément couvert. La Société désigne certains dérivés comme :

- a) couvertures de la juste valeur d'actifs et de passifs comptabilisés ou d'engagements fermes (couverture de juste valeur);
- b) couvertures de l'exposition à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue hautement probable (couverture de flux de trésorerie);
- c) couvertures d'investissement net dans un établissement à l'étranger (couverture d'investissement net).

Au début d'une transaction, la Société documente la relation existante entre les instruments de couverture et les éléments couverts, ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa stratégie de couverture. La Société consigne aussi la façon dont elle évalue, tant au début de la couverture qu'au cours des périodes ultérieures, dans quelle mesure les dérivés utilisés dans des opérations de couverture sont hautement efficaces pour compenser les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie des éléments couverts.

Couverture de juste valeur

Les variations de la juste valeur des dérivés désignés et qualifiés comme instruments de couverture de juste valeur sont comptabilisées en résultat net de même que les variations de la juste valeur de l'actif ou du passif couvert qui sont attribuables au risque couvert.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020**

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

Couverture de flux de trésorerie

La partie efficace de la variation de la juste valeur des dérivés désignés et qualifiés comme instruments de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. Le profit ou la perte correspondant à la partie inefficace de ces variations est comptabilisé immédiatement en résultat net.

Les montants cumulés comptabilisés dans les capitaux propres sont reclassés dans l'état du résultat net lorsque l'élément couvert influe sur le résultat net. Toutefois, lorsqu'une transaction prévue faisant l'objet de la couverture donne lieu à la comptabilisation d'un actif non financier, les profits ou pertes initialement comptabilisés dans les capitaux propres sont transférés et inclus dans l'évaluation initiale du coût de l'actif.

Lorsqu'un instrument de couverture expire ou est vendu, ou lorsqu'il cesse de respecter les critères de la comptabilité de couverture, tout profit ou perte cumulé comptabilisé en capitaux propres demeure dans les capitaux propres et est comptabilisé au moment où la transaction prévue est comptabilisée en résultat net. Lorsqu'une transaction initialement prévue n'est plus susceptible de se réaliser, le profit ou la perte cumulé dans les capitaux propres est transféré immédiatement dans le résultat net.

Couverture d'investissement net

Les couvertures d'investissement net dans un établissement à l'étranger sont comptabilisées de la même manière que les couvertures de flux de trésorerie.

Tout profit ou perte correspondant à la partie efficace de l'instrument de couverture est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global. Tout profit ou perte correspondant à la partie inefficace est comptabilisé en résultat net.

Les profits et pertes cumulés comptabilisés dans les capitaux propres sont transférés dans le résultat net lorsqu'un établissement à l'étranger est cédé en partie ou en totalité.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés des fonds en caisse et des fonds en banque ainsi que des dépôts à court terme ayant une échéance d'au plus trois mois à la date d'acquisition, qui sont soumis à un risque négligeable de variation de valeur. Aux fins du tableau des flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont présentés, déduction faite du découvert bancaire.

CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients représentent les montants dus par les clients pour des services rendus dans le cadre des activités ordinaires. Les créances clients sont classées comme actifs courants si le paiement est exigible dans un an, tout au plus. Les créances clients sont initialement comptabilisées à la juste valeur et, ultérieurement, au coût amorti, déduction faite de toute provision pour pertes de crédit attendues.

PLACEMENTS DANS DES TITRES

Les placements dans des titres sont comptabilisés à la juste valeur, et les profits ou pertes latents sont inscrits en résultat net. Les placements dans des titres sont inclus dans les autres actifs financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût historique inclut les dépenses qui sont directement attribuables à l'acquisition des immobilisations.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'élément iront à la Société et que le coût de l'élément peut être évalué de façon fiable. Tous les autres frais de réparation et d'entretien sont comptabilisés en résultat net dans la période au cours de laquelle ils ont été engagés.

Les terrains ne sont pas amortis. L'amortissement des autres actifs est calculé à l'aide des méthodes décrites ci-dessous afin d'en attribuer le coût à leur valeur résiduelle sur leur durée d'utilité estimative. La durée d'utilité estimative, la valeur résiduelle et la méthode d'amortissement sont revues à la fin de chaque période de présentation de l'information financière, et l'effet des changements d'estimations, le cas échéant, est comptabilisé sur une base prospective.

Le tableau suivant présente un résumé des méthodes d'amortissement ainsi que des taux et des périodes utilisés :

<u>Catégorie</u>	<u>Méthode</u>	<u>Taux ou période</u>
Bâtiments	Linéaire ou solde dégressif	25 à 50 ans ou 2 % à 4 %
Améliorations locatives	Linéaire	La plus courte de la durée d'utilité du contrat de location et de la durée d'utilité
Mobilier et matériel	Linéaire ou solde dégressif	3 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire ou solde dégressif	3 à 8 ans

Le profit ou la perte découlant de la sortie ou de la mise hors service d'une immobilisation corporelle est défini comme la différence entre le produit de la vente et la valeur comptable de l'actif, et est comptabilisé en résultat net, dans les charges d'exploitation.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont composées des logiciels, des relations clients, des carnets de commandes et des noms commerciaux. Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'acquisitions d'entreprises sont constatées séparément du goodwill et sont initialement comptabilisées à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les logiciels, les carnets de commandes, les relations clients et certains noms commerciaux sont considérés comme des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée. Compte tenu de leur notoriété, de leur riche historique et de leur usage futur attendu, certains noms commerciaux sont des immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité est indéterminée. La durée d'utilité des immobilisations incorporelles qui ne sont pas amorties est réexaminée à chaque période de présentation de l'information financière pour déterminer si les événements et circonstances continuent de justifier l'appréciation de durée d'utilité indéterminée. Si ce n'est pas le cas, le changement d'appréciation de la durée d'utilité, d'indéterminée à déterminée, est comptabilisé comme un changement d'estimation comptable.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020**

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

Les immobilisations incorporelles sont amorties selon le mode linéaire sur les périodes suivantes :

<u>Catégorie</u>	<u>Période</u>
Logiciels	3 à 7 ans
Carnets de commandes	1 à 9 ans
Relations clients	2 à 14 ans
Noms commerciaux à durée d'utilité déterminée	3 à 8 ans

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS À LONG TERME

Les actifs à long terme qui ont une durée d'utilité déterminée font l'objet d'un test de dépréciation lorsque des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Les actifs ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amortis, mais ils sont soumis à un test de dépréciation une fois l'an, au premier jour du quatrième trimestre de la Société, ou plus fréquemment si des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Pour les besoins du test de dépréciation, les actifs sont regroupés au niveau le plus bas pour lequel des flux de trésorerie identifiables sont générés (unité génératrice de trésorerie ou « UGT »). Le montant de toute perte de valeur, le cas échéant, représente l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable. À chaque date de présentation de l'information financière, les actifs autres que le goodwill qui ont subi une perte de valeur font l'objet d'un examen en vue de déceler des indices d'une reprise possible de la perte de valeur.

GOODWILL

Le goodwill représente l'excédent de la contrepartie transférée pour les entreprises acquises sur la juste valeur estimative à la date d'acquisition des actifs nets identifiables acquis. Le goodwill n'est pas amorti et est comptabilisé au coût diminué du cumul des pertes de valeur. Il est cependant soumis à un test de dépréciation une fois l'an, ou plus fréquemment si des événements ou des circonstances indiquent qu'il pourrait s'être déprécié.

Pour les besoins du test de dépréciation, le goodwill est affecté à chacune des UGT ou à chacun des groupes d'UGT qui devraient bénéficier des synergies du regroupement. Les UGT auxquelles le goodwill a été affecté sont soumises à un test de dépréciation une fois l'an, au premier jour du quatrième trimestre de la Société, ou plus fréquemment si des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Si la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente de l'UGT et la valeur d'utilité est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en diminution de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'UGT, puis elle est répartie entre les autres actifs de l'UGT au prorata, sur la base de la valeur comptable de chaque actif. Une perte de valeur comptabilisée au titre du goodwill ne peut être reprise au cours d'une période ultérieure.

DETTES D'EXPLOITATION

Les dettes d'exploitation sont des obligations à payer au titre de biens ou de services qui ont été acquis dans le cours normal des activités. Les dettes d'exploitation sont classées à titre de passifs courants si le paiement est exigible dans un délai d'un an ou moins. Les dettes d'exploitation sont initialement comptabilisées à la juste valeur et, ultérieurement, au coût amorti.

PROVISIONS

Les provisions sont des passifs de la Société dont l'échéance ou le montant est incertain. Les provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Des provisions ne sont pas comptabilisées au titre des pertes d'exploitation futures. Lorsque la Société s'attend à ce

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020**

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

qu'une partie ou la totalité d'une provision soit remboursée, par exemple, en vertu d'un contrat d'assurance, et lorsque le remboursement est quasi-certain, le remboursement prévu est comptabilisé comme un actif distinct. La charge liée à une provision est présentée dans les états consolidés du résultat net, déduction faite de tout remboursement à recevoir comptabilisé. Les provisions sont évaluées à la valeur actuelle des dépenses attendues pour éteindre l'obligation, y compris les frais juridiques, à l'aide d'un taux d'actualisation reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'obligation. L'augmentation de la provision résultant de l'écoulement du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

RÉGIMES INCITATIFS À LONG TERME (« RILT »)

La Société dispose de RILT à l'intention des principaux dirigeants, en vertu desquels des options sur actions, des unités d'actions liées au rendement réglées en trésorerie, des unités d'actions différées réglées en trésorerie et des unités d'actions restreintes réglées en trésorerie ont été ou peuvent être émises. Les droits sous-jacents aux options sur actions, aux unités d'actions liées au rendement et aux unités d'actions restreintes s'acquièrent au fil du temps conformément aux modalités de l'attribution. Les unités d'actions différées deviennent acquises dès qu'elles sont attribuées. Les instruments réglés en trésorerie au titre des RILT (soit les unités d'actions liées au rendement, les unités d'actions différées et les unités d'actions restreintes) sont évalués à la juste valeur selon le cours de l'action de la Société à chaque date de clôture et sont comptabilisés dans les passifs courants et non courants sur la période d'acquisition des droits. Les options sur actions sont évaluées à la juste valeur selon le modèle Black et Scholes à la date d'attribution et sont comptabilisées en surplus d'apport sur la période d'acquisition des droits.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

L'impôt sur le résultat est comptabilisé en résultat net, sauf dans la mesure où il se rapporte à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres.

La charge d'impôt exigible correspond à l'impôt payable ou recouvrable prévu sur le bénéfice ou la perte imposable de la période, calculé d'après les taux d'impôt et lois fiscales adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Elle peut également comprendre des ajustements au titre des périodes précédentes.

La Société comptabilise l'impôt sur le résultat selon la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et passifs d'impôt différé sont comptabilisés d'après les conséquences fiscales futures prévues attribuables aux différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs existants inscrite dans les états financiers et leur valeur fiscale respective. Cette méthode exige aussi de comptabiliser les actifs d'impôt différé liés à des pertes d'exploitation et aux reports en avant de crédits d'impôt. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués selon les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés applicables au moment où les différences temporaires et les montants reportés en avant sont censés être recouverts ou réglés. L'impôt différé n'est pas comptabilisé lorsqu'il découle de la comptabilisation initiale du goodwill, d'actifs ou de passifs qui n'ont pas d'incidence sur le bénéfice ou la perte comptable ou fiscal, ni de différences temporaires liées à des participations dans des filiales et des coentreprises lorsque la Société peut contrôler le moment où ces différences temporaires s'inverseront et qu'il est probable qu'elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les actifs d'impôt différé au titre de reports en avant de perte fiscale et les différences temporaires déductibles sont seulement comptabilisés lorsqu'il est probable que la Société générera un bénéfice imposable futur à l'égard duquel les actifs pourront être utilisés. Les actifs d'impôt différé sont examinés à chaque date de clôture et réduits dans la mesure où il n'est plus probable que l'avantage fiscal connexe sera réalisé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont classés dans les actifs non courants. Ils sont compensés s'il existe un droit juridique exécutoire de compenser les actifs d'impôt exigible par les passifs d'impôt exigible et si les actifs et passifs d'impôt différé sont liés à des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler les soldes sur la base de leur montant net.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020**

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

Les lois fiscales sont complexes et prêtent à interprétation. Pour déterminer l'impôt exigible et l'impôt différé, la Société tient compte de l'incidence des positions fiscales incertaines et des impôts et pénalités qui pourraient être exigibles. La Société évalue les positions fiscales incertaines en fonction de la probabilité que des autorités fiscales possédant toute l'information pertinente acceptent les traitements fiscaux de la Société. Cette évaluation repose sur le jugement et donne lieu à des estimations et des hypothèses qui tiennent compte des faits et circonstances à la date de clôture. Les estimations sont révisées à chaque date de clôture et mises à jour en fonction des nouvelles informations disponibles.

SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES ET CRÉDITS D'IMPÔT À L'INVESTISSEMENT

Les subventions gouvernementales et les crédits d'impôt à l'investissement sont comptabilisés lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'ils seront reçus et que la Société se conformera à toutes les conditions qui y sont rattachées.

Les subventions gouvernementales destinées à couvrir un élément de charges sont comptabilisées en résultat net de façon systématique pour les périodes au cours desquelles les coûts connexes sont passés en charges.

Les crédits d'impôt à l'investissement sont soumis à l'examen et à l'approbation des autorités réglementaires et, en conséquence, les montants versés pourraient différer des montants comptabilisés. Les crédits d'impôt à l'investissement qui devraient être recouverts par la Société sont comptabilisés en réduction des charges d'exploitation engagées.

RÉGIMES DE RETRAITE

La Société propose à ses salariés un certain nombre de régimes à cotisations définies. Les cotisations à ces régimes sont comptabilisées en résultat net de la période au cours de laquelle elles sont exigibles.

La Société offre aussi des régimes à prestations définies pour lesquels les cotisations sont versées dans des fonds gérés séparément. Le coût des prestations constituées en vertu des régimes à prestations définies est déterminé séparément pour chacun des régimes selon la méthode d'évaluation actuarielle des unités de crédit projetées. Le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés, les coûts résultant d'une réduction ou d'une liquidation ainsi que les intérêts calculés à partir d'une charge nominale basée sur les passifs des régimes au cours de l'exercice, diminuée des rendements attendus des actifs des régimes, sont comptabilisés en résultat net. Les gains ou pertes actuariels sont entièrement comptabilisés en capitaux propres dès qu'ils surviennent, par le biais des autres éléments du résultat global. L'état consolidé de la situation financière rend compte de l'excédent ou du déficit total des régimes à la date de clôture.

CAPITAL-ACTIONS

Les frais d'émission directement attribuables à l'émission d'actions sont comptabilisés en déduction des capitaux propres, moins les incidences fiscales.

DIVIDENDES

Les dividendes sur les actions ordinaires de Groupe WSP Global Inc. sont comptabilisés dans les états financiers consolidés de la Société dans la période au cours de laquelle ils sont déclarés.

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est établi à l'aide du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

Le résultat dilué par action est établi à l'aide du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, en ajoutant l'effet dilutif des actions potentielles en circulation au cours de la période. Le calcul du résultat dilué par action suit la méthode du rachat d'actions.

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

3 DÉVELOPPEMENTS EN MATIÈRE DE MÉTHODES COMPTABLES

NOUVELLES NORMES COMPTABLES EN VIGUEUR EN 2021

Les modifications aux normes comptables existantes présentées ci-après ont été adoptées par la Société le 1^{er} janvier 2021 et n'ont eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés de la Société.

COÛTS DE CONFIGURATION OU DE PERSONNALISATION DANS UNE ENTENTE D'INFONUAGIQUE (IAS 38 *IMMOBILISATIONS INCORPORELLES*)

En avril 2021, l'IFRS Interpretations Committee (l'« IFRIC ») a arrêté sa décision et publié « Configuration or Customization Costs in a Cloud Computing Arrangement (IAS 38 Intangible Assets) » [Coûts de configuration ou de personnalisation dans une entente d'infonuagique (IAS 38 *Immobilisations incorporelles*)] qui clarifie la comptabilisation par les clients des coûts de configuration et de personnalisation relativement à une entente d'infonuagique. Comme il est indiqué dans la décision de l'IFRIC, les coûts engagés pour configurer ou personnaliser un logiciel dans le cadre d'une entente d'infonuagique ne peuvent être comptabilisés en tant qu'immobilisations incorporelles que si les activités génèrent une immobilisation incorporelle contrôlée par l'entité et répondant aux critères de comptabilisation pertinents. La direction a finalisé son évaluation de l'incidence de cette décision et a conclu que les coûts engagés pour le système ERP basé sur l'infonuagique récemment mis en place par la Société ne répondent pas aux critères permettant leur incorporation dans le coût de l'actif; par conséquent, ces coûts et les autres coûts de mise en place sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

RÉFORME DU TAUX D'INTÉRÊT DE RÉFÉRENCE – PHASE 2

En août 2020, l'IASB a publié la phase 2 des modifications d'IFRS 9, d'IAS 39, d'IFRS 7, d'IFRS 4 et d'IFRS 16 afin de régler les problèmes découlant de la mise en œuvre de la réforme du taux d'intérêt de référence, y compris le remplacement d'un taux d'intérêt de référence par un autre taux d'intérêt de référence. La phase 2 des modifications exige qu'une entité cesse de manière prospective l'application des exemptions de la phase 1 à une composante de risque non contractuellement spécifiée au plus tôt lorsque des changements sont apportés à la composante de risque non contractuellement spécifiée, ou lorsqu'il est mis fin à une relation de couverture. Aucune date de fin n'a été fournie dans la phase 1 des modifications pour les composantes de risque. La phase 2 des modifications prévoit des exemptions temporaires supplémentaires de l'application de certaines dispositions précises de la comptabilité de couverture d'IAS 39 et d'IFRS 9 aux relations de couverture directement touchées par la réforme des taux interbancaires.

NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS RÉCENTES NON ENCORE EN VIGUEUR NI APPLIQUÉES

CLASSEMENT DES PASSIFS DANS LA CATÉGORIE COURANTE OU NON COURANTE

En janvier 2020, l'IASB a publié une modification de portée limitée d'IAS 1 *Présentation des états financiers* qui vise à clarifier la question du classement des passifs dans la catégorie courante ou non courante en fonction des droits en vigueur à la clôture de la période de présentation de l'information financière. Le classement ne varie pas en fonction des attentes à l'égard de l'entité, à savoir si elle exercera son droit de reporter le règlement après la date de clôture. La modification en question clarifie aussi ce que l'on entend par le règlement de passifs dans IAS 1. Pour la Société, la modification sera en vigueur à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2023, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence possible de cette modification.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

CONTRATS DÉFICITAIRES – COÛTS D'EXÉCUTION DU CONTRAT

En mai 2020, l'IASB a publié « Contrats déficitaires – Coût d'exécution du contrat », qui propose des modifications à IAS 37 *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*. Les modifications précisent les coûts qu'une société doit inclure à titre de coûts d'exécution d'un contrat pour déterminer si celui-ci est déficitaire. Les « coûts d'exécution » du contrat comprennent les « coûts qui sont directement liés au contrat ». Les coûts qui sont directement liés à un contrat peuvent être des coûts marginaux liés à l'exécution de ce contrat ou une ventilation d'autres coûts qui sont directement liés à l'exécution de contrats. Les modifications s'appliquent à l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} janvier 2022. La Société a conclu que ses méthodes comptables actuelles sont conformes à la norme modifiée. La modification n'aura donc aucune incidence sur ses états financiers consolidés.

4 ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES

La préparation des états financiers exige que la direction formule des jugements, des hypothèses et des estimations lorsqu'elle applique les méthodes comptables de la Société. Les estimations et les jugements qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif des valeurs comptables des actifs et des passifs au cours du prochain exercice sont présentés ci-dessous.

Les estimations et les hypothèses se fondent sur les tendances antérieures et sur d'autres facteurs, notamment les attentes quant aux événements futurs dont on estime la matérialisation probable dans des circonstances raisonnables. Les résultats réels seront différents des estimations établies, et ces différences pourraient être importantes.

En 2021, les gouvernements du monde entier ont revu leurs mesures et restrictions en lien avec la pandémie de COVID-19. Bon nombre de mesures d'urgence adoptées en 2020 et en 2021 pour freiner la propagation de la nouvelle souche de coronavirus ont causé des perturbations majeures pour les entreprises, entraînant un ralentissement économique dans certaines régions et certains secteurs d'activités. Les estimations et les jugements de la direction tiennent compte des incertitudes et des répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 sur les activités, la performance et la situation financière de la Société. Cependant, malgré les efforts de la direction pour estimer les répercussions économiques de la crise sanitaire actuelle, l'incertitude entourant la pandémie de COVID-19 pourrait générer, pour les périodes de présentation de l'information financière futures, un risque considérable d'ajustement important des valeurs comptables des éléments suivants : la comptabilisation des produits des activités ordinaires, y compris les pertes estimatives sur les contrats productifs, la dépréciation du goodwill et des autres actifs à long terme, les contrats de location, les actifs d'impôt différé, ainsi que les litiges et réclamations. À la date de publication des présents états financiers consolidés, il n'est pas possible d'estimer de manière fiable la durée et la gravité de ces développements ni leur incidence potentielle sur les résultats financiers, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

La Société évalue l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation en fonction du temps et des frais de matériel portés au compte de chaque projet et en fonction des coûts et produits futurs prévus. La comptabilisation des produits des activités ordinaires et des actifs contractuels suppose l'estimation des coûts à engager pour terminer le projet. Sur une base mensuelle, la direction examine les coûts engagés depuis le début du projet et les coûts estimatifs à engager pour chaque projet afin de déterminer si le montant comptabilisé dans les actifs contractuels reflète fidèlement le montant qui sera obtenu pour les projets. Lorsque l'examen révèle que la valeur de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation est supérieure au montant obtenu, des ajustements sont apportés à l'actif contractuel. Toute variation de ces estimations pourrait entraîner une reprise des produits des activités ordinaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020**

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES IDENTIFIABLES ET GOODWILL

Les immobilisations incorporelles identifiables et le goodwill, exception faite des logiciels, représentaient 5 241,2 M\$ du total de l'actif inscrit à l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2021 (3 939,3 M\$ au 31 décembre 2020). Ces actifs résultent des acquisitions d'entreprises, et la Société a eu recours à la méthode de l'acquisition pour comptabiliser ces transactions.

La direction a recours à des estimations et à des hypothèses importantes pour évaluer la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge ainsi que pour évaluer leur durée d'utilité estimative. Les estimations importantes comprennent les flux de trésorerie prévus, le risque économique et le coût moyen pondéré du capital.

Les immobilisations incorporelles liées aux regroupements d'entreprises et constatées séparément du goodwill sont initialement comptabilisées à la juste valeur à la date d'acquisition et celles ayant une durée d'utilité déterminée sont principalement amorties. La direction exerce son jugement afin d'identifier les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée. Si les durées d'utilité réelles sont plus courtes que prévu, la Société peut avoir à accélérer l'amortissement ou à comptabiliser une perte de valeur.

Pour les besoins du test de dépréciation, la direction exerce son jugement pour identifier les entrées de trésorerie indépendantes afin de déterminer les UGT. La juste valeur d'une UGT est établie à partir d'estimations critiques, y compris le taux d'actualisation applicable et les flux de trésorerie futurs prévus. Les données entrant dans la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie sont des données de niveau 3 (données d'entrée non fondées sur des données observables). À chaque date de clôture, la direction exerce son jugement pour identifier les indices d'une possible dépréciation ou d'une possible reprise de perte de valeur.

PROVISIONS POUR LITIGES

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à des poursuites relatives aux travaux effectués dans le cadre des projets. Elle souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle (sous réserve d'une certaine part conservée) pour gérer les risques liés à de telles poursuites. La direction exerce son jugement pour évaluer l'issue potentielle des litiges et elle détermine le montant des provisions pour litiges de la Société à la lumière des conseils et des renseignements fournis par ses conseillers juridiques et de son expérience passée en matière de règlement de poursuites semblables. Les provisions pour litiges comprennent les frais de litige ainsi que les indemnités. Les règlements finaux pourraient avoir une incidence importante sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

La valeur actuelle des obligations est calculée selon une méthode actuarielle qui repose sur un certain nombre d'hypothèses concernant l'avenir. Ces hypothèses portent sur les taux d'actualisation, les taux d'inflation et l'espérance de vie. Ces hypothèses clés sont revues périodiquement à la lumière des conditions de marché et des données dont dispose la direction. Des détails additionnels et des analyses de sensibilité sont inclus à la note 9, « Régimes de retraite ».

CHARGE D'IMPÔT

La Société est assujettie aux lois et règlements fiscaux dans plusieurs pays. L'impôt qui devra être payé en définitive demeure incertain pour de nombreuses transactions et de nombreux calculs. La Société comptabilise des passifs en prévision de questions susceptibles de faire l'objet de vérifications par les autorités fiscales, en fonction des montants qu'elle pourrait avoir à verser aux autorités fiscales. Lorsque le montant de la charge d'impôt relative à ces questions diffère des montants provisionnés initialement, cette différence a une incidence sur les actifs et passifs d'impôt exigible et différé de la période au cours de laquelle le montant de l'impôt à payer a été déterminé. La direction évalue régulièrement les positions prises dans les déclarations fiscales à l'égard des cas où la réglementation fiscale applicable est sujette à interprétation.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020**

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

La direction a recours à son jugement pour déterminer la probabilité d'un bénéfice imposable futur, pour estimer la mesure dans laquelle des actifs d'impôt différé seront réalisés. Les estimations sont fondées sur les plus récentes prévisions budgétaires approuvées de la Société, après ajustement pour tenir compte des éléments importants qui ne sont ni imposables ni déductibles et des limites spécifiques d'utilisation des crédits ou pertes d'impôts non utilisés. Les règles fiscales et les stratégies de planification fiscale dans plusieurs pays où la Société exerce ses activités sont prises en considération. La direction exerce son jugement pour évaluer des faits et circonstances précis aux fins d'évaluation des incertitudes juridiques, économiques ou autres.

SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES ET CRÉDITS D'IMPÔT À L'INVESTISSEMENT

La Société bénéficie de certains programmes d'aide gouvernementale dans les différentes juridictions où elle mène des activités, notamment des programmes de crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental. Lors de la préparation des demandes, il est nécessaire d'exercer un jugement pour interpréter les règlements liés à ces programmes, déterminer si les activités de la Société sont admissibles et identifier les dépenses admissibles. Ces demandes peuvent faire l'objet d'un examen et d'une vérification par les autorités fiscales locales, qui peuvent être en désaccord avec les interprétations faites par la Société. La direction estime les montants à recevoir en vertu de ces programmes. Les montants finaux obtenus à la suite d'examens et de vérifications pourraient différer des montants comptabilisés et avoir une incidence importante sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

CONTRATS DE LOCATION

La Société exerce son jugement pour déterminer la durée du contrat de location en fonction des modalités dudit contrat et de l'appréciation de la certitude raisonnable qu'elle exerce une option de prolongation ou de résiliation, le cas échéant. S'il est impossible de déterminer facilement le taux d'intérêt implicite du contrat de location, la Société est tenue d'utiliser son taux d'intérêt marginal, ce qui est habituellement le cas. L'établissement du taux d'emprunt marginal nécessite l'utilisation de plusieurs hypothèses. La Société a recours à son jugement pour déterminer si une modification apportée à un contrat de location élargit suffisamment l'étendue de ce contrat pour devoir être elle-même comptabilisée en tant que contrat de location distinct. Cette détermination exige l'exercice du jugement pour déterminer si l'augmentation des paiements de loyers est proportionnée à la modification de l'étendue.

La Société utilise des estimations pour déterminer si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié, surtout lorsqu'elle prévoit libérer des locaux à bureaux, et pour déterminer si elle peut procéder à la sous-location de l'actif ou résilier le contrat de location et recouvrer ses coûts. La Société examine les modalités de ses contrats de location ainsi que les conditions du marché local pour estimer le potentiel de recouvrabilité de chacun des locaux libérés.

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

5 ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Les acquisitions sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition, et les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont pris en compte dans les états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition. Lorsque la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises est incomplète à la date de clôture de la période au cours de laquelle le regroupement a lieu, la Société présente des montants provisoires pour les éléments dont la valeur comptable n'a pas encore été établie de manière définitive. Elle ajuste ces montants provisoires au cours de la période d'évaluation et comptabilise d'autres actifs ou passifs pour tenir compte de toute nouvelle information obtenue au sujet des faits et des circonstances qui existaient à la date d'acquisition et qui, s'ils avaient été connus, auraient eu une incidence sur les montants comptabilisés à cette date.

La période d'évaluation s'étend sur une période d'au plus un an et va de la date d'acquisition jusqu'à la date à laquelle la Société obtient toute l'information sur les faits et circonstances qui existaient à la date d'acquisition.

TRANSACTIONS DE 2021

GOLDER ASSOCIATES

Le 7 avril 2021, WSP a mené à terme l'acquisition de la totalité des actions à droit de vote d'Enterra Holdings Ltd., la société de portefeuille de Golder Associates (« Golder » et l'« acquisition de Golder »). Golder est un cabinet de services-conseils mondial comptant environ 7 000 employés et 60 ans d'expérience dans la prestation de services-conseils en sciences de la terre et environnement. La transaction comportait une contrepartie d'achat totalisant 1 251,5 M\$ et un remboursement de 235,0 M\$ sur la dette à long terme, comme il est décrit ci-dessous. La sortie de trésorerie totale liée à l'acquisition de Golder s'est donc élevée à 1,5 G\$ (1,2 G\$ US).

Les coûts liés à l'acquisition de Golder et les autres coûts de transaction ont été financés au moyen du produit de 310,0 M\$ tiré des placements privés de reçus de souscription de la Société précédemment conclus auprès de GIC Pte. Ltd. (« GIC ») et de British Columbia Investment Management Corporation (« BCI »), et de nouveaux emprunts bancaires à terme conclus le 29 janvier 2021. Se reporter aux notes 26, « Capital-actions », et 25, « Dette à long terme », pour un complément d'information sur les placements privés et les emprunts bancaires.

La Société n'a pas encore terminé son évaluation de la juste valeur de tous les actifs acquis et passifs pris en charge dans le cadre de l'acquisition de Golder. Les aspects les plus importants qui restent à finaliser ont trait à l'évaluation des actifs au titre de droits d'utilisation, des obligations locatives et des provisions pour litiges. Le tableau suivant présente donc l'évaluation provisoire par la direction de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge. La détermination définitive des justes valeurs sera effectuée dans les 12 mois suivant la date d'acquisition. Par conséquent, les valeurs indiquées plus bas peuvent changer et ces changements peuvent être importants.

Les immobilisations incorporelles identifiées sont composées pour l'essentiel de relations clients. La direction a appliqué la méthode des bénéfices excédentaires au moyen de modèles d'actualisation des flux de trésorerie pour évaluer les relations clients acquises. Les estimations et hypothèses critiques formulées par la direction en lien avec cette méthode comprenaient les produits et les marges prévus attribuables aux relations clients (en excédent du carnet de commandes), les taux d'attrition et les taux d'actualisation.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

	Provisoire
Montants comptabilisés au titre des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge	\$
Actif	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	115,4
Créances clients et autres créances	220,1
Actif d'impôt exigible	5,9
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation (note 16)	122,8
Charges payées d'avance	13,2
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 18)	160,3
Immobilisations corporelles (note 20)	70,3
Logiciels (note 19)	3,0
Immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (note 19)	357,6
Actifs d'impôt différé (note 13)	2,0
Autres actifs financiers et non financiers	4,5
Passif	
Dettes d'exploitation et charges à payer	(220,4)
Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus (note 16)	(52,9)
Obligations locatives (note 18)	(202,9)
Dettes à long terme (note 29)	(240,9)
Provisions (note 24)	(45,7)
Passif d'impôt exigible	(10,4)
Passifs d'impôt différé (note 13)	(61,2)
Juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge	240,7
Goodwill (note 21)	1 010,8
Total de la contrepartie d'achat	1 251,5
Remboursement de la dette à long terme	235,0
	1 486,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	(115,4)
Sorties de trésorerie nettes	1 371,1

Le goodwill est attribuable à l'effectif de l'entreprise acquise et aux synergies attendues au sein de la Société après l'acquisition. Aucune tranche du goodwill comptabilisé au 31 décembre 2021 ne devrait être déductible aux fins de l'impôt.

Les créances clients acquises avaient une juste valeur de 184,0 M\$ et une valeur contractuelle brute de 195,2 M\$.

L'entreprise acquise a contribué aux produits des activités ordinaires à hauteur de 1 169,4 M\$ et généré un résultat net de 50,9 M\$ pour la période allant du 7 avril 2021 au 31 décembre 2021.

AUTRES ACQUISITIONS DE 2021

En 2021, la Société a conclu plusieurs autres acquisitions non importantes lorsque prises individuellement. En janvier 2021, WSP a acquis tk1sc, une société d'ingénierie spécialisée en mécanique, en électricité et en plomberie comptant 240 employés et établie en Californie, aux États-Unis. En février 2021, WSP a acquis Earth Consulting Group, Inc., une société de services-

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

conseils en environnement et en ingénierie comptant 90 employés et établie aux États-Unis. En avril 2021, WSP a fait l'acquisition de b+p baurealisation, une société d'ingénierie et d'experts-conseils de 100 employés située à Zurich, en Suisse. En juin 2021, WSP a acquis Knight Partners, LLC, une société d'ingénierie et de services-conseils comptant 150 employés et établie à Chicago, aux États-Unis. En octobre 2021, WSP a acquis Englekirk Structural Engineers, une société de services-conseils de 90 employés basée en Californie, aux États-Unis. Ces acquisitions ont été financées au moyen de la trésorerie disponible et des facilités de crédit de WSP.

L'évaluation par la direction des justes valeurs des actifs acquis et des passifs pris en charge au 31 décembre 2021, y compris les ajustements comptabilisés au cours des périodes d'évaluation subséquentes, le cas échéant, est présentée dans le tableau ci-dessous. Pour certaines acquisitions, la détermination finale des justes valeurs avait été complétée au 31 décembre 2021, tandis que pour d'autres, les évaluations finales auront lieu une fois que la valeur définitive des actifs et des passifs aura été établie. Par conséquent, les valeurs indiquées plus bas peuvent changer et ces changements peuvent être importants.

Comme ces acquisitions n'étaient pas significatives prises individuellement, la Société a choisi de regrouper les informations à fournir.

	Provisoire
Montants comptabilisés au titre des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge	\$
Actifs	
Trésorerie	9,3
Créances clients et autres créances	46,4
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation (note 16)	3,3
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 18)	15,9
Immobilisations corporelles (note 20)	4,5
Logiciels (note 19)	0,6
Actifs d'impôt différé (note 13)	1,3
Autres actifs financiers	3,7
Passifs	
Dettes d'exploitation et charges à payer	(35,6)
Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus (note 16)	(1,3)
Obligations locatives (note 18)	(18,3)
Dettes à long terme (note 29)	(6,3)
Provisions (note 24)	(4,8)
Passifs d'impôt différé (note 13)	(1,9)
Juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge	16,8
Goodwill (note 21)	124,9
Total de la contrepartie d'achat	141,7
Trésorerie acquise	(9,3)
Contrepartie à payer	(34,2)
Sorties de trésorerie nettes	98,2

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

Le goodwill est attribuable à l'effectif des entreprises acquises et aux synergies attendues au sein de la Société après l'acquisition. Une tranche de 47,6 M\$ du goodwill comptabilisé au 31 décembre 2021 devrait être déductible aux fins de l'impôt.

Les créances clients acquises avaient une juste valeur de 44,8 M\$ et une valeur contractuelle brute de 48,7 M\$.

Les entreprises acquises ont généré des produits de 188,1 M\$ et un résultat net de 31,7 M\$ de leur date d'acquisition respective au 31 décembre 2021.

TRANSACTIONS DE 2020

En 2020, la Société a conclu quelques acquisitions non importantes lorsque prises individuellement. En janvier 2020, WSP a acquis LT Environmental Inc., une société de services-conseils en environnement, qui compte 140 employés et qui est établie au Colorado, aux États-Unis. En décembre 2020, WSP a acquis kW Mission Critical Engineering, une société d'ingénierie établie dans l'État de New York, aux États-Unis, qui compte 175 employés et œuvre dans le marché des centres de données. Ces acquisitions ont été financées au moyen de la trésorerie disponibles et des facilités de crédit de WSP.

L'évaluation provisoire par la direction des justes valeurs des actifs acquis et des passifs pris en charge au 31 décembre 2020, les ajustements comptabilisés au cours des périodes subséquentes et la détermination finale des justes valeurs au 31 décembre 2021 sont présentés dans le tableau ci-dessous.

La détermination finale des justes valeurs a nécessité certains ajustements aux chiffres provisoires, tel qu'il est indiqué ci-dessous. La Société n'a pas retraité les chiffres comparatifs de l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020, les ajustements ayant été jugés négligeables. La Société a également établi que l'incidence nette de ces ajustements sur le résultat net de l'exercice clos le 31 décembre 2020 n'était pas significative, de sorte qu'ils ont été comptabilisés à l'état consolidé du résultat net de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Comme ces acquisitions n'étaient pas significatives prises individuellement, la Société a choisi de regrouper les informations à fournir.

	Provisoire	Ajustements	Final
	\$	\$	\$
Juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs identifiables pris en charge	15,0	14,4	29,4
Goodwill	132,0	(14,4)	117,6
Total de la contrepartie d'achat	147,0	—	147,0
Trésorerie acquise	(9,4)	(0,4)	(9,8)
Contrepartie à payer	(28,0)	7,5	(20,5)
Sorties de trésorerie nettes	109,6	7,1	116,7

Le goodwill est attribuable à l'effectif des entreprises acquises et aux synergies attendues au sein de la Société après les acquisitions. Une tranche de 82,3 M\$ du goodwill comptabilisé devrait être déductible aux fins de l'impôt.

Les créances clients acquises avaient une juste valeur de 34,6 M\$ et une valeur contractuelle brute de 34,3 M\$.

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

6 SECTEURS OPÉRATIONNELS

INFORMATION SECTORIELLE

La Société gère ses activités par région géographique. Les secteurs d'exploitation de la Société représentent des pays ou groupes de pays où elle exerce ses activités. La Société a quatre secteurs à présenter : Canada, Amériques (États-Unis et Amérique latine), EMOIA (Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique) et Asie-Pacifique (Asie, Australie et Nouvelle-Zélande). La direction a appliqué les jugements suivants pour regrouper les secteurs d'exploitation :

- Amériques – Les secteurs d'exploitation représentés par les États-Unis et l'Amérique latine sont situés dans la même région des Amériques et ils ont été regroupés car le secteur d'exploitation Amérique latine ne satisfait pas aux seuils quantitatifs qui lui permettraient d'être présenté séparément.
- EMOIA – Les secteurs d'exploitation représentés par le Royaume-Uni, les pays nordiques et les pays d'Europe centrale ont été regroupés, car ces secteurs ont des produits et services, des types de clients et des environnements économiques semblables. Les secteurs d'exploitation représentés par le Moyen-Orient, l'Inde et l'Afrique ont aussi été regroupés dans le secteur à présenter EMOIA, car ils ne satisfont pas aux seuils quantitatifs qui leur permettraient d'être présentés séparément.
- Asie-Pacifique – Les secteurs d'exploitation représentés par l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont été regroupés, car ils ont des produits et services, des types de clients et des environnements économiques semblables. Le secteur d'exploitation Asie a aussi été regroupé au sein du secteur à présenter Asie-Pacifique, car il ne satisfait pas aux seuils quantitatifs qui lui permettraient d'être présenté séparément et qu'il fait partie de la même région géographique.

L'équipe de direction mondiale de la Société évalue la performance des secteurs isolables en fonction des produits des activités ordinaires nets et du BAIIA ajusté par secteur. Le BAIIA ajusté par secteur exclut certains éléments tels que les coûts d'acquisition d'entreprises, d'intégration et de réorganisation, ainsi que les charges du siège social, qui ne sont pas pris en compte lors de l'évaluation de la performance financière sous-jacente des secteurs d'exploitation. Les charges du siège social correspondent aux frais et aux salaires relatifs aux fonctions centralisées comme les finances, les frais juridiques, les ressources humaines et les technologies, qui ne sont affectés à aucun secteur. Cette mesure exclut aussi les incidences des charges financières, des amortissements et de l'impôt sur le résultat.

Les ventes entre secteurs sont effectuées dans des conditions équivalant à celles des transactions sans lien de dépendance et sont éliminées au moment de la consolidation.

Les produits des activités ordinaires nets présentés à l'équipe de direction mondiale sont tirés des produits des activités ordinaires, déduction faite des coûts liés aux sous-consultants et des coûts directs, qui sont évalués de la même façon que dans les états consolidés du résultat net et excluent les produits des activités ordinaires intragroupes.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

Les tableaux qui suivent présentent les activités de la Société en fonction des secteurs à présenter pour les exercices clos les 31 décembre :

					2021
	Canada	Amériques	EMOIA	Asie- Pacifique	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits des activités ordinaires	1 690,3	3 955,7	3 070,2	1 562,9	10 279,1
Moins : Sous-consultants et coûts directs	(385,8)	(1 246,5)	(541,8)	(235,4)	(2 409,5)
Produits des activités ordinaires nets	1 304,5	2 709,2	2 528,4	1 327,5	7 869,6
BAIIA ajusté par secteur	272,0	533,1	370,3	246,3	1 421,7
Charges du siège social					(99,2)
Dotation aux amortissements					(518,5)
Coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation					(60,8)
Coûts de mise en place du système ERP (note 3)					(6,8)
Charges financières nettes, compte non tenu des produits d'intérêts					(81,9)
Quote-part de la dotation aux amortissements et de l'impôt sur le résultat des entreprises associées					(9,4)
Résultat avant impôt					645,1
					2020
	Canada	Amériques	EMOIA	Asie- Pacifique	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits des activités ordinaires	1 141,7	3 448,4	2 879,8	1 334,0	8 803,9
Moins : Sous-consultants et coûts directs	(189,6)	(1 075,6)	(501,4)	(178,2)	(1 944,8)
Produits des activités ordinaires nets	952,1	2 372,8	2 378,4	1 155,8	6 859,1
BAIIA ajusté par secteur	183,2	436,2	316,9	202,7	1 139,0
Charges du siège social					(85,3)
Dotation aux amortissements					(476,3)
Coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation					(103,4)
Charges financières nettes, compte non tenu des produits d'intérêts					(78,7)
Quote-part de la dotation aux amortissements et de l'impôt sur le résultat des entreprises associées					(9,4)
Résultat avant impôt					385,9

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES

Les produits de la Société pour les exercices clos les 31 décembre sont attribués comme suit aux régions géographiques, en fonction du pays où la Société exerce ses activités :

	2021	2020
	\$	\$
États-Unis	3 697,2	3 284,1
Canada	1 690,3	1 141,7
Royaume-Uni	1 165,6	1 116,1
Suède	733,0	710,4
Australie	820,7	642,2
Autre	2 172,3	1 909,4
	10 279,1	8 803,9

Les actifs au titre de droits d'utilisation, les immobilisations corporelles, le goodwill et les immobilisations incorporelles sont attribués aux pays suivants, aux 31 décembre :

	2021	2020
	\$	\$
États-Unis	2 526,9	2 025,9
Canada	1 866,2	1 185,6
Royaume-Uni	529,0	459,7
Autre	1 615,2	1 545,4
	6 537,3	5 216,6

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

7 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les tableaux ci-dessous présentent les produits des activités ordinaires sectoriels de la Société par secteur d'activité et par catégorie de clients pour les exercices clos les 31 décembre :

					2021
	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Secteur d'activité					
Transport et infrastructures	540,4	2 185,8	1 440,2	723,5	4 889,9
Science de la terre et environnement	681,5	1 025,9	379,1	274,0	2 360,5
Bâtiment	294,1	419,3	982,2	444,7	2 140,3
Énergie	55,6	117,0	184,0	48,9	405,5
Ressources	98,5	198,1	11,1	65,4	373,1
Industries	20,2	9,6	73,6	6,4	109,8
	1 690,3	3 955,7	3 070,2	1 562,9	10 279,1

Catégorie de clients					
Secteur public	587,8	2 537,0	1 696,8	851,5	5 673,1
Secteur privé	1 102,5	1 418,7	1 373,4	711,4	4 606,0
	1 690,3	3 955,7	3 070,2	1 562,9	10 279,1

					2020
	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Secteur d'activité					
Transport et infrastructures	499,2	2 237,6	1 434,6	706,8	4 878,2
Science de la terre et environnement	217,8	593,2	264,1	107,8	1 182,9
Bâtiment	275,7	294,7	933,9	426,1	1 930,4
Énergie	44,6	95,8	175,4	42,2	358,0
Ressources	59,6	217,1	3,0	45,7	325,4
Industries	44,8	10,0	68,8	5,4	129,0
	1 141,7	3 448,4	2 879,8	1 334,0	8 803,9

Catégorie de clients					
Secteur public	462,9	2 530,2	1 689,4	758,0	5 440,5
Secteur privé	678,8	918,2	1 190,4	576,0	3 363,4
	1 141,7	3 448,4	2 879,8	1 334,0	8 803,9

En 2021, 72 % des produits des activités ordinaires ont été tirés de contrats en régie à prix plafond et de contrats à forfait et 28 %, de contrats en régie sans prix plafond (respectivement 70 % et 30 % en 2020).

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

8 RÉGIMES INCITATIFS À LONG TERME (« RILT »)

La Société dispose d'un régime incitatif à long terme à l'intention de certains employés en vertu duquel des options sur actions peuvent être émises. La Société dispose aussi de régimes incitatifs à long terme destinés à certains employés, en vertu desquels des unités d'actions liées au rendement réglées en trésorerie, des unités d'actions différées réglées en trésorerie et des unités d'actions restreintes réglées en trésorerie peuvent être émises.

OPTIONS SUR ACTIONS

Les options attribuées aux dirigeants et aux employés en vertu du régime d'options sur actions peuvent être exercées au cours d'une période ne pouvant dépasser 10 ans à compter de la date d'attribution. Les options sont acquises, au plus tard, trois ans après la date d'attribution. Toute option qui n'est pas exercée expire à la première des deux dates suivantes : un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé ou la date d'échéance de l'option sur actions attribuée.

	2021	2020
Nombre d'options sur actions exercées au cours de l'exercice clos le 31 décembre	217 774	46 414
Prix d'exercice des options sur actions exercées au cours de l'exercice clos le 31 décembre	35,12 \$ à 121,18 \$	35,45 \$ à 57,98 \$
Nombre d'options sur actions en cours au 31 décembre	614 972	705 971
Nombre d'options sur actions devenues acquises en cours au 31 décembre	349 230	459 515
Prix d'exercice des options sur actions en cours au 31 décembre	41,69 \$ à 134,28 \$	35,12 \$ à 70,71 \$

La juste valeur des options sur actions à la date d'attribution a été évaluée selon le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. La volatilité attendue est estimée à l'aide du cours historique des actions ordinaires de la Société et le taux d'intérêt sans risque est estimé selon les taux des obligations d'État. Le tableau qui suit présente les données utilisées pour établir la juste valeur des options sur actions à la date d'attribution pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 :

	2021	2020
Volatilité attendue du prix de l'action	22 %	24 %
Dividende	1,17 % à 1,24 %	2,64 %
Taux d'intérêt sans risque	0,95 % à 1,5 %	1,12 %
Durée de vie prévue de l'option	6,2	10
Juste valeur – moyenne pondérée des options émises	23,62 \$	16,07 \$

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a comptabilisé une charge de rémunération fondée sur des actions de 3,5 M\$ (3,2 M\$ en 2020) dans les coûts liés au personnel.

UNITÉS D'ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT, UNITÉS D'ACTIONS DIFFÉRÉES ET UNITÉS D'ACTIONS RESTREINTES

Les unités d'actions liées au rendement sont réglées en trésorerie, et les droits s'y rattachant s'acquiescent après trois ans si la Société atteint certains objectifs de rendement. Les unités d'actions restreintes sont réglées en trésorerie et deviennent acquises après trois ans. Les unités d'actions différées sont réglées en trésorerie et deviennent acquises immédiatement.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

après l'attribution, mais leur règlement est différé jusqu'à la cessation de l'emploi au sein de la Société pour quelque raison que ce soit, sauf en cas de congédiement pour motif valable.

La charge de rémunération et le passif connexe lié à ces attributions sont évalués à l'aide de la valeur de marché du cours de l'action de la Société, de la performance prévue de la Société par rapport aux cibles, et d'autres facteurs, s'il y a lieu, et sont comptabilisés en charge sur la période d'acquisition des droits, dans le cas des unités d'actions liées au rendement et des unités d'actions restreintes, et à mesure que les unités sont attribuées, dans le cas des unités d'actions différées.

À la clôture de chaque période de présentation de l'information financière, les variations de l'obligation de paiement de la Société découlant des fluctuations de la valeur de marché de ses actions ordinaires à la TSX, ou les variations du nombre d'unités, attribuables à son rendement attendu et à d'autres facteurs, sont comptabilisées à titre de charge ou de produit.

En 2021, la Société a comptabilisé une charge de 97,1 M\$ (63,4 M\$ en 2020) liée aux unités d'actions liées au rendement, aux unités d'actions restreintes et aux unités d'actions différées, dans les coûts liés au personnel. Au 31 décembre 2021, il y avait 810 230 unités d'actions liées au rendement, unités d'actions restreintes et unités d'actions différées en cours, et l'obligation cumulative s'établissait à 145,1 M\$ (respectivement 947 237 et 92,8 M\$ au 31 décembre 2020). La valeur intrinsèque du passif de tous les régimes d'unités d'actions pour lesquels le droit des participants de recevoir un paiement en trésorerie était devenu acquis au 31 décembre 2021 s'établit à 97,7 M\$ (54,9 M\$ au 31 décembre 2020).

La Société contracte des instruments financiers dérivés auprès d'institutions financières canadiennes afin de limiter son exposition à la variabilité des unités au titre des « RILT » causée par des fluctuations du cours de son action. La valeur des instruments financiers dérivés fluctue selon les variations du cours de l'action ordinaire de la Société, et ces instruments sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, ils sont évalués à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière et le profit ou la perte découlant de l'évaluation à la valeur de marché des instruments financiers dérivés est comptabilisé dans les coûts liés au personnel. En 2021, le profit découlant de l'évaluation à la valeur de marché comptabilisé dans les coûts liés au personnel s'est élevé à 41,2 M\$ (30,4 M\$ en 2020). Au 31 décembre 2021, la Société avait des dérivés en cours pour 710 000 de ses actions ordinaires.

9 RÉGIMES DE RETRAITE

Le tableau qui suit présente les charges de retraite comprises dans les coûts liés au personnel pour les exercices clos les 31 décembre :

	2021	2020
	\$	\$
Coût des services rendus au titre des régimes de retraite à prestations définies	9,0	9,7
Cotisations de l'employeur aux régimes de retraite à prestations définies	12,8	13,1
Cotisations de l'employeur aux régimes de retraite à cotisations définies	155,0	127,4
	176,8	150,2

La Société offre à ses salariés des régimes à prestations définies et des régimes à cotisations définies. Les cotisations définies sont comptabilisées en résultat net à mesure qu'elles sont engagées.

Au Royaume-Uni, six régimes à prestations définies distincts, tous fermés aux nouveaux participants, sont offerts. Les actifs des régimes sont détenus séparément des actifs de la Société, dans des fonds administrés par un tiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

En Suède, une partie du régime multiemployeurs à prestations définies négocié collectivement est comptabilisée dans l'état consolidé de la situation financière de la Société à titre de régime à prestations définies. L'obligation au titre des coûts des services rendus se rapportant à ce régime a cessé de s'appliquer en 2008 lorsque la Société a commencé à assurer les nouvelles obligations au titre des prestations définies auprès d'une société d'assurance. Cette partie du régime comptabilisée comme un régime à prestations définies se rapporte aux obligations au titre des prestations antérieures à 2008, qui ne sont pas capitalisées.

Les prestations prévues aux termes du régime négocié collectivement en Suède, qui sont assurées par une société d'assurance, sont considérées comme un régime multiemployeurs. Étant donné que la société d'assurance n'est pas en mesure de préciser quelle est la portion de ses actifs d'assurance qui est mise de côté pour honorer l'obligation au titre des prestations de retraite de chacun des employeurs, ce régime est traité comme un régime à cotisations définies dans les états financiers consolidés de la Société.

Aux États-Unis, la Société offre un régime de rémunération différée aux termes duquel une partie de la rémunération des employés est différée et investie dans des actifs financiers détenus dans une fiducie (inclus dans les actifs financiers, comme il est mentionné à la note 22, « Autres actifs »). Les actifs financiers sont détenus en fiducie au bénéfice des employés, mais sont mis à la disposition des créanciers de la Société, en cas d'insolvabilité.

Pour les régimes à prestations définies capitalisés et non capitalisés, tout déficit de la juste valeur de l'actif des régimes sur la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies est comptabilisé en passif dans l'état consolidé de la situation financière. Les gains ou pertes actuariels sont comptabilisés au complet à mesure qu'ils surviennent dans l'état du résultat global. Ces écarts actuariels rendent compte des modifications des hypothèses actuarielles et des écarts entre les hypothèses actuarielles et les résultats réels.

Les charges actuarielles comptabilisées aux états consolidés du résultat net, eu égard aux régimes à prestations définies, pourraient être composées du coût des services rendus au cours de la période, des intérêts nets sur le passif (l'actif) au titre des prestations définies, des coûts des services passés et des coûts liés aux compressions des régimes.

Les passifs de la Société découlant des obligations au titre des prestations définies et les coûts des services rendus au cours de l'exercice considéré qui s'y rattachent sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées. Des évaluations sont effectuées chaque année. Des actuaires et des conseillers externes fournissent des recommandations sur les questions d'ordre actuariel. Les hypothèses actuarielles sur lesquelles repose le calcul des obligations au titre des prestations diffèrent selon la situation économique du pays dans lequel le régime a cours et sont énoncées ci-après.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

Les principales hypothèses utilisées pour calculer les passifs découlant des obligations au titre des prestations définies et le coût des services rendus connexe pour les exercices clos les 31 décembre sont présentés dans le tableau suivant :

	2021	2020
<u>Royaume-Uni</u>		
Taux d'augmentation des prestations à payer	2,15 % à 3,30 %	2,00 % à 2,85 %
Taux d'actualisation	1,80 %	1,50 %
Taux d'inflation hypothétique	3,05 % à 3,45 %	2,45 % à 2,95 %
Espérance de vie à 65 ans (participants actuellement âgés de 65 ans)		
– Hommes	87,9	87,9
– Femmes	90,1	90,1
<u>Suède</u>		
Taux d'actualisation	1,90 %	1,20 %
Taux d'inflation hypothétique	2,25 %	1,50 %
Espérance de vie à 65 ans (participants actuellement âgés de 65 ans)		
– Hommes	87,0	87,0
– Femmes	89,0	89,0
<u>États-Unis</u>		
Taux d'actualisation	1,45 % à 2,15 %	0,65 % à 1,40 %

Les justes valeurs selon les principales catégories des actifs des régimes de retraite à prestations définies au Royaume-Uni étaient les suivantes aux 31 décembre :

	2021		2020	
	\$	%	\$	%
Actions	66,5	25	59,4	23
Obligations	48,3	18	52,1	20
Placements découlant d'un passif	85,9	33	75,2	29
Autre	64,5	24	75,0	28

Le tableau qui suit présente les montants comptabilisés dans les états de la situation financière aux 31 décembre :

	2021	2020
	\$	\$
Juste valeur des actifs des régimes (Royaume-Uni)	265,2	261,7
Valeur actualisée des obligations capitalisées (Royaume-Uni)	(277,4)	(296,1)
Déficit (Royaume-Uni)	(12,2)	(34,4)
Valeur actualisée des obligations non capitalisées (Suède)	(53,6)	(59,4)
Valeur actualisée des obligations non capitalisées (États-Unis)	(147,1)	(138,6)
Passif des régimes de retraite	(212,9)	(232,4)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

Le tableau qui suit présente les montants comptabilisés dans les états consolidés du résultat net pour les exercices clos les 31 décembre :

	2021	2020
	\$	\$
Coût des services rendus au cours de la période	9,0	9,7
Coût des services passés	—	0,9
Total du coût des services	9,0	10,6
Charge d'intérêts	6,4	8,7
Rendement attendu des actifs des régimes	(4,0)	(4,7)
Charges de financement nettes des passifs au titre des régimes	2,4	4,0

Le tableau qui suit présente la variation de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies pour les exercices clos les 31 décembre :

	2021	2020
	\$	\$
Valeur actualisée de l'obligation – solde d'ouverture	494,1	438,0
Coût des services rendus au cours de la période	9,0	9,7
Coût des services passés	—	0,9
Cotisations des participants aux régimes	0,1	0,2
Prestations versées	(24,5)	(24,8)
Charges d'intérêts	6,4	8,7
Pertes actuarielles – modifications des hypothèses	4,2	43,8
Pertes actuarielles – modifications des ajustements liés à l'expérience	0,4	10,7
Écarts de change	(11,6)	6,9
Valeur actualisée de l'obligation – solde de clôture	478,1	494,1

Le tableau qui suit présente la variation de la juste valeur des actifs des régimes aux 31 décembre :

	2021	2020
	\$	\$
Juste valeur des actifs des régimes – solde d'ouverture	261,7	224,6
Rendement attendu des actifs des régimes	4,0	4,7
Cotisations des participants aux régimes	0,1	0,2
Cotisations de l'employeur	12,8	13,1
Prestations versées	(9,2)	(8,4)
Gain actuariel (expérience)	0,3	24,1
Écarts de change	(4,5)	3,4
Juste valeur des actifs des régimes – solde de clôture	265,2	261,7

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

Le tableau qui suit présente le sommaire du déficit net au titre des obligations en matière de prestations de retraite aux 31 décembre :

	2021	2020
	\$	\$
Juste valeur des actifs des régimes	265,2	261,7
Valeur actualisée des passifs des régimes	(478,1)	(494,1)
Déficit	(212,9)	(232,4)

Les régimes à prestations définies de la Société l'exposent au risque de taux d'intérêt, au risque lié à l'inflation, au risque lié à la longévité, au risque de change et au risque lié aux placements sur le marché. Le tableau qui suit présente l'analyse sommaire de la sensibilité au 31 décembre 2021 du déficit global des régimes de retraite aux modifications des hypothèses principales :

Hypothèse	Variation des points de base/années	Augmentation du déficit des régimes de retraite
		\$
Taux d'actualisation	- 10 pb	6,2
Taux d'inflation ¹⁾	+ 10 pb	2,3
Mortalité ¹⁾	+ 1 an	14,9

¹⁾ Incidence du déficit des régimes de retraite à prestations définies, au Royaume-Uni et en Suède seulement.

Le total des cotisations des salariés et des cotisations de l'employeur qui devraient être payées pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 au titre des régimes de retraite à prestations définies de la Société au Royaume-Uni devrait s'établir à environ 11,5 M\$.

10 COÛTS D'ACQUISITION, D'INTÉGRATION ET DE RÉORGANISATION

	2021	2020
	\$	\$
Coûts d'acquisition d'entreprises	11,8	18,0
Coûts d'intégration d'entreprises	33,9	20,8
Coûts de restructuration et indemnités de départ versées dans le cadre des ajustements apportés à nos structures de coûts	20,9	70,5
Profit découlant de la cession d'actifs non essentiels	(5,8)	(5,9)
	60,8	103,4

Les coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation de l'exercice 2021 comprennent les coûts liés aux avantages du personnel de 20,3 M\$ (60,6 M\$ en 2020). Les coûts qui ne sont pas liés aux avantages du personnel ont trait essentiellement aux frais juridiques et honoraires et aux coûts de résiliation anticipée des contrats.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

11 SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES

En 2021, la Société a comptabilisé des subventions gouvernementales de 14,4 M\$ dans les coûts liés au personnel (53,0 M\$ en 2020). Au 31 décembre 2021, toutes les conditions liées à ces subventions sont respectées, et aucune éventualité n'y est rattachée.

12 CHARGES DE FINANCEMENT NETTES

	2021	2020
	\$	\$
Intérêts liés aux facilités de crédit et aux billets de premier rang non garantis	32,7	35,4
Charge d'intérêts sur les obligations locatives	40,6	45,9
Charge de financement nette liée aux obligations des régimes de retraite	2,4	4,0
Perte de change sur les actifs et passifs libellés en monnaies étrangères	5,2	8,1
(Profit) perte latent sur les instruments financiers dérivés	7,7	(11,5)
Autres intérêts et frais bancaires	7,3	12,6
Profit sur les placements dans des titres	(14,0)	(15,8)
Produit d'intérêts	(2,4)	(5,2)
	79,5	73,5

13 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le tableau qui suit présente les composantes de la charge d'impôt sur le résultat pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 :

	2021	2020
	\$	\$
Charge d'impôt exigible		
Charge d'impôt exigible sur le résultat de l'exercice	193,9	145,9
Ajustements relatifs aux exercices précédents	12,4	(35,0)
	206,3	110,9
Produit d'impôt différé		
Création et résorption des différences temporaires	(28,7)	(37,2)
Incidence des variations des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés	0,1	(3,2)
Ajustements relatifs aux exercices précédents	(6,7)	38,0
	(35,3)	(2,4)
Charge d'impôt sur le résultat	171,0	108,5

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

Le tableau suivant présente un rapprochement de la charge d'impôt sur le résultat, selon les taux d'impôt combinés canadiens fédéral-provincial prévus par la loi, de 26,5 % en 2021 (26,5 % en 2020) et le taux d'impôt effectif réel pour les exercices clos les 31 décembre :

	2021		2020	
	\$	%	\$	%
Résultat avant impôt	645,1		385,9	
Charge d'impôt prévue aux taux d'imposition combinés canadiens fédéral-provincial prévus par la loi	171,0	26,5	102,3	26,5
Variations découlant des éléments suivants :				
Différences dues aux taux d'impôt étranger	(16,5)	(2,5)	(12,8)	(3,3)
Charges non déductibles, déduction faite des produits non imposables	2,6	0,4	3,6	0,9
Avantages fiscaux non comptabilisés, montant net	8,0	1,2	15,7	4,1
Ajustements relatifs aux exercices précédents	5,7	0,9	3,0	0,8
Incidence des variations des taux d'impôt	0,1	—	(3,2)	(0,8)
Autres éléments	0,1	—	(0,1)	(0,1)
	171,0	26,5	108,5	28,1

En 2021 et en 2020, le montant net des avantages fiscaux non comptabilisés représente des économies d'impôt non comptabilisées relatives à l'exercice considéré et à des exercices précédents qui se rapportent principalement à des filiales à l'étranger et dont l'utilisation n'est pas jugée probable, en partie contrebalancée par la comptabilisation d'actifs d'impôt différé non comptabilisés précédemment liés à certaines filiales ayant généré des profits au cours de l'exercice considéré.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

Les tableaux qui suivent présentent les principales composantes des actifs et passifs d'impôt différé aux 31 décembre :

	2021						
	Au 1 ^{er} janvier	Crédité (débité) à l'état du résultat net	Crédité aux autres éléments du résultat global	Débité directe- ment aux capitaux propres	Acquisitions d'entre- prises	Écarts de change	Au 31 décembre
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs d'impôt différé							
Provisions déductibles							
lors de leur règlement	171,2	25,0	—	—	27,6	(4,5)	219,3
Reports en avant de perte							
fiscale	30,0	(7,3)	—	—	2,7	(1,2)	24,2
Régime de retraite	46,8	(2,8)	2,4	—	—	(1,1)	45,3
Frais d'émission différés	5,4	(1,4)	—	3,4	—	—	7,4
Immobilisations							
corporelles	19,9	(1,1)	—	—	1,5	(0,4)	19,9
Contrats de location	9,6	1,4	—	—	11,5	(0,2)	22,3
Autres différences							
temporaires	27,0	(0,8)	0,7	—	3,5	(0,1)	30,3
	309,9	13,0	3,1	3,4	46,8	(7,5)	368,7
Passifs d'impôt différé							
Excédent des coûts et							
profits prévus sur la							
facturation	(105,4)	5,6	—	—	(1,5)	7,8	(93,5)
Retenues	(9,6)	(4,3)	—	—	(5,1)	—	(19,0)
Immobilisations							
corporelles	(17,3)	9,7	—	—	(7,7)	0,1	(15,2)
Immobilisations							
incorporelles et							
goodwill	(50,8)	12,5	—	—	(89,2)	1,2	(126,3)
Autres différences							
temporaires	(48,0)	(1,2)	1,6	—	(1,9)	0,7	(48,8)
	(231,1)	22,3	1,6	—	(105,4)	9,8	(302,8)
	78,8	35,3	4,7	3,4	(58,6)	2,3	65,9

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

	2020						
	Au 1 ^{er} janvier	Crédité (débité) à l'état du résultat net	Crédité aux autres éléments du résultat global	Débité directe- ment aux capitaux propres	Acquisitions d'entre- prises	Écarts de change	Au 31 décembre
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs d'impôt différé							
Provisions déductibles							
lors de leur règlement	147,2	16,0	—	—	2,1	5,9	171,2
Reports en avant de perte							
fiscale	22,2	(0,4)	—	7,5	—	0,7	30,0
Régime de retraite	43,7	(4,0)	6,8	—	—	0,3	46,8
Frais d'émission différés	0,3	—	—	5,1	—	—	5,4
Immobilisations							
corporelles	15,9	3,7	—	—	—	0,3	19,9
Contrats de location	13,9	(4,5)	—	—	—	0,2	9,6
Autres différences							
temporaires	35,6	(8,5)	—	—	0,1	(0,2)	27,0
	278,8	2,3	6,8	12,6	2,2	7,2	309,9
Passifs d'impôt différé							
Excédent des coûts et							
profits prévus sur la							
facturation	(95,2)	(2,5)	—	—	0,2	(7,9)	(105,4)
Retenues	(7,1)	(1,2)	—	—	(1,4)	0,1	(9,6)
Immobilisations							
corporelles	(10,2)	(7,7)	—	—	—	0,6	(17,3)
Immobilisations							
incorporelles et							
goodwill	(69,8)	18,4	—	—	0,9	(0,3)	(50,8)
Autres différences							
temporaires	(41,9)	(6,9)	1,1	—	(0,2)	(0,1)	(48,0)
	(224,2)	0,1	1,1	—	(0,5)	(7,6)	(231,1)
	54,6	2,4	7,9	12,6	1,7	(0,4)	78,8

L'impôt différé est présenté comme suit aux états consolidés de la situation financière aux 31 décembre :

	2021	2020
	\$	\$
Actifs d'impôt différé	165,1	169,2
Passifs d'impôt différé	(99,2)	(90,4)
	65,9	78,8

Au 31 décembre 2021, la Société avait comptabilisé des actifs d'impôt différé de 24,2 M\$ (30,0 M\$ au 31 décembre 2020) liés aux pertes fiscales pour l'exercice considéré et les exercices antérieurs. La Société a comptabilisé des actifs d'impôt différé,

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020**

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

car elle estime qu'il est probable qu'elle disposera de bénéfices imposables futurs auxquels les pertes fiscales reportées en avant pourront être imputées.

Au 31 décembre 2021, la Société avait des actifs d'impôt différé non comptabilisés de 143,4 M\$ (133,3 M\$ au 31 décembre 2020). De ce montant, une tranche de 324,1 M\$ est liée à des reports en avant de pertes fiscales, dont une tranche de 52,1 M\$ vient à échéance entre 2022 et 2041, le reste n'ayant pas d'échéance (respectivement 288,3 M\$ et 36,2 M\$ au 31 décembre 2020); une tranche est représentée par un montant brut de 65,2 M\$ lié à des différences temporaires sans échéance (64,6 M\$ au 31 décembre 2020). En outre, une tranche de 40,4 M\$ correspond à des actifs d'impôt différé non comptabilisés en lien avec les crédits d'impôt venant à échéance entre 2027 et 2031 (38,6 M\$ au 31 décembre 2020). La Société considère comme non probable le recouvrement de ces actifs d'impôt différé non comptabilisés.

Au 31 décembre 2021, un passif d'impôt différé relatif à un montant de 685,6 M\$ (684,3 M\$ au 31 décembre 2020) au titre de différences temporaires imposables liées aux résultats non distribués des filiales n'a pas été comptabilisé, car la Société contrôle le moment où ces différences s'inverseront et ne s'attend pas à ce qu'elles s'inversent dans un avenir prévisible. Lors de la distribution de ces résultats sous forme de dividendes ou autrement, la Société pourrait être assujettie à l'impôt des sociétés ou à des retenues d'impôt sur le résultat.

14 INSTRUMENTS FINANCIERS

JUSTE VALEUR

La trésorerie, les créances clients et autres créances, les dettes d'exploitation, les dividendes à payer aux actionnaires, les découverts bancaires, la dette à long terme liée aux facilités de crédit et les autres passifs financiers sont des instruments financiers pour lesquels la juste valeur correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée, de leurs taux d'intérêt variables ou des taux courants sur le marché pour des instruments à taux fixe.

La hiérarchie des justes valeurs selon laquelle la Société évalue les instruments financiers est la suivante :

- les données d'entrée de niveau 1 sont des cours non ajustés, sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques;
- les données d'entrée de niveau 2 sont des données concernant l'actif ou le passif, autres que les cours du marché visés au niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement;
- les données d'entrée de niveau 3 sont des données non observables concernant l'actif ou le passif.

Les billets de premier rang non garantis de la Société sont des passifs financiers comptabilisés au coût amorti. Au 31 décembre 2021, la juste valeur des billets de premier rang non garantis, qui est fondée sur des cours non ajustés (niveau 1), s'établissait à 498,5 M\$.

Aux 31 décembre 2021 et 2020, la juste valeur des autres actifs financiers et des couvertures liées aux actions ordinaires de la Société était déterminée au moyen de données de niveau 1. La juste valeur des instruments financiers utilisés pour couvrir le risque de change, notamment les contrats de change à terme et les swaps de devises, est déterminée au moyen de données de niveau 2.

GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société est exposée au risque de crédit, au risque de change, au risque de taux d'intérêt et au risque de liquidité. Les analyses suivantes dressent un portrait de ces risques aux 31 décembre 2021 et 2020.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020**

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie ne respecte pas ses obligations en vertu d'un instrument financier ou d'un contrat, situation qui entraîne une perte financière.

Les instruments financiers qui sont susceptibles d'exposer la Société à un risque de crédit significatif sont essentiellement la trésorerie, les créances clients, les autres créances, les instruments financiers dérivés, les placements dans des titres et les créances sur des coentreprises et entreprises associées. L'excédent des coûts et des profits prévus sur la facturation sont aussi soumis à une évaluation du risque de crédit, selon le même modèle. L'exposition maximale au risque de crédit de la Société se limite à la valeur comptable de ces instruments financiers et actifs contractuels, soit 4 136,2 M\$ au 31 décembre 2021 (3 102,7 M\$ au 31 décembre 2020).

La trésorerie est détenue ou émise par des institutions financières de la catégorie investissement. Par conséquent, la Société estime que le risque de non-exécution relativement à ces instruments est minime.

Le risque de crédit de la Société découle essentiellement des créances clients et de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation. Les montants indiqués dans les états consolidés de la situation financière sont présentés déduction faite des provisions pour perte de crédit attendue. Ces dernières sont estimées par la direction et fondées, en partie, sur l'âge des créances et sur le recouvrement actuel et prévu. En général, la Société n'exige pas de garantie ni d'autre sûreté des clients à l'égard de leurs créances; cependant, elle ne leur accorde du crédit qu'après avoir procédé à une évaluation de leur solvabilité. De plus, la Société réévalue régulièrement la qualité du crédit de ses clients et établit une provision pour les pertes de crédit attendues lorsque la probabilité de recouvrement d'une créance a diminué de façon significative. La Société estime que son risque de crédit relatif aux créances clients est limité. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, le montant des pertes de crédit s'établissait à 20,4 M\$ (42,4 M\$ en 2020).

La Société réduit son risque de crédit en offrant ses services à une panoplie de clients, dans divers pays, secteurs d'activité et secteurs de l'économie.

RISQUE DE CHANGE

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs relatifs à un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux de change.

La Société exerce ses activités à l'échelle internationale et est exposée à un risque de change en raison de ses activités d'exploitation libellées en dollars américains, en livres sterling, en couronnes suédoises, en dollars australiens, en euros, en dollars néo-zélandais et dans d'autres monnaies, ainsi qu'en raison de ses actifs nets dans des établissements à l'étranger. Ces risques sont partiellement compensés par des achats et par des charges d'exploitation engagés dans ces monnaies.

La Société a des investissements dans des établissements à l'étranger, dont les actifs nets sont exposés au risque de change. Ce risque est partiellement compensé par des emprunts libellés dans la monnaie étrangère appropriée. Les profits ou pertes de change sur l'investissement net dans ces établissements sont présentés dans le compte de cumul des autres éléments du résultat global, à titre d'écarts de change, dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires.

La Société a conclu des contrats de change à terme et des options afin de couvrir les fluctuations des cours de change prévus de certaines devises par rapport au dollar canadien. Au 31 décembre 2021, le profit net à la juste valeur de marché de ces contrats à terme et de ces options s'établissait à 2,7 M\$, et un profit de 9,6 M\$ a été comptabilisé en résultat net pour l'exercice 2021. Au 31 décembre 2021, la plus importante devise couverte représentait un montant nominal de 254 M\$ US.

La Société a aussi conclu des swaps de taux d'intérêt pour un montant nominal de 325,0 M\$ US afin de couvrir les fluctuations des taux d'intérêt de sa dette libellée en dollars américains. Le profit à la juste valeur de marché de ces swaps de taux

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

d'intérêt au 31 décembre 2021 s'est établi à 2,0 M\$ et la variation de la juste valeur a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global.

En 2021, la Société a conclu des swaps de devises et de taux d'intérêt pour un montant nominal de 500,0 M\$ CA afin de couvrir le risque lié au taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain de l'investissement net de la Société dans des entités étrangères dont la monnaie fonctionnelle est le dollar américain. La perte nette à la juste valeur de marché de ces swaps au 31 décembre 2021 s'établissait à 10,3 M\$ et la variation de la juste valeur a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global.

La Société conclut des instruments financiers dérivés auprès d'institutions financières canadiennes afin de limiter son exposition aux variations des régimes incitatifs à long terme (« RILT ») prévoyant une rémunération fondée sur des unités d'actions réglées en trésorerie causées par les fluctuations du cours de son action ordinaire. La valeur des instruments financiers dérivés fluctue selon les variations du cours de l'action ordinaire de la Société, et ces instruments sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, ils sont évalués à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière et le profit ou la perte découlant de l'évaluation à la valeur de marché des instruments financiers dérivés est comptabilisé dans les coûts liés au personnel. Au 31 décembre 2021, la Société avait des couvertures en cours pour 710 000 de ses actions ordinaires, d'une juste valeur totale de 41,2 M\$. En 2021, le profit découlant de l'évaluation à la valeur de marché des instruments de couverture du RILT inscrit dans les coûts liés au personnel s'est élevé à 41,6 M\$, ce qui a en partie contrebalancé la charge de rémunération liée aux RILT.

En tenant compte des montants libellés en monnaie étrangère et en supposant que toutes les autres variables demeurent inchangées, une variation des taux de change aurait des répercussions sur le résultat net et les capitaux propres de la Société. La direction est d'avis qu'une fluctuation de 10 % des taux de change est raisonnablement possible. Le tableau ci-dessous résume l'incidence, sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global pour les exercices clos les 31 décembre, d'une fluctuation de -10 % ou de +10 % des taux de change par rapport au dollar canadien :

	2021			
	Dollar américain	Couronne suédoise	Livre sterling	Dollar australien
	\$	\$	\$	\$
Résultat net	16,6	2,4	6,5	3,6
Autres éléments du résultat global	195,2	143,2	19,7	44,3
	2020			
	Dollar américain	Couronne suédoise	Livre sterling	Dollar australien
	\$	\$	\$	\$
Résultat net	12,8	3,4	2,6	3,3
Autres éléments du résultat global	140,3	122,0	18,9	16,4

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varient en raison des fluctuations des taux d'intérêt sur le marché. L'exposition de la Société à ce risque est principalement attribuable à sa dette à long terme et à ses autres passifs financiers non courants qui portent intérêt à des taux variables. Ce risque est partiellement compensé par la trésorerie détenue à des taux variables.

Une fluctuation de 100 points de base des taux d'intérêt n'aurait pas d'incidence importante sur le résultat net de la Société.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de respecter ses obligations à l'échéance.

Une trésorerie centralisée assure à la Société de conserver une flexibilité de financement en évaluant les besoins en flux de trésorerie futurs et en maintenant une marge de sécurité suffisante sur ses facilités de crédit engagées. Les limites de crédit, les restrictions sur la trésorerie et la conformité aux clauses restrictives sont aussi prises en considération.

La Société surveille sur une base continue son risque de liquidité lié aux instruments financiers. La direction vérifie en tout temps ses besoins en trésorerie afin de s'assurer de disposer des liquidités nécessaires pour satisfaire aux exigences de l'exploitation tout en conservant une réserve adéquate sur ses facilités de crédit non utilisées. WSP a accès à des lignes de crédit obtenues auprès d'institutions financières, comme il est indiqué à la note 25, « Dette à long terme ».

Les tableaux suivants indiquent les échéances contractuelles des passifs financiers aux 31 décembre 2021 et 2020. Les montants indiqués ci-dessous représentent les flux de trésorerie contractuels non actualisés :

	2021				
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 an	Entre 1 an et 2 ans	Plus de 2 ans
	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes d'exploitation et charges à payer	2 217,3	2 217,3	2 217,3	—	—
Dividendes à payer aux actionnaires	44,2	44,2	44,2	—	—
Obligations locatives	1 020,3	1 249,9	294,1	237,5	718,3
Dette à long terme	1 776,7	1 853,3	326,2	180,1	1 347,0
	5 058,5	5 364,7	2 881,8	417,6	2 065,3

	2020				
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 an	Entre 1 an et 2 ans	Plus de 2 ans
	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes d'exploitation et charges à payer	1 718,2	1 718,2	1 718,2	—	—
Dividendes à payer aux actionnaires	42,5	42,5	42,5	—	—
Obligations locatives	1 018,4	1 161,4	261,8	220,1	679,5
Dette à long terme	574,2	585,0	304,8	260,9	19,3
	3 353,3	3 507,1	2 327,3	481,0	698,8

Au 31 décembre 2021, la Société avait un montant disponible de 1 442,9 M\$ aux termes de la facilité de crédit (1 453,1 M\$ en 2020), déduction faite de lettres de crédit en cours de 75,7 M\$ (77,4 M\$ en 2020). Au 31 décembre 2021, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société, déduction faite du découvert bancaire, s'établissaient à 926,3 M\$ (434,7 M\$ en 2020).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

15 CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

Aux 31 décembre	2021	2020
	\$	\$
Créances clients, montant net	1 615,2	1 311,2
Autres créances	250,2	240,9
Instruments financiers dérivés	46,1	41,4
Créances sur des coentreprises et entreprises associées	5,3	5,3
	1 916,8	1 598,8

Lorsqu'elle applique la méthode simplifiée pour l'évaluation des pertes de crédit attendues, la Société ne fait pas le suivi des variations du risque de crédit et, par conséquent, n'attribue pas de notation aux dettes d'exploitation. La Société exerce un suivi de la balance chronologique des créances clients brutes en souffrance, comme suit :

Aux 31 décembre	2021	2020
	\$	\$
En règle	629,9	470,2
En souffrance depuis 0 à 30 jours	454,0	385,5
En souffrance depuis 31 à 60 jours	227,4	188,3
En souffrance depuis 61 à 90 jours	106,1	85,8
En souffrance depuis 91 à 180 jours	109,2	110,4
En souffrance depuis plus de 180 jours	262,2	245,0
Créances clients	1 788,8	1 485,2
Provision pour pertes de crédit attendues	(173,6)	(174,0)
Créances clients, montant net	1 615,2	1 311,2

La Société est exposée à un risque de crédit compte tenu de ses créances clients et elle maintient des provisions pour les pertes potentielles sur ces créances. Les pertes potentielles sont atténuées du fait que la solvabilité des clients est évaluée avant qu'un crédit ne leur soit accordé et qu'aucun client ne représente à lui seul plus de 10 % des produits des activités ordinaires. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, le montant des pertes de crédit s'établissait à 20,4 M\$ (42,4 M\$ en 2020).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

16 SOLDES CONTRACTUELS

Le tableau suivant présente les variations de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation (actifs contractuels) et de l'excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus (passifs contractuels) :

	2021		2020	
	Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus	Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus
	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} janvier	950,5	(708,5)	995,7	(629,0)
Augmentations attribuables à la trésorerie reçue ou aux montants facturés avant la prestation des services	—	(1 205,5)	—	(1 577,6)
Transfert dans les produits des activités ordinaires une fois que les services liés sont réputés rendus	—	1 197,8	—	1 500,6
Entrées d'actifs contractuels par la comptabilisation de produits des activités ordinaires	9 081,3	—	7 303,3	—
Transfert dans les créances clients de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	(8 973,4)	—	(7 340,3)	—
Variations liées aux acquisitions et cessions d'entreprises (note 5)	124,5	(54,5)	(13,6)	(1,9)
Effet des variations des cours du change	(26,5)	19,6	5,4	(0,6)
Solde au 31 décembre	1 156,4	(751,1)	950,5	(708,5)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les produits des activités ordinaires comptabilisés qui étaient inclus dans les passifs contractuels au 1^{er} janvier 2021 s'élèvent à 512,1 M\$ (567,5 M\$ en 2020). Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les produits des activités ordinaires comptabilisés sur les obligations de performance remplies ou partiellement remplies au cours des exercices antérieurs s'élèvent à 37,6 M\$ (30,7 M\$ en 2020).

Les obligations de prestation non remplies, qui représentent la part restante des obligations contractuelles liées aux contrats en régie à prix plafond et aux contrats à forfait qui ont été conclus et pour lesquels les travaux étaient commencés, s'élèvent à 8 682,5 M\$ au 31 décembre 2021 (7 326,8 M\$ au 31 décembre 2020). Les contrats en régie sans prix plafond ont été exclus étant donné que le montant global des travaux sous contrat ne peut être établi de manière définitive.

Le calendrier d'exécution des contrats est tributaire de plusieurs facteurs hors du contrôle de la Société. Ces facteurs comportent notamment les modifications de la portée du projet, les échéanciers fixés en fonction des clients et le financement des projets des clients. La Société estime qu'environ 60 % des obligations de performance non remplies au 31 décembre 2021 seront désactualisées au cours des 12 prochains mois.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

17 AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Aux 31 décembre	2021	2020
	\$	\$
Placements dans des titres	135,6	116,3
Autres	6,1	1,8
	141,7	118,1

Les placements dans des titres comprennent des placements dans un grand nombre de fonds communs de placement, selon les choix de placement des employés, concernant les obligations de rémunération différée de la Société aux États-Unis, comme il est indiqué à la note 9, « Régimes de retraite ». La juste valeur de ces placements s'établit à 123,9 M\$ (115,5 M\$ en 2020), déterminée par le cours de marché des fonds à la date de clôture, lesquels sont des données d'entrée de niveau 1 (cours non ajustés, sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques).

18 ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION ET OBLIGATIONS LOCATIVES

ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION

	Exercice clos le 31 décembre 2021			Exercice clos le 31 décembre 2020		
	Immobilier	Matériel	Total	Immobilier	Matériel	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de l'exercice	831,4	62,9	894,3	866,8	46,6	913,4
Entrées par voie d'acquisitions d'entreprises et d'ajustements de la période d'évaluation	176,2	7,9	184,1	26,0	—	26,0
Entrées	55,7	16,9	72,6	101,1	41,3	142,4
Reconduction, réévaluation et modification de contrats de location	30,3	(44,1)	(13,8)	51,4	(3,6)	47,8
Dotations aux amortissements	(254,0)	(11,8)	(265,8)	(246,4)	(21,9)	(268,3)
Utilisation des allocations pour incitatifs à la location	14,1	—	14,1	17,1	—	17,1
Écarts de change	(23,3)	(0,7)	(24,0)	15,4	0,5	15,9
Solde à la clôture de l'exercice	830,4	31,1	861,5	831,4	62,9	894,3

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

OBLIGATIONS LOCATIVES

	Exercice clos le 31 décembre 2021			Exercice clos le 31 décembre 2020		
	Immobilier	Matériel	Total	Immobilier	Matériel	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde à l'ouverture de l'exercice	963,1	55,3	1 018,4	1 007,9	42,7	1 050,6
Entrées par voie d'acquisitions d'entreprises et d'ajustements de la période d'évaluation	220,8	8,3	229,1	26,0	—	26,0
Entrées	55,7	16,9	72,6	101,1	39,2	140,3
Reconduction, réévaluation et modification de contrats de location	32,8	(41,8)	(9,0)	45,3	(3,6)	41,7
Charge d'intérêts sur les obligations locatives (note 12)	39,7	0,9	40,6	43,8	2,1	45,9
Paiements	(290,3)	(12,9)	(303,2)	(276,0)	(25,3)	(301,3)
Écarts de change	(27,8)	(0,4)	(28,2)	15,0	0,2	15,2
Solde à la clôture de l'exercice	994,0	26,3	1 020,3	963,1	55,3	1 018,4
Partie courante des obligations locatives	241,3	12,9	254,2	210,6	22,5	233,1
Partie non courante des obligations locatives	752,7	13,4	766,1	752,5	32,8	785,3

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

19 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Logiciels	Carnets de commandes	Relations clients	Noms commerciaux	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} janvier 2020					
Coût	187,7	225,7	327,5	79,9	820,8
Cumul des amortissements	(114,4)	(160,8)	(164,5)	(25,7)	(465,4)
Valeur nette	73,3	64,9	163,0	54,2	355,4
Solde au 31 décembre 2020					
Entrées	20,5	0,5	—	—	21,0
Entrées par voie d'acquisitions d'entreprises (note 5)	1,2	—	—	—	1,2
Amortissement de l'exercice	(28,5)	(38,0)	(33,1)	(5,1)	(104,7)
Écarts de change	1,6	0,3	0,1	0,6	2,6
Solde au 31 décembre 2020	68,1	27,7	130,0	49,7	275,5
Solde au 31 décembre 2021					
Coût	192,7	129,4	255,7	49,7	627,5
Cumul des amortissements	(124,6)	(101,7)	(125,7)	—	(352,0)
Valeur nette	68,1	27,7	130,0	49,7	275,5
Solde au 31 décembre 2021					
Entrées	46,3	—	—	—	46,3
Entrées par voie d'acquisitions d'entreprises (note 5)	3,6	46,0	269,5	57,1	376,2
Amortissement de l'exercice	(44,9)	(39,5)	(49,4)	(5,3)	(139,1)
Écarts de change	(2,1)	(0,9)	(4,4)	(1,6)	(9,0)
Solde au 31 décembre 2021	71,0	33,3	345,7	99,9	549,9

La valeur comptable des immobilisations incorporelles désignées comme ayant une durée d'utilité indéterminée, soit le nom commercial de WSP, s'établissait à 48,8 M\$ au 31 décembre 2021 (49,7 M\$ au 31 décembre 2020).

La Société a procédé à son test de dépréciation annuel du nom commercial de WSP au 25 septembre 2021 et au 26 septembre 2020, conformément à la politique décrite à la note 2; aucune perte de valeur du nom commercial de WSP n'a été comptabilisée.

En 2021, la Société a acquis des immobilisations incorporelles totalisant 422,5 M\$ (22,2 M\$ en 2020), lesquelles sont toutes amortissables.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

20 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains et bâtiments en tenure franche	Amélio- rations locatives	Mobilier et matériel	Matériel informa- tique	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} janvier 2020					
Coût	31,6	247,1	279,6	247,4	805,7
Cumul des amortissements	(6,4)	(122,0)	(179,0)	(150,6)	(458,0)
Valeur nette	25,2	125,1	100,6	96,8	347,7
Solde au 31 décembre 2020					
Coût	29,2	261,9	296,5	277,9	865,5
Cumul des amortissements	(6,3)	(153,9)	(209,9)	(180,5)	(550,6)
Valeur nette	22,9	108,0	86,6	97,4	314,9
Solde au 31 décembre 2021					
Coût	30,8	285,3	303,5	304,6	924,2
Cumul des amortissements	(7,4)	(155,4)	(206,5)	(191,3)	(560,6)
Valeur nette	23,4	129,9	97,0	113,3	363,6
Solde au 31 décembre 2020					
Entrées	0,1	8,9	19,4	43,7	72,1
Entrées par voie d'acquisitions d'entreprises (note 5)	—	1,0	1,6	—	2,6
Cessions, y compris par voie de cessions d'entreprises	(1,6)	(0,1)	(5,2)	(0,6)	(7,5)
Amortissement de l'exercice	(0,9)	(26,8)	(31,1)	(44,5)	(103,3)
Écarts de change	0,1	(0,1)	1,3	2,0	3,3
Solde au 31 décembre 2020	22,9	108,0	86,6	97,4	314,9
Solde au 31 décembre 2021					
Entrées	0,2	18,7	21,6	60,2	100,7
Entrées par voie d'acquisitions d'entreprises (note 5)	3,5	34,5	27,6	9,2	74,8
Cessions	(1,4)	(0,3)	(2,0)	(0,7)	(4,4)
Amortissement	(0,9)	(29,9)	(33,3)	(49,5)	(113,6)
Écarts de change	(0,9)	(1,1)	(3,5)	(3,3)	(8,8)
Solde au 31 décembre 2021	23,4	129,9	97,0	113,3	363,6

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

21 GOODWILL

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
	\$	\$
Solde au 1 ^{er} janvier	3 731,9	3 568,8
Goodwill découlant des acquisitions d'entreprises (note 5)	1 135,7	132,0
Ajustements de la période d'évaluation	(14,4)	10,3
Cessions	—	(13,3)
Écarts de change	(90,9)	34,1
Solde au 31 décembre	4 762,3	3 731,9

Le goodwill est affecté aux UGT de la Société. La valeur comptable du goodwill par UGT est présentée dans le tableau suivant :

Aux 31 décembre	2021	2020
	\$	\$
Goodwill affecté aux UGT		
États-Unis	1 984,1	1 560,4
Canada	1 335,4	880,3
Pays nordiques	363,6	378,7
Royaume-Uni	318,7	325,6
Nouvelle-Zélande	186,8	197,8
Australie	271,8	111,4
Europe centrale	117,5	96,8
Asie	80,0	69,6
Amérique latine	53,0	62,0
Moyen-Orient	51,4	49,3
	4 762,3	3 731,9

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS À LONG TERME

La Société a procédé à son test de dépréciation annuel du goodwill et des autres immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée au 25 septembre 2021 et au 26 septembre 2020 conformément à la politique décrite à la note 2, « Principales méthodes comptables ». Les principales hypothèses ayant servi à déterminer la juste valeur des différentes UGT lors des plus récents calculs de la dépréciation réalisés pour 2021 sont décrites ci-après. La Société n'a relevé aucun indice de dépréciation à une autre date et, par conséquent, elle n'a procédé à aucun nouveau calcul de la dépréciation. En 2021 et en 2020, la juste valeur de chaque UGT était supérieure à sa valeur comptable. Par conséquent, aucune perte de valeur du goodwill n'a été comptabilisée.

TECHNIQUE D'ÉVALUATION

JUSTE VALEUR DIMINUÉE DES COÛTS DE LA VENTE

La juste valeur de chaque UGT a été établie en fonction de la juste valeur diminuée des coûts de la vente. L'évaluation de la juste valeur est une évaluation fondée sur le marché plutôt que sur l'entité. La juste valeur d'une UGT doit être évaluée à l'aide des hypothèses que des intervenants du marché utiliseraient plutôt qu'à l'aide de celles liées spécifiquement à la Société. Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente des UGT, une approche par le résultat reposant

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

sur la méthode d'actualisation des flux de trésorerie a été utilisée. Les données entrant dans la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie sont des données de niveau 3 (données d'entrée non fondées sur des données observables). De plus, l'approche par le marché a été employée afin de déterminer si les conclusions tirées sont raisonnables.

APPROCHE PAR LE RÉSULTAT

La direction a établi que la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie permet d'obtenir l'estimation juste du prix qui pourrait être obtenu pour chaque UGT dans le cadre d'une transaction conclue dans des conditions de concurrence normale. La juste valeur reflète la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus de l'entreprise ainsi que la valeur résiduelle de l'entreprise à la fin de la période visée par les prévisions. La méthode de l'actualisation des flux de trésorerie a été appliquée en fonction d'une valeur d'entreprise, c'est-à-dire que les flux de trésorerie après impôt avant la prise en compte des charges d'intérêts ont été actualisés à l'aide d'un coût moyen pondéré du capital (« CMPC »). Cette approche requiert la formulation d'hypothèses concernant les taux de croissance des produits des activités ordinaires, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le niveau du fonds de roulement, les dépenses d'investissement, les taux d'impôt et les taux d'actualisation.

APPROCHE PAR LE MARCHÉ

Selon l'approche par le marché, il est présumé que la valeur d'une société reflète le prix payé pour des sociétés comparables du même secteur d'activité acquises dans des circonstances similaires. Une comparaison d'une UGT avec des sociétés comparables du même secteur d'activité dont l'information financière est publiée peut constituer une base raisonnable pour estimer la juste valeur. Selon cette approche, la juste valeur est calculée en fonction d'un multiple du BAIIA ajusté comparativement à un multiple médian moyen déterminé d'après l'information publiée pour des sociétés et des prix de transaction comparables.

HYPOTHÈSES CRITIQUES UTILISÉES AUX FINS DE LA DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR DIMINUÉE DES COÛTS DE LA VENTE

Les taux d'actualisation et les taux de croissance finaux appliqués aux UGT en 2021 sont présentés dans le tableau suivant :

	Taux d'actualisation	Taux de croissance final
États-Unis	7,50 %	2,0 %
Canada	8,25 %	2,0 %
Pays nordiques	8,00 %	2,0 %
Royaume-Uni	8,25 %	2,0 %
Nouvelle-Zélande	8,25 %	2,0 %
Australie	7,50 %	2,0 %
Asie	10,25 %	2,0 %
Amérique latine	10,00 %	2,0 %
Europe centrale	10,50 %	2,0 %
Moyen-Orient	11,00 %	2,0 %

PROJECTIONS DES FLUX DE TRÉSorerIE

Les projections des flux de trésorerie reposent sur des projections financières approuvées par la direction et par le conseil d'administration. Ces projections financières reposent sur des hypothèses qui reflètent les lignes de conduite que la Société a prévu adopter, compte tenu de l'ensemble des conditions économiques les plus probables selon la direction, ajustées pour rendre compte des attentes qu'aurait un intervenant du marché. Le BAIIA ajusté est fondé sur les valeurs budgétées pour la première année de la période de cinq ans (la « période couverte »), et ces valeurs sont augmentées sur la durée de la

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020**

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

période couverte en utilisant un taux de croissance approximatif et en tenant compte des améliorations d'efficacité attendues du BAIIA. Le taux de croissance appliqué après les projections de la première année variait entre 2,0 % et 5,0 %. La direction a également pris en considération l'expérience passée, les tendances économiques historiques ainsi que les tendances de l'industrie et du marché afin de déterminer si les projections financières utilisées sont raisonnables.

TAUX D'ACTUALISATION

Le taux d'actualisation reflète l'évaluation actuelle par le marché du risque spécifique à des sociétés comparables. Le taux d'actualisation a été établi d'après le coût moyen pondéré des capitaux propres et le coût des capitaux empruntés pour des sociétés comparables du même secteur d'activité. Le taux d'actualisation représente le CMPC après impôt. La détermination du CMPC nécessite une analyse distincte du coût des capitaux propres et du coût de la dette et tient compte d'une prime de risque fondée sur l'UGT en cause.

TAUX DE CROISSANCE FINAL

Les taux de croissance utilisés pour établir les projections de la Société ont été déterminés à l'aide des taux de croissance publiés de l'industrie et d'hypothèses concernant l'inflation, de même qu'en fonction de l'information établie par les responsables de la gestion de chaque UGT à la lumière d'analyses des tendances historiques et des attentes concernant la croissance future.

COÛTS DE LA VENTE

Il a été estimé que les coûts de la vente pour chaque UGT correspondaient à environ 0,75 % de la valeur d'entreprise de l'UGT. Les coûts de la vente reflètent les coûts marginaux, à l'exclusion des charges financières et de la charge d'impôt sur le résultat, qui seraient directement attribuables à la cession de l'UGT, y compris les frais juridiques et les coûts marginaux directs engagés pour préparer l'UGT en vue de sa vente.

SENSIBILITÉ AUX MODIFICATIONS DES HYPOTHÈSES

Les analyses suivantes sont présentées séparément les unes des autres, c'est-à-dire que toutes les autres estimations demeurent inchangées.

Une diminution de 5 %, répartie également sur les périodes futures, des entrées de trésorerie nettes futures prévues n'aurait entraîné aucune dépréciation du goodwill des UGT.

Une augmentation de 50 points de base des taux d'actualisation utilisés aux fins du test de dépréciation n'aurait entraîné aucune dépréciation du goodwill des UGT.

Une diminution de 25 points de base des taux de croissance finaux utilisés aux fins du test de dépréciation n'aurait entraîné aucune dépréciation du goodwill des UGT.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

22 AUTRES ACTIFS

Aux 31 décembre	2021	2020
	\$	\$
Participations dans des entreprises associées	89,1	85,3
Participations dans des coentreprises	28,9	27,8
Montants à recevoir des sociétés d'assurance	82,8	36,9
Autres	6,4	0,9
	207,2	150,9

23 DETTES D'EXPLOITATION ET CHARGES À PAYER

Aux 31 décembre	2021	2020
	\$	\$
Dettes d'exploitation	765,7	509,1
Avantages du personnel à payer	875,0	773,3
Charges à payer et autres dettes d'exploitation	465,5	307,6
Taxes de vente à payer	100,1	123,7
Instruments financiers dérivés	10,3	4,0
Créances sur des coentreprises et entreprises associées	0,7	0,5
	2 217,3	1 718,2

24 PROVISIONS

	Provisions pour litiges	Autres provisions	Total
	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} janvier 2021	188,9	63,4	252,3
Entrées par voie d'acquisitions d'entreprises	32,2	18,6	50,8
Provisions supplémentaires	73,0	17,4	90,4
Utilisées ou reprises	(61,6)	(11,2)	(72,8)
Écarts de change	(5,8)	(1,2)	(7,0)
Solde au 31 décembre 2021	226,7	87,0	313,7
Partie courante	56,9	20,6	77,5
Partie non courante	169,8	66,4	236,2

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

Certaines des réclamations pour lesquelles une provision a été constituée sont couvertes par les assurances de la Société. Par conséquent, les montants à recevoir des sociétés d'assurance sont comptabilisés pour certaines réclamations dans les autres débiteurs (note 15), pour les réclamations courantes, et dans les autres actifs (note 22), pour les réclamations à long terme.

25 DETTE À LONG TERME

Aux	31 décembre 2021	31 décembre 2020
	\$	\$
Emprunts aux termes des facilités de crédit	1 202,3	510,2
Billets de premier rang non garantis	500,0	—
Découvert bancaire	1,1	2,4
Autres passifs financiers	73,3	61,6
	1 776,7	574,2
Partie courante	297,4	296,9
Partie non courante	1 479,3	277,3

FACILITÉS DE CRÉDIT

WSP dispose d'une facilité de crédit de 1 400 M\$ US consentie par un syndicat d'institutions financières, qui se compose de ce qui suit :

- un emprunt à terme de premier rang non renouvelable et non garanti de 200,0 M\$ US venant à échéance le 18 décembre 2022;
- une facilité de crédit de premier rang renouvelable et non garantie d'un montant maximal de 1 200,0 M\$ US venant à échéance le 31 décembre 2025.

Le montant disponible aux termes de la facilité de crédit de 1 400 M\$ US était de 1 442,9 M\$ au 31 décembre 2021.

Le 29 janvier 2021, la Société a conclu une facilité de crédit pour un financement bancaire entièrement engagé de 960 M\$ US d'une durée maximale de quatre ans. Cette facilité de financement bancaire consentie de 960 M\$ US a été prélevée sous forme d'emprunts à terme échéant à diverses dates jusqu'en avril 2025 pour financer une partie du prix d'achat de l'acquisition de Golder, dont la clôture a eu lieu le 7 avril 2021. En avril 2021, la Société a remboursé une partie de sa dette; le montant maximal pouvant être prélevé sur la facilité de crédit est passé à 750 M\$ US. Au 31 décembre 2021, ce montant de 750 M\$ US disponible sur la facilité de crédit avait été entièrement prélevé.

La facilité de crédit de 1 400 M\$ US porte intérêt au taux préférentiel canadien, au taux de base américain, au taux des acceptations bancaires et au TIOL plus une marge d'au plus 2,25 %, selon le type d'avances. La Société verse une commission d'engagement négociée sur la facilité de crédit disponible et inutilisée.

Aux termes des facilités de crédit de 1 400 M\$ US et de 750 M\$ US, la Société est dans l'obligation, entre autres conditions, de respecter certaines clauses restrictives calculées sur une base consolidée. Les principales clauses se rattachent aux ratios de la dette à long terme consolidée sur le BAIIA ajusté consolidé et à la couverture des intérêts. La direction s'assure trimestriellement de la conformité de la Société aux clauses restrictives dans le cadre des exigences de dépôt prévues en vertu de ses facilités de crédit. Toutes les clauses restrictives étaient respectées au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020. Les emprunts aux termes de ces facilités de crédit étaient entièrement libellés en dollars américains au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020**

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

Au 31 décembre 2021, en vertu de la facilité de crédit de 1 400 M\$ US et d'autres facilités, la Société peut émettre des lettres de crédit irrévocables jusqu'à un maximum de 938,7 M\$ (870,7 M\$ aux termes d'une facilité de 1 600 M\$ US et des autres facilités au 31 décembre 2020). Au 31 décembre 2021, la Société avait émis des lettres de crédit irrévocables totalisant 471,6 M\$ (428,2 M\$ au 31 décembre 2020).

Au 31 décembre 2021, la Société disposait d'autres marges de crédit à l'exploitation disponibles totalisant 183,5 M\$ (130,5 M\$ en 2020), dont un montant de 182,4 M\$ (128,1 M\$ en 2020) était disponible à la fin de l'exercice.

BILLETS DE PREMIER RANG NON GARANTIS

Le 19 avril 2021, WSP a émis des billets de premier rang non garantis échéant le 19 avril 2028 à leur valeur nominale pour un produit brut total de 500 M\$ (les « billets »).

Les billets portent intérêt au taux fixe de 2,408 % par année, payable semestriellement le 19 avril et le 19 octobre de chaque année à compter du 19 octobre 2021 jusqu'à l'échéance. En avril 2021, la Société a affecté le produit net du placement au remboursement de la dette existante.

Les billets sont des obligations non garanties de premier rang de WSP, qui ont égalité de rang avec les autres dettes non garanties et non subordonnées de WSP, émises aux termes d'un acte de fiducie auquel s'ajoute un premier acte de fiducie complémentaire, tous deux datés du 19 avril 2021.

26 CAPITAL-ACTIONS**AUTORISÉ**

Un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale, avec droit de vote et de participation.

Un nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale, avec droit de participation et pouvant être émises en séries.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

ÉMIS ET LIBÉRÉ

	Actions ordinaires	
	Nombre	\$
Solde au 1^{er} janvier 2020	105 932 842	2 752,2
Actions émises dans le cadre de placements publics par voie de prise ferme et de placements privés	6 659 200	563,2
Actions émises dans le cadre du Régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »)	895 995	76,1
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	46 414	2,7
Solde au 31 décembre 2020	113 534 451	3 394,2
Actions émises dans le cadre de placements privés	3 333 898	300,8
Actions émises dans le cadre du RRD (note 28)	696 892	92,6
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	217 774	13,8
Coûts liés aux placements publics par voie de prise ferme et aux placements privés des périodes précédentes	—	(0,2)
Solde au 31 décembre 2021	117 783 015	3 801,2

Le 14 janvier 2021, la Société a conclu un financement par reçus de souscription dans le cadre d'un placement privé. La Société a émis un total de 3 333 898 reçus de souscription (les « reçus de souscription ») sur le capital autorisé au prix de 92,98 \$ le reçu de souscription dans le cadre d'un placement privé auprès de GIC et de BCI, pour un produit brut global d'environ 310,0 M\$.

À la réalisation de l'acquisition de Golder le 7 avril 2021, GIC et BCI ont reçu chacune une action ordinaire de WSP pour chaque reçu de souscription détenu, plus un montant par action ordinaire correspondant à tout dividende payable par WSP sur les actions ordinaires entre la date d'émission des reçus de souscription et la clôture de l'acquisition de Golder.

Au 31 décembre 2021, aucune action privilégiée n'a été émise.

27 GESTION DU CAPITAL

Les principaux objectifs de la Société relativement à la gestion de la structure de son capital sont les suivants :

- maintenir une flexibilité financière dans le but de répondre à ses engagements financiers, de verser des dividendes, d'exécuter une stratégie de croissance et de poursuivre sa croissance par l'entremise des acquisitions d'entreprises;
- gérer les activités de la Société de manière responsable afin d'être en mesure de verser un rendement adéquat aux actionnaires;
- respecter les ratios financiers requis en vertu des facilités de crédit.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

Pour la gestion du capital, la Société a défini son capital comme une combinaison des emprunts aux termes des facilités de crédit, des capitaux propres attribuables aux actionnaires et de la participation ne donnant pas le contrôle, compte non tenu de la trésorerie (déduction faite du découvert bancaire).

Aux 31 décembre	2021	2020
	\$	\$
Emprunts aux termes des facilités de crédit	1 202,3	510,2
Billets de premier rang non garantis	500,0	—
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Groupe WSP Global Inc.	4 664,5	4 080,4
Participations ne donnant pas le contrôle	0,7	1,0
	6 367,5	4 591,6
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite du découvert bancaire	(926,3)	(434,7)
	5 441,2	4 156,9

La stratégie financière de la Société consiste à maintenir une structure flexible cohérente avec les objectifs cités plus haut, à s'adapter adéquatement à l'évolution de la conjoncture économique et à permettre sa croissance interne par des acquisitions d'entreprises. La Société surveille sa structure de capital en utilisant le ratio de la dette nette consolidée sur le BAIIA ajusté consolidé. Ce ratio vise à déterminer le niveau d'endettement maximal possible.

Aux 31 décembre	2021	2020
Dette à long terme ¹⁾	1 776,7	574,2
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	(927,4)	(437,1)
Dette nette	849,3	137,1

Exercices clos les 31 décembre	2021	2020
BAIIA ajusté	1 322,5	1 053,7
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté	0,6	0,1

¹⁾ Y compris la partie courante.

En vue de maintenir et d'ajuster sa structure de capital, la Société pourrait émettre de nouvelles actions sur le marché, contracter des emprunts bancaires et négocier de nouvelles facilités de crédit.

28 DIVIDENDES

En 2021, la Société a déclaré un dividende de 174,9 M\$, ou 1,50 \$ par action (167,2 M\$, ou 1,50 \$ par action, en 2020).

RÉGIME DE RÉINVESTISSEMENT DES DIVIDENDES (« RRD »)

En vertu du RRD, les détenteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de réinvestir les dividendes en trésorerie dans de nouvelles actions ordinaires. Les actions à émettre peuvent être achetées sur le marché libre ou émises sur le capital autorisé de la Société, au gré de la direction. Les actions émises sur le capital autorisé seront assorties d'un escompte maximal de 5,0 % par rapport au cours moyen du marché.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

À la suite du paiement des dividendes déclarés le 4 novembre 2020, le 24 février 2021, le 12 mai 2021 et le 10 août 2021, un montant de 92,6 M\$ a été réinvesti dans 696 892 actions ordinaires dans le cadre du RRD au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021. Les actions émises dans le cadre du RRD en 2021 et en 2020 étaient assorties d'un escompte de 2 % par rapport au cours moyen du marché.

Après la clôture de l'exercice, le 17 janvier 2022, une tranche de 22,8 M\$ du dividende du quatrième trimestre a été réinvestie dans 133 471 actions ordinaires supplémentaires dans le cadre du RRD.

29 TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE, DÉDUCTION FAITE DU DÉCOUVERT BANCAIRE

Aux 31 décembre	2021	2020
	\$	\$
Fonds en caisse et fonds en banque	927,4	437,1
Moins : Découvert bancaire (note 25)	(1,1)	(2,4)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite du découvert bancaire	926,3	434,7

En 2021, les sorties de fonds liées aux acquisitions effectuées avant le 1^{er} janvier 2021 s'élevaient à 10,6 M\$ (14,2 M\$ en 2020, liées aux acquisitions effectuées avant le 1^{er} janvier 2020).

AJUSTEMENTS

Exercices clos les 31 décembre	2021	2020
	\$	\$
Dotations aux amortissements	518,5	476,3
Quote-part du résultat d'entreprises associées et de coentreprises, déduction faite de l'impôt	(19,5)	(18,2)
Charge relative au régime de retraite à prestations définies	9,0	10,6
Cotisations en trésorerie aux régimes de retraite à prestations définies	(12,8)	(13,1)
Écarts de change et transactions sans incidence sur la trésorerie	(17,1)	(11,3)
Profit sur la vente d'immobilisations corporelles	(5,8)	(1,1)
Profit découlant de la cession d'actifs non essentiels	(5,6)	(5,9)
Autres	(30,1)	(20,6)
	436,6	416,7

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE DU FONDS DE ROULEMENT

Exercices clos les 31 décembre	2021	2020
	\$	\$
Diminution (augmentation) :		
Créances clients, charges payées d'avance et autres créances	(142,1)	141,0
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	(107,8)	37,0
Augmentation (diminution) :		
Dettes d'exploitation et charges à payer	275,2	98,5
Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus	7,6	77,0
	32,9	353,5

VARIATIONS DES PASSIFS DÉCOULANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

	Dettes à long terme	Obligations locatives	Dividendes à payer aux actionnaires	Total
	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} janvier 2020	1 399,7	1 050,6	39,7	2 490,0
Variations des flux de trésorerie de financement	(857,1)	(255,4)	(88,3)	(1 200,8)
Entrées par voie d'acquisitions d'entreprises	13,9	26,0	—	39,9
Nouveaux contrats de location, renouvellements et modifications	—	182,0	—	182,0
Remboursement du découvert bancaire, montant net	(15,9)	—	—	(15,9)
Écarts de conversion	5,3	15,2	—	20,5
Autres variations hors trésorerie	28,3	—	91,1	119,4
Solde au 31 décembre 2020	574,2	1 018,4	42,5	1 635,1
Variations des flux de trésorerie de financement	914,1	(262,6)	(80,6)	570,9
Entrées par voie d'acquisitions d'entreprises	273,9	229,1	—	503,0
Nouveaux contrats de location, renouvellements et modifications	—	63,6	—	63,6
Remboursement du découvert bancaire, montant net	(1,3)	—	—	(1,3)
Écarts de conversion	(1,9)	(28,2)	—	(30,1)
Autres variations hors trésorerie	17,7	—	82,3	100,0
Solde au 31 décembre 2021	1 776,7	1 020,3	44,2	2 841,2

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

(Les montants dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire.)

30 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants incluent le conseil d'administration, la présidente et cheffe de la direction et les membres de l'équipe de direction mondiale. Le tableau qui suit présente la rémunération payée ou payable aux principaux dirigeants incluse dans les coûts liés au personnel pour les exercices clos les 31 décembre :

	2021	2020
	\$	\$
Avantages à court terme du personnel	21,3	15,5
Paielements fondés sur des actions	41,9	37,2
	63,2	52,7

COENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les parties liées de la Société sont ses coentreprises et ses entreprises associées. Se reporter à la note 15, « Créances clients et autres créances », et à la note 23, « Dettes d'exploitation et charges à payer », pour les soldes des montants à recevoir de ces entités et à payer à celles-ci.

31 PASSIFS ÉVENTUELS

POURSUITES JURIDIQUES

La Société fait actuellement face à des poursuites en justice en raison de services rendus dans le cours normal de ses activités. La Société se défend dans le cadre de telles poursuites et adopte des mesures de gestion des risques appropriées pour résoudre et prévenir de telles procédures. De plus, la Société souscrit des assurances responsabilité générale et professionnelle qui lui permettent de gérer les risques occasionnés par de telles poursuites. Sur le fondement des conseils et de l'information fournis par ses conseillers juridiques, et compte tenu de son expérience dans le règlement de poursuites semblables, la direction estime que la Société a prévu une provision suffisante à ce titre et que le règlement définitif ne devrait pas dépasser de beaucoup la garantie d'assurance ou avoir une incidence importante sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société. La provision pour litiges comptabilisée au 31 décembre 2021 s'élevait à 226,7 M\$ (188,9 M\$ au 31 décembre 2020). Les variations de cette provision sont décrites à la note 24, « Provisions ».

ENQUÊTE ET MESURES RÉGLEMENTAIRES

En tant qu'entrepreneur effectuant des travaux pour l'État, la Société peut être assujettie à des lois et à des règlements plus contraignants que ceux qui s'appliquent aux entrepreneurs au service d'entités non gouvernementales. L'État vérifie attentivement la conformité des entrepreneurs à ces lois et à ces règlements par des audits et des enquêtes qui font partie intégrante de la procédure d'attribution des contrats publics, et la direction reçoit à l'occasion des demandes de renseignements concernant les activités de la Société avec des organismes publics. Toute violation pourrait entraîner des responsabilités civiles ou criminelles ainsi que la suspension ou la radiation de l'admissibilité à l'attribution de nouveaux contrats gouvernementaux ou au renouvellement d'options.

Le 27 décembre 2019, plus de 100 demandeurs ont déposé auprès de la cour de district des États-Unis pour Washington, DC une demande de poursuite visant des entrepreneurs effectuant des travaux pour le gouvernement américain, dont The Louis Berger Group Inc. et Louis Berger International Inc. (collectivement, « LB »), que la Société a acquis en décembre 2018, alléguant qu'il y a eu violation de la loi intitulée *Anti-Terrorism Act* entre 2009 et 2017. Même si la poursuite en est encore à un stade préliminaire, la Société est d'avis que LB dispose d'une défense solide et entend se défendre vigoureusement contre les allégations qui la visent.



L'une des plus grandes firmes de services professionnels au monde, WSP fournit des services de consultation stratégique, d'ingénierie et de conception à des clients de différents secteurs : transport et infrastructures, sciences de la terre et de l'environnement, bâtiment, énergie, ressources et industries. L'équipe mondiale d'experts de WSP regroupe des conseillers, ingénieurs, spécialistes de l'environnement, scientifiques, techniciens, architectes et urbanistes, ainsi que des professionnels en conception et en gestion de programme. Nos employés de talent sont bien positionnés pour réaliser des projets durables et de grande qualité, partout où nos clients ont besoin de nous.

Ce rapport annuel contient des déclarations prospectives qui reflètent les attentes de la direction quant à la croissance, aux résultats d'exploitation, au rendement et aux perspectives d'affaire de la Société. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à divers risques et incertitudes. Les événements et les résultats réels peuvent différer considérablement de ceux prévus dans les déclarations prospectives et un certain nombre de facteurs, notamment mais sans limitation les facteurs mentionnés dans diverses parties de ce rapport et sous la rubrique « Facteurs de risque » dans le rapport de gestion de WSP pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021. La discussion de la situation financière et les résultats d'exploitation de WSP dans le présent rapport annuel doivent être lus avec les états financiers de la Société et les notes afférentes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.



Groupe WSP Global Inc.
1600 boulevard René-Lévesque Ouest
11^e étage, Montréal (Québec)
H3H 1P9